

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Banquiers agents du fisc

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 9 mars 1918, à 1 heure 1/2

PAR

Xavier DELOUVRIER

Président : M. WAHL, professeur

Suffragants { *MM. FERNAND FAURE, professeur*
JÈZE, professeur

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, V^{ie}

—
1918

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les Banquiers agents du fisc

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 9 mars 1918, à 1 heure 1/2

PAR

Xavier DELOUVRIER

Président : M. WAHL, professeur

Suffragants { *MM. FERNAND FAURE, professeur*
JÈZE, professeur



PARIS

JOUBE & Co, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

—
1918

THESE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni

ni

improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITY OF CHICAGO

UNIVERSITY OF CHICAGO

LES Banquiers agents du fisc

INTRODUCTION

Le fisc, porté de plus en plus dans sa lutte avec le contribuable, à se créer des auxiliaires parmi les particuliers, a spécialement tourné ses regards jusqu'à présent vers ceux que leur profession désignait plus que les autres à son attention, vers les banquiers.

On peut dire, à cet égard, qu'ils sont devenus, sinon ses préposés, du moins ses agents, dans le sens large du mot. Soit, en effet, qu'ils aient à renseigner l'Administration sur la situation de fortune de leurs clients, soit qu'ils doivent empêcher les tentatives de fraude, de la part de ceux-ci, soit enfin qu'ils aient à prélever l'impôt sur les sommes qu'ils leur paient et à le verser ensuite au Trésor, ils sont bien dans l'accomplissement de ces missions autre chose que des contribuables : ils sont des agents tenus de recouvrer un impôt qu'ils ne doivent pas ou d'en faciliter la perception.

L'amorce de ces nouvelles fonctions fut l'obligation pour les Sociétés de crédit de communiquer

leurs livres et de donner ainsi tous les renseignements utiles à l'assiette de multiples impôts.

Puis il fut demandé à tous les banquiers une participation plus active : ils eurent à faire connaître à l'Enregistrement, au décès de leurs clients, la liste des dépôts effectués par ceux-ci dans leurs caisses ; et la même obligation est à la veille de leur être imposée relativement aux valeurs existant dans les coffres-forts loués.

Finalement, ils sont devenus eux-mêmes percepteurs de certaines taxes, comme les impôts qui frappent les opérations de Bourse et le coupon des valeurs étrangères non abonnées : de sorte que l'emprise est dès aujourd'hui presque entière, tout au moins sur les banques installées en France.

Pour les banques de l'étranger, la tâche est beaucoup plus délicate. Toutefois des jalons ont été déjà posés et l'on voudrait organiser, comme dans une Société des nations, la mise en commun des renseignements possédés par les Administrations des pays associés.

C'est l'ensemble de ces obligations des banquiers, comme collaborateurs du fisc dans sa poursuite du contribuable que nous nous proposons d'exposer. Dans ce cadre, nous ne devons pas faire entrer celles qui leur sont imposées comme à des redevables, que ce soit en leur qualité de débiteurs principaux, comme celle du timbre, ou de débiteurs accessoires, comme celles qui sont attachées à leur fonction, d'ailleurs volontaire, de représentants responsables des Sociétés étrangères abonnées. De même, nous devons limiter notre étude à celles qui les atteignent à l'occasion de leur profession à

l'encontre de leurs clients et non en leur qualité d'employeurs à l'encontre de leurs employés.

Par contre, nous examinerons à la fois celles qu'ils partagent avec d'autres commerçants, comme la communication des écritures, et celles qui leur sont propres, afin d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui les constitue dans l'exercice de leur profession des agents du fisc.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DIVISION

PREMIÈRE PARTIE. — Les banquiers agents du fisc à l'occasion de l'ensemble de leurs opérations.

Section première. — Etat actuel. Droit de communication générale dans les établissements de crédit.

Section II. — Projet d'extension aux banques privées.

DEUXIÈME PARTIE. — Les banquiers agents du fisc à l'occasion des opérations de dépôt et de location de coffres-forts.

CHAPITRE PREMIER. — Dénonciation des dépôts.

Section première. — En France.

Section II. — A l'étranger.

CHAPITRE II. — Ouverture des coffres-forts pris en location (Projet).

TROISIÈME PARTIE. — Les banquiers agents du fisc à l'occasion des opérations de guichet.

CHAPITRE PREMIER. — Opérations de bourse.

CHAPITRE II. — Paiement en France du coupon des valeurs étrangères non abonnées.

CHAPITRE III. — Opérations de change (1).

CONCLUSION.

1. Le Répertoire du change, qui n'a pas actuellement d'intérêt fiscal, en contient tout au moins l'amorce.

PREMIÈRE PARTIE

LES BANQUIERS AGENTS DU FISC A L'OCCASION DE L'ENSEMBLE DE LEURS OPÉRATIONS.

PREMIÈRE SECTION

ÉTAT ACTUEL. — DROIT DE COMMUNICATION GÉNÉRALE DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (1).

1. Observations générales. — Le droit de communication générale, en matière fiscale, est le droit pour l'Administration de l'Enregistrement de se faire représenter, en vue du recouvrement d'impôts déterminés, la généralité des documents des personnes ou établissements assujettis.

1. V. notamment sur ce point le chapitre que lui consacre M. Wahl dans son *Traité du régime fiscal des Sociétés et des valeurs mobilières*, t. II, p. 449 et suiv., que nous avons généralement suivi et où le lecteur trouvera de multiples références à la doctrine et à la jurisprudence. Etant donné le cadre de notre étude, nous nous croyons autorisé à ne pas donner à cette matière tous les développements qu'elle comporterait, si elle était étudiée à titre principal.

Il s'exerce à l'encontre des personnes ou collectivités suivantes (1) :

1° « Dépositaires des registres de l'état civil, ceux des rôles des contributions et tous autres chargés des archives et dépôts de titres publics » (2) ;

2° Receveurs municipaux et receveurs des établissements publics (3) ;

3° Associations soumises au droit d'accroissement ou à l'impôt sur le revenu (4) ;

4° Assureurs (5) ;

5° Entrepreneurs de transports et Compagnies de chemins de fer (6) ;

6° Sociétés par actions (7).

A ces assujettis on pourrait comparer les redevables de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices supplémentaires réalisés pendant la guerre, qui sont exercés par l'Administration des contributions directes en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1916.

2. Historique. — Le droit de communication fut admis à l'égard des Sociétés ayant émis des titres, par l'article 16 de la loi du 5 juin 1850. Ces sociétés furent obligées de communiquer aux préposés de l'Enregistrement le registre à souche d'où étaient tirés les titres ou certificats d'actions ou d'obligations.

1. Wahl, *Traité de Droit fiscal*, t. II, p. 443. V. également une énumération dans *D. E.* : mot Communication, n° 2.

2. L. 22 frim., an VII, art. 54.

3. D. 4 messidor, an XIII, art. 1^{er}.

4. L. 29 décembre 1884, art. 9.

5. L. 23 août 1871, art. 22.

6. L. 13 mai 1863, art. 10 ; L. 23 août 1871, art. 22.

7. L. 23 août 1871, art. 22.

Ce droit, qui n'était alors reconnu que pour la perception du droit de timbre établi par cette loi, fut étendu pour la perception du droit de transmission aux registres à souche, registres de transferts et conversions de titres et à tous les documents relatifs aux transferts et conversions par la loi du 23 juin 1857, article 6 et le décret du 17 juillet 1857, article 9.

Il devint enfin le droit de communication générale à la suite de la loi du 23 août 1871, pour « l'exécution des lois sur le timbre », fut étendu sous cette forme générale par les lois du 21 juin 1875, pour « l'exécution des lois sur l'enregistrement » ; du 29 juin 1872 et du 26 juillet 1893, pour le recouvrement de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières ; du 13 avril 1898, pour celui de la taxe sur les capitaux assurés ; du 29 mars 1914 et du 31 juillet 1917, pour celui de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ; et les renseignements ainsi obtenus par l'Enregistrement servent depuis la loi du 15 juillet 1914 et du 31 juillet 1917 à l'Administration des contributions directes pour l'établissement de l'impôt sur le revenu global et des impôts cédulaires sur les différentes catégories de revenus.

3. Sommaire. — Nous ne considérerons dans notre étude que les seuls banquiers, laissant même de côté la loi du 1^{er} juillet 1916, qui ne les frappe pas comme intermédiaires, et nous nous demanderons à leur égard :

- 1° Quelles banques sont assujetties ;
- 2° En quoi consiste la communication ;
- 3° Sur quels documents elle porte ;
- 4° Dans quel but elle peut être utilisée ;
- 5° Quelle en est la sanction ;

§ 1^{er}. — Banques assujetties

I. — ENUMÉRATION

4. Siège social des établissements de crédit français. — Seuls les établissements de crédit, à l'exclusion des banques privées, sont assujettis aux vérifications des agents de l'Enregistrement pour la généralité de leurs documents. En effet, l'article 22 de la loi du 23 août 1871, qui établit le droit de communication, ne fait que se reporter pour la détermination des assujettis aux textes antérieurs :

Loi du 23 août 1871. — Art. 22. — « Les sociétés, « compagnies, assureurs, entrepreneurs de transports « et tous autres assujettis aux vérifications des agents « de l'Enregistrement par les lois en vigueur sont « tenus... »

Or, les lois en vigueur à cette époque sont celles du 5 juin 1850 et du 23 juin 1857, cette dernière précisée par le décret du 17 juillet suivant, qui visent uniquement les Sociétés ayant émis des actions ou des obligations.

On discute bien, il est vrai, sur le sens du mot « action ». La Cour de cassation, notamment, a estimé que le texte de ces lois englobait « dans la généralité de ses termes toutes les cessions d'actions dans la Société, quel que soit le mode employé pour la transmission », et elle a, de ce fait, appliqué à toutes les parts sociales le droit réduit de 0,50 o/o, sans décime (1). Aussi la Régie a-t-elle pu faire obser-

1. Après controverse, les Chambres réunies ont admis la perception du droit de 0,50 o/o, alors que dans l'opinion inverse, il y

ver que toutes les Sociétés, quelles qu'elles soient, les Sociétés en nom collectif et même les simples Sociétés civiles, se trouveraient dans ce système soumises *de plano* et d'une manière absolue à l'exercice du droit de communication (1). Il y a lieu de croire que l'Administration ne tirera pas, en fait, la conséquence ainsi déduite de la théorie de la Cour (2). Il ne semble pas effectivement que l'on doive méconnaître la distinction entre l'action et l'intérêt et admettre que l'un de ces termes, fût-il employé en une matière que l'on considérerait dispensée de la précision de langage du droit civil, pût englober l'une et l'autre de ces parts sociales. Si l'on n'est pas d'accord en doctrine sur tous leurs caractères distinctifs, du moins s'entend-on, en effet, pour les distinguer. On peut discuter, par exemple, si la négociabilité est ou non réservée aux actions, mais on doit admettre que la *libre* cessibilité en est un caractère essentiel et qui les distingue nécessairement de l'intérêt. Les Sociétés en nom collectif ou en commandite simple et par suite les banques privées, doivent donc échapper à la communication, à la seule condition qu'elles n'émettent ni obligations négociables, ni actions (3).

Par contre, il faudrait l'étendre aux Sociétés dont

aurait eu lieu au droit de 2 o/o sur les ventes mobilières (Cass. Ch., réunies, 29 déc. 1868, S. 69.1.133; D. 69.1.73.) et la chambre des requêtes a décidé en 1905 qu'il ne comportait pas de décime. (Cass. 27 avril 1906, D. 07.1.241).

Ce droit a été porté à 0,75 o/o par l'article 5 de la loi du 26 décembre 1908 et à 0,90 o/o par l'article 41 de la loi du 29 mars 1914.

1, 2. *Mémoire de la Régie*, sous Cass. 27 avril 1906, J. E. 27.114. V. également : Cass. 13 fév. 1907, S. 08.1.577; D. 09.1.323.

3. V. Seine, 17 juillet 1902, où il a été jugé que la communication était applicable à une Société en commandite simple ayant émis des obligations, pendant la durée de celle-ci. (R. P., 12735; J. E., 28759).

les actions ne sont cessibles que par les modes du droit civil, pourvu qu'elles puissent être cédées librement : juridiquement elles restent des actions et, de plus, la loi du 5 juin 1850, article 25, les vise expressément (1).

5. Succursales en France des établissements de crédit français. — Le champ d'application du droit de communication, restreint avant 1875 au siège social des Sociétés (2), fut étendu par la loi du 21 juin 1875, article 7, aux « succursales et agences », disposition elle-même entendue dans un sens extensif par la jurisprudence, qui assimile les qualifications d'agent et d'employé (3) et qui, en vertu de cette interprétation, va jusqu'à soumettre à vérification l'employé qui n'aurait même pas le droit de faire des affaires sans en référer à l'établissement dont il dépend, ou qui serait chargé uniquement de transmettre des propositions de contrats ou de provoquer des affaires.

Par suite, en ce qui concerne les banques, doivent être considérés comme assujettis : les succursales des départements, c'est-à-dire les établissements secondaires installés à titre permanent et faisant pour le compte de la Société et par l'intermédiaire de salariés les mêmes opérations que le siège principal, et aussi

1. Wahl, *loc. cit.*, I, 348.

2. Saint-Etienne, 8 oct. 1873, S. 74. II. 259; D. 74. V. 483; Saint-Lô, 22 mai 1874, S. 74. II. 259. D. R., supp. V : Enregist. 3077.

3. V. Cass. req., 23 avril 1877, S. 77. I. 322; D. 77. I. 294. Arrêt rendu en matière d'assurance, où on relève le considérant suivant : « attendu que si le demandeur en cassation n'avait pas le pouvoir de conclure des assurances au nom de la Société l'Ancienne mutuelle, il n'en était pas moins l'un de ses employés et par conséquent l'un de ses agents dans le sens des lois précitées. »

les employés qui, détachés du siège social ou d'une succursale, à certains jours de la semaine, font dans un local différent de ceux-ci tout ou partie des mêmes opérations.

6. Succursales en France des établissements de crédit étrangers. — Bien plus, les succursales des Sociétés étrangères sont assimilées à celles des établissements français. Et cette extension revêt ici un intérêt particulier, car ces agences sont les seules endroits où les documents intéressant les fics français puissent être connus de lui, tandis que les documents se rapportant aux établissements français peuvent être cherchés au siège principal. Cette assimilation, expressément établie par l'article 5 de la loi du 17 avril 1906, était admise dès auparavant par la jurisprudence (1) qui, en l'absence de disposition formelle de la loi fiscale, se fondait sur le principe de l'égalité de traitement des Sociétés françaises et étrangères et sur la généralité des termes de l'article 9 du décret du 17 juillet 1857. On pourrait ajouter, pour la justifier, que la communication est un mode de preuve, régi par conséquent par la loi du pays où a pris connaissance le fait prouvé (2).

Il semble, toutefois, qu'on doive subordonner l'exercice du droit de la Régie au fait de l'exigibilité sur les titres des taxes françaises de timbre et de transmission. Ainsi qu'il a été remarqué (3), le droit de communication est intimement lié, non pas seulement au fait de l'existence de titres, mais encore

1. V. notamment. Cass. civ., 10 février, 1902, S. 03.I.361; D. 05.I.169; Cass. req., 19 juin 1908. *R. P.*, 11713.

2. Wahl, *loc. cit.*, II, p. 715.

3. *R. P.*, 12700.

au paiement des droits de timbre et de transmission établis sur ces titres. Seules, en effet, les Sociétés ayant émis des titres passibles de ces impôts ont été atteintes par les lois de 1850 et 1857 ; or les lois postérieures, qui ont étendu le but de la communication et le nombre de documents qui doivent y être soumis, n'ont pas élargi le cercle des assujettis, de sorte que, sauf le décret du 15 décembre 1875 pour la communication en matière de taxe sur les lots et primes, ni la loi du 29 juin 1872, ni aucune autre disposition légale relative à la taxe du revenu que paient les Sociétés étrangères faisant en France des opérations sans que leurs titres y aient été émis ou volontairement abonnés n'ont soumis au droit de communication les Sociétés débitrices de ce seul impôt. Cette solution est, du reste, celle que semblait consacrer l'arrêt de Cassation du 31 octobre 1905, qui admit qu'une Société étrangère ayant une succursale en France était assujettie, « ses actions et obligations étant soumises en France à des droits équivalents à ceux établis sur les valeurs françaises. » Mais la solution inverse a été adoptée notamment par le tribunal de la Seine le 28 octobre et le 2 décembre 1905.

7. Succursales à l'étranger des établissements de crédit français. — A l'égard de celles-ci, qui ne vivent pas sous l'empire de la législation fiscale française, l'Administration se trouve désarmée : Ainsi que l'observe M. Wahl (1), « la Régie se heurterait à un obstacle matériel, puisque les tribunaux de tous les pays refusent à un état étranger le droit

1. *Droit fiscal.*, II, p. 677.

de recouvrer l'impôt sur leur territoire » et il ajoute que la communication, étant un moyen de preuve, est régie par la loi du pays où elle est invoquée.

L'opinion contraire est cependant soutenue. M. Kergall, dans *la Revue économique et financière* (1), déclare que « les agences de nos Sociétés de crédit à l'étranger ne sont pas moins exposées aux investigations fiscales que leurs bureaux situés en France » et M. Lescœur, qui rapporte cette assertion, ajoute que, au cas où il prendrait fantaisie à notre Enregistrement d'envoyer à Londres, à Bruxelles, à Genève, un de ses fonctionnaires, avec mission de pratiquer des investigations dans les succursales, il ne verrait pas « comment, si les directeurs refusaient de subir cette visite importune (ce qui serait leur droit), la Société française, responsable de ses agents, pourrait se soustraire aux amendes portées contre les refus de communication. » Mais pour que la Société soit responsable d'un acte accompli par ses agents, encore faut-il que cet acte soit punissable, c'est-à-dire qu'il ait été fait sans droit, ce que nie précisément M. Lescœur, et à juste titre, car il n'y a contravention que si la communication refusée a été « régulièrement » demandée.

Le fisc ne peut donc intervenir, à notre avis, que contre le siège central, et seulement s'il y a fraude de sa part. Il faudrait pour cela supposer que la Société s'est servie de ses agences pour consommer une évasion fiscale, qu'elle ait, par exemple, laissé ou déposé des documents au siège de l'une d'elles dans le seul but de soustraire ses clients au paiement de l'impôt (2). Dans ce dernier cas c'est le siège social

1. 8 déc. 1906, p. 1292.

2. Wahl, *loc. cit.*, p. 460.

qui serait poursuivi et la Régie demanderait l'envoi en France des documents en question.

Dans d'autres cas de pratiques jugées abusives, le gouvernement semble se reconnaître au moins un droit de contrôle, si l'on en juge par les déclarations du ministre des Finances, lors d'un incident soulevé à la Chambre des députés le 30 novembre 1909 par M. Henri Michel (1). Il s'agissait de lettres adressées à des correspondants en France par des filiales et agences à l'étranger de Sociétés françaises : ces établissements y mettaient en relief leur « autonomie », qui leur permettait de tenir les comptes des clients français « à l'abri de toute investigation » et ils expliquaient la procédure suivie pour éviter « les indiscretions » : « rapatriement des coupons en billets de banque français sous pli chargé, enveloppes sans en-tête à des époques fixes », etc... En réponse à la lecture de ces lettres et ne visant que l'une d'elles, le ministre des Finances, M. Cochery, a déclaré que, n'ayant pas une autorité directe sur les Sociétés de ce genre, il avait usé de l'autorité morale qui appartient au gouvernement et obtenu des représentants de la Société intéressée l'assurance que pareil fait ne se renouvellerait pas et qu'ils le déploieraient profondément.

Mais si le gouvernement français a pu élever cette prétention à l'égard des succursales, en raison du lien qui les unit au siège central, seul responsable, il ne semble pas qu'il puisse le faire à l'égard des filiales. Une filiale, en effet, qui est composée de capitaux distincts, gérée par des administrateurs

1. *J. O.*, 1^{er} déc. 1909. Déb. parl., p. 3016 et 3029. V. en outre : Lescœur, *les Coffres-forts et le fisc*. Annexe F., p. 398, où l'incident est rapporté.

autres que ceux de la Société fondatrice, doit être considérée comme indépendante de celle-ci et ne peut donc pas être atteinte par son intermédiaire en vertu d'un acte unilatéral du législateur français. Il n'en serait autrement que s'il intervenait une convention entre la France et les pays étrangers. Aussi dans l'incident rapporté plus haut le ministre des Finances s'est-il abstenu de répondre à la question qui se posait à propos des deux premières lettres où il s'agissait de filiales, pour ne répondre que sur la troisième où il s'agissait d'une agence (1).

II. — TEMPS PENDANT LEQUEL ELLES SONT ASSUJETTIES

8. — Elles sont assujetties à partir de l'émission des titres. — Les établissements de crédit, soumis au droit de communication parce que Sociétés par actions, sont naturellement assujettis le jour où ils ont émis leurs titres, c'est-à-dire le jour où ceux-ci ont été créés et leurs numéros attribués aux souscripteurs, puisque l'existence matérielle et juridique conférée aux titres constitue l'émission.

Serait-on fondé à les y soumettre dès leur constitution ? On pourrait prétendre que le droit conféré à l'Enregistrement se conçoit en l'absence de titres matériellement créés et distribués, puisqu'il ne s'exerce pas seulement pour le contrôle des droits de timbre sur les actions et les obligations, mais que, établi d'une façon très large pour l'exécution des lois sur le timbre et l'enregistrement, il peut porter

1. V. Lescœur, *loc. cit.*

X. Delouvrier

sur des pièces qui ne sont pas elles-mêmes soumises au timbre. Mais les textes ne permettent pas cette interprétation : les lois de 1850 et de 1857 ne visent que les Sociétés dont les titres *ont été* émis, puisqu'elles font porter la communication sur les registres à souche et sur les pièces relatives aux transferts et conversions et que les lois postérieures, ne contenant pas à cet égard de disposition expresse, doivent être considérées comme conservant la réglementation en vigueur (1).

9. Elles cessent de l'être par le retrait des titres de la circulation ou par l'achèvement de la liquidation. — La Société n'ayant plus de titres en circulation perd la qualité qui lui a valu d'être assujettie et doit donc à partir de ce moment cesser de l'être. A plus forte raison en est-il de même lorsqu'elle est liquidée, puisque à dater de l'achèvement de cette opération, elle n'a plus aucune existence propre. La communication ne s'exercerait plus alors que sur ses archives, c'est-à-dire, en réalité, contre ses anciens membres qui, comme particuliers, n'y sont pas astreints.

Par contre, elle peut toujours s'exercer contre une Société en liquidation, parce que celle-ci conservant sa personnalité morale reste tenue de ses obligations fiscales.

1. Comp. Maguéro mot « communication », 84. Toute Société est affranchie du droit de communication, tant qu'elle n'a émis ni titres d'actions, ni titres d'obligations. »

§ 2. — Mode et conditions d'exercice

I. — FORME

10. Droit pour la Régie de se faire représenter les documents et d'en prendre copie.

— La communication s'exerce sous la forme d'une représentation des documents et du droit pour la Régie d'en prendre des copies.

« Loi du 23 août 1871, art. 22. Les Sociétés, compagnies, assureurs, entrepreneurs de transports et tous autres assujettis aux vérifications des agents de l'Enregistrement par les lois en vigueur sont tenus de représenter... »

« Loi du 22 frim. an VII, art. 54. Les dépositaires des registres de l'état civil... seront tenus de les communiquer... et de laisser prendre, sans frais, les renseignements, extraits et copies. »

A. *Représentation des documents.* — La représentation suppose un acte et non pas seulement une disposition passive de l'assujetti, qui ne doit pas se contenter de laisser les préposés rechercher eux-mêmes les documents dont ils ont besoin, mais qui doit mettre à leur disposition ceux qui lui ont été désignés. Tel est le sens attribué aux mots « communiquer » et « représenter » par la langue usuelle qui les assimile au terme « exhiber » (1) et celui qui leur a été donné par la Cour de cassation dans un arrêt de la Chambre des requêtes, rendu le 4 mai 1885 contre un établissement de crédit (2). Une Société

1. V. *Dictionnaire de l'Académie et Dictionnaire de Littré*.

2. D. 85. I. 324.

qui se borne à laisser les agents de l'Enregistrement faire dans les archives les recherches nécessaires, sans se départir de ce rôle passif, ne satisfait donc pas aux prescriptions de la loi et encourt les pénalités édictées contre le refus de communication.

Comme corollaire de cette obligation des particuliers, il résulte pour les préposés de l'Enregistrement le bénéfice d'une attitude au début purement expectative : ils n'ont à faire qu'une requête.

Sans doute, doivent-ils la faire en des termes suffisamment précis. Ils ne pourraient, par exemple, demander la représentation de l'ensemble des documents soumis à vérification, mais seulement d'un ou de plusieurs documents désignés nominativement ou tout au moins d'une catégorie. Application de cette idée a été faite par la Cour de cassation dans son arrêt précité du 4 mai 1885, où elle admit pour les Sociétés en question « l'obligation de remettre les titres qu'elles détiennent et qui leur sont *spécialement* réclamés. »

Mais leur requête faite en ces termes, ils n'ont pas à la justifier : ils n'ont notamment ni à en indiquer le but, ni à spécifier le texte sur lequel ils s'appuient pour la faire. La loi n'ayant mis à leur charge aucune obligation de ce genre, on ne peut suppléer à son silence.

Par suite, le particulier ne peut se faire juge du bien fondé de la communication et se refuser à celle-ci sous le prétexte qu'il n'a pas été informé du but en vue duquel elle a été demandée.

Ce n'est pas à dire, d'ailleurs, que les préposés de l'Administration puissent intervenir dans l'organisation des écritures de la Société et imposer une forme de comptabilité susceptible de favoriser leurs

recherches. Suivant les termes de l'instruction 2721-140, l'Administration « n'a pas qualité pour apprécier et discuter comment les pièces doivent être établies et elle doit se borner à appliquer la loi aux actes que les intéressés jugent convenable ou nécessaire de rédiger. »

B. — *Droit de prendre copie.* — Ce droit n'est inscrit que dans la loi du 22 frimaire, an VII, qui ne vise que les dépositaires de titres publics, et dans les lois de 1850 et de 1857. Aussi, comme il n'est pas spécialement visé par les lois de 1870 et de 1875, qui ont étendu à la généralité des documents le droit reconnu au fisc dans les établissements de crédit, des Sociétés ont cru pouvoir le lui dénier. La Cour de cassation a jugé contre elles (1) que, même en l'absence de disposition expresse, il doit être admis parce que les « termes généraux et absolus », de ces deux lois « ne permettent pas qu'une restriction quelconque soit apportée au droit d'étude et de recherche de l'Administration de l'Enregistrement » ; ce droit de recherche, mieux « cette obligation de se livrer à des études de comparaison, à des recherches, de faire des rapprochements extérieurs » entraîne « le droit de prendre des notes et des copies... sans lesquelles sa mission ne saurait être remplie. » En d'autres termes, ce deuxième droit se présente comme un corollaire du premier et comme tel il est englobé dans la généralité des termes de la loi.

On pourrait objecter que les deux lois en question s'occupent bien plutôt des catégories de documents sujettes à vérification que de l'usage fait par la Régie des documents communiqués (2). Au surplus, ainsi

1. Cass., Req., 27 mars 1901, S. 02.1.53. D. 01.1.494.

2. Wahl. *loc. cit.*, p. 470; note 4.

le remarque M. Wahl (1), rien ne prouve que le législateur a entendu donner à la Régie les moyens d'accomplir sa mission d'une manière aussi complète que ne le laisse entendre la Cour de cassation et surtout l'on ne voit pas que ce droit lui soit tellement indispensable, étant donné que la copie ne fait pas foi en justice et qu'elle ne peut guère avoir d'autre utilité pour le préposé que de fixer ses souvenirs et de lui permettre dans les actes de la procédure de donner les termes exacts de l'acte, objet du litige, plutôt qu'une analyse pouvant donner lieu à contestation.

Seulement, l'opinion de la Cour peut se justifier si l'on considère que, n'ayant pas eu pour but de déterminer le mode d'exercice du droit de communication, les lois de 1871 et de 1875 se sont référées à ce sujet aux lois antérieures qui l'admettaient, d'autant qu'il serait singulier, dit M. Wahl, que le législateur de 1871, qui a voulu augmenter le droit de la Régie en ce qui concerne les documents sujets à communication, ait réduit par ailleurs ses pouvoirs en lui retirant le droit de copie.

Les copies prises par les préposés de l'Enregistrement ne font, d'ailleurs, pas preuve par elles-mêmes de l'existence ni du contenu des documents, ainsi que nous venons d'avoir l'occasion de le remarquer. En cas de contestation, la preuve en justice devrait se faire par les modes du droit commun, ceux-ci ne pouvant être remplacés en matière de communication par la procédure spéciale des copies collationnées, qui exige que l'original soit présenté au receveur par les parties dans son bureau.

1. Note sous Cass., 27 mars 1901 précité.

11. Interdiction de viser les répertoires et registres. — Les agents de l'Administration ne sont pas autorisés à mettre un visa ou une annotation quelconque sur les livres communiqués. Il n'y aurait de dérogation à cette règle que pour constater la reprise de la communication, lorsque celle-ci a été interrompue par un refus constaté par procès-verbal, ou la date à laquelle a été effectuée une communication ordonnée par un jugement sous peine d'astreinte.

Signalons, toutefois, l'intérêt qu'il peut y avoir à laisser apposer un visa : L'article 14 de la loi du 16 juin 1824, qui a soumis à la prescription bien-nale les amendes de contravention aux dispositions tant de cette loi que des lois sur le timbre et sur les ventes de meubles, a fixé, en effet, le point de départ du délai de deux ans « au jour où les préposés auront été mis à portée de constater les contraventions, au vu de chaque acte soumis à l'enregistrement, ou au jour de la présentation des répertoires à leur visa. »

II. — LIEU.

12. La communication s'exerce sans déplacement des pièces. — Cette solution, énoncée dans l'article 9, alinéa premier, du décret du 17 juillet 1857 pour les registres à souche et les registres de transfert, implicitement conservée par les lois de 1871 et de 1875 et suivie d'une façon constante dans la pratique, doit être érigée en principe. Elle implique que les préposés de l'Enregistrement n'ont accès, pour exercer leur droit, que dans le local où se trouvent les documents, et qu'ils ne peuvent les en

retirer. Les instructions de la Régie en interdisent même le déplacement du consentement de l'intéressé. Celui-ci serait, d'ailleurs, considéré comme satisfaisant à son obligation, si en les laissant dans le même local, il les transportait d'une pièce dans une autre.

Conséquences : 1° Par application de ce principe, des documents qui se trouvent chez des personnes étrangères aux assujettis et qui, par suite, ne pourraient pas être communiqués sans déplacement, échappent aux investigations du fisc, pourvu qu'ils n'aient pas été remis à ces personnes pour être soumis à la communication.

2° Il en est de même des documents de sociétés françaises se trouvant dans leurs succursales à l'étranger, sous la même condition, savoir : qu'ils n'y aient pas été déposés dans le seul but d'échapper à l'impôt.

3° Les documents des succursales doivent être demandés aux succursales, sans qu'il soit permis à la Régie de les faire envoyer au siège central. Par contre, celle-ci peut y demander des documents qui ne s'y trouvent que momentanément.

13. Preuve. — C'est à la Régie, en qualité de demanderesse, qu'il incombe de prouver que les documents se trouvent au lieu où elle les réclame, chez l'assujetti plutôt que chez un tiers, dans telle succursale plutôt que dans une autre, au siège central et non dans une agence.

Elle est admise, d'ailleurs, à faire cette preuve par présomption, puisqu'elle peut user de tous les modes de droit commun autres que la preuve testimoniale et c'est alors à la personne requise de communiquer

qu'il appartient de démontrer que les documents réclamés ne sont pas entre ses mains (1).

La Régie pourrait, notamment, faire admettre qu'une Société a en sa possession les actes importants qu'elle a passés, soit par exemple un traité par lequel une autre Société s'est absorbée en elle (2), ou encore les actes qui doivent être produits en cas de contestation, comme les procurations aux assemblées générales (3).

De même pourrait-il être présumé que les documents anciens concernant une succursale ont été déposés au siège central, ainsi qu'il est d'usage, ou inversement que les livres et documents constatant les opérations de l'agence, ainsi que sa correspondance avec l'établissement principal restent au siège de cette agence (4). De même encore les documents intéressant la Société tout entière seraient présumés exister au siège central.

III. — JOURS ET HEURES

OU LA COMMUNICATION PEUT ÊTRE DEMANDÉE DURÉE ET NOMBRE DES COMMUNICATIONS

14. Jours et heures où la communication peut être demandée. — La jurisprudence décide que les préposés de l'Enregistrement peuvent requérir la communication dans les bureaux d'une Société toutes les fois que ces bureaux sont ouverts au public.

1. Cass., 30 déc. 1879, S. 80. I. 226; D. 80. I. 73.

2. Seine, 14 avril 1894. *J. E.*, 24465, *R. P.* 8363.

3. Seine, 4 nov. 1887. *R. P.* 7048.

4. Cass., 30 déc. 1879, précité.

Ils le peuvent donc lorsque ceux-ci sont ouverts accidentellement après l'heure normale de fermeture, ou un dimanche ou jour férié.

Par contre, ils ne peuvent les faire ouvrir au seul effet d'exercer leur droit.

On pourrait, cependant, se demander, à l'encontre de cette jurisprudence, s'il n'y a pas lieu d'étendre aux Sociétés la disposition de la loi du 22 frimaire an VII, art. 54, relative aux dépositaires de titres publics, en vertu de laquelle la communication ne peut être exigée les jours fériés. Rien, en effet, dans les lois de 1871 et de 1875 ne fait supposer qu'elles ont entendu accroître à cet égard les droits du fisc et rationnellement il n'y a pas de motif de traiter différemment les dépositaires de titres publics et les autres assujettis.

15. Durée. — La même observation peut être faite au sujet de la durée qui, pour les communications faites chez les officiers publics, ne peut, en vertu du même texte, excéder quatre heures et qui, pour les Sociétés, n'aurait pas, selon la jurisprudence, de limites précises (1).

16. Nombre. — La Régie peut demander aussi souvent qu'elle le désire communication du même document : la loi de frimaire an VII lui accorde expressément ce droit à l'encontre des dépositaires de titres publics et les lois suivantes ne paraissent avoir apporté à son pouvoir aucune limite.

Elle peut même la demander de nouveau au cours

1. Comp. Houpin, *Traité des Sociétés civiles et commerciales*, II, p. 442.

d'une instance engagée sur la légitimité d'une première requête et un deuxième refus entraînerait une deuxième amende (1). Il en serait de même au cours d'un pourvoi en Cassation (2).

IV. — A QUI ET PAR QUI LA COMMUNICATION PEUT ÊTRE DEMANDÉE

17. A qui. — En vertu de la règle du non-déplacement des pièces, la communication ne peut être demandée à des personnes étrangères à la Société, sauf, en cas de fraude, à faire revenir les documents au siège de celle-ci. Il ne faudrait pas interpréter autrement les termes de la loi du 5 juin 1850 et du décret du 17 juillet 1857 qui semblent astreindre à cette obligation tous dépositaires de registres à souche et de registres de transferts. Ils ne visent, en effet, que les agents de la Société qui sont les seuls dont le refus de communication reçoive une sanction (art. 9, alinéa 2 du décret).

Elle ne peut être demandée non plus à tous les agents indistinctement, mais aux seuls agents supérieurs. Dans les banques elle sera demandée par exemple aux directeurs, au secrétaire général, au chef du contentieux, dans les succursales au chef de la succursale. La peine du refus de communication ne serait là encore prononcée que si le refus

1. En sens contraire, Seine, 18 déc. 1903, *J. E.*, 26708. *Le Journal de l'Enregistrement*, estime que le tribunal « trace une règle discutable en droit, mais que l'administration jugera, sans doute, à propos de suivre, l'intérêt financier de la question étant peu appréciable. »

2. V. Seine, 17 déc. 1904, *J. E.*, 27058. *R. P.*, 11032.

émanait d'une de ces personnes. Toutefois l'absence volontaire équivaldrait à un refus (1).

18. Par qui (2). — Seuls les préposés ou agents de l'Enregistrement sont autorisés à requérir la communication, à l'exclusion des inspecteurs des Finances qui sont indépendants de cette administration sur laquelle ils exercent seulement un droit de surveillance et de contrôle (3), et de tous autres fonctionnaires.

En outre, comme c'est en cette qualité qu'ils sont titulaires du droit, ils ne peuvent utiliser pour l'assiette des impôts les renseignements qui leur sont parvenus à un autre titre, notamment comme membres des bureaux d'Assistance judiciaire ou comme préposés du Domaine.

D'autre part, puisque le refus de communication doit être constaté par un procès-verbal, ces agents doivent être commissionnés ou assermentés, ce qui écarte les receveurs-rédacteurs près les directions départementales et les agents de la Direction générale. En sont, au contraire, investis à ce titre les directeurs, les employés supérieurs, les receveurs, même les conservateurs des hypothèques (L. 21 ventôse, an VII, art. 1) et les surnuméraires chargés de l'intérim d'un bureau et ayant prêté serment.

Comme corollaire de cette condition, chaque préposé n'est autorisé à requérir la communication que dans l'étendue de la circonscription pour laquelle il a été commissionné et où il exerce ses fonctions.

1. Cass. civ., 21 mars 1848, S. 48. I. 287.

2. V. D. E., mot Communication, 4.

3. Le projet Caillaux comportait l'extension aux Inspecteurs des Finances.

§ 3. — Documents sujets à communication

19. Seuls sont sujets à communication les documents ayant trait à la comptabilité. —

Le droit de communication dans les Sociétés, qui ne portait primitivement que sur les registres à souche, les registres de transferts et conversions de titres et les pièces relatives à ces opérations, a été considérablement étendu par la loi du 23 août 1871 ; mais il reste, toutefois, circonscrit dans le domaine des documents se rapportant à la comptabilité.

« L. 23 août 1870, art. 20 : Les Sociétés... et « autres assujettis... sont tenus de représenter aux « dits agents, leurs livres, registres, titres, pièces de « recettes, de dépenses et de comptabilité... »

La Régie avait émis une prétention contraire et soutenait que toute restriction à cet égard était en opposition avec la généralité des termes et l'esprit de la loi. Mais cette prétention a été vigoureusement combattue par M. l'avocat général Feuilloley (1) qui a fait poser nettement par la Cour de cassation le principe de la limitation aux livres et pièces de comptabilité.

Toutefois, il est une circonstance où des documents ne se rattachant pas à la comptabilité, peuvent être soumis à communication : il en est ainsi lorsqu'ils se trouvent mêlés à d'autres, de manière à former avec eux un tout indivisible. C'est ce qui a été jugé notamment à propos des délibérations de Conseils d'administration : « Attendu, dit un jugement du tribunal

1. V. Cass. req., 14 janv. 1902, D. 02. 1. 145, et note sous Cass., 21 mars 1906, D. 06. 1. 465.

de la Seine en date du 15 décembre 1904 (1), que le registre des délibérations dudit conseil contient principalement des documents accessoires de comptabilité, qu'en conséquence l'ensemble dudit registre doit être communiqué ; qu'il est, d'ailleurs, impossible de diviser cette communication, en raison même de l'indivisibilité du registre lui-même... »

Sous cette réserve, nous admettons que ce sont les seuls documents de comptabilité qui sont communicables et nous ne croyons pas devoir interpréter différemment l'arrêt de Cassation du 5 novembre 1905 (2), qui admet dans ses considérants que le pouvoir de l'Administration est compris d'une manière extensive, « de façon à embrasser tous les documents qu'il peut être utile de consulter dans l'intérêt du Trésor ». Cet arrêt n'entendait ainsi que condamner toute distinction entre les actes soumis au timbre et ceux qui ne le sont pas ou toute prétention à subordonner la représentation des pièces au but poursuivi par la Régie ; et il a nettement observé que les registres dont il s'agissait étaient atteints parce qu'ils faisaient connaître « la gestion financière, la comptabilité, les recettes et dépenses. »

C'est donc à tort, selon nous, que la jurisprudence (3) donne généralement au mot « titres », en le détachant du contexte, un sens absolu qui s'appliquerait à tous les titres constatant l'existence d'un droit, notamment aux traités et actes sous-seings privés. Cette interprétation, jugée « aussi contraire

1. *J. E.*, 27058.

2. *S.* 07. 1. 197 ; *D.* 08. 1. 436.

3. Seine, 8 déc. 1876 (*J. E.* 20255) ; trib. Lyon, 18 juin 1895 (*J. S.* 1896, 269) ; Seine, 14 avril 1894 (*J. E.* 24. 465) ; Cass. 28 fév. 1898 (*J. S.* 1898, 304, *S.* 98. 1. 465) ; Rouen, 9 mai 1901 (*J. S.* 1902, 91).

à l'esprit de la loi qu'à son texte » (1) nous semble abusive et elle est repoussée par la Régie elle-même. M. Wahl objecte bien que les arguments donnés par les adversaires de cette opinion sont contestables, que l'on ne peut, par exemple, se fonder sur les déclarations du rapporteur de la loi du 30 mars 1872, étant donné que cette loi n'est pas relative à la communication et qu'elle est, au surplus, antérieure à la loi du 21 juin 1895 qui a étendu le droit de la Régie. Mais, même ainsi, nous préférons nous rallier à l'opinion générale, parce que la lecture de l'article 22 de la loi du 23 août 1871 ne semble pas nous autoriser à séparer le mot « titres » du membre de phrase qui le suit et par conséquent à lui donner le sens absolu qui lui est attribué par cet auteur.

20. Tous les documents ayant trait à la comptabilité sont sujets à la communication. — Le texte de la loi de 1871 est interprété d'une façon constante par la Cour de cassation comme englobant dans ses termes généraux et absolus « tous les documents ayant rapport à la comptabilité, soit principalement, soit accessoirement ». Il s'agit donc à la fois des pièces de comptabilité et de tout ce qui de près ou de loin peut intéresser la comptabilité.

A) *Pièces comptables.* — Ce sont les « documents commerciaux écrits constatant une opération commerciale, un mouvement de fonds, d'effets ou de valeurs ou un règlement quelconque » (2). A ce titre sont soumis à communication dans les établissements de crédit :

1. Houpin, *loc. cit.*, II, p. 445.

2. V. Claperton, *Cours de comptabilité*.

Les reçus et quittances, y compris les lettres missives contenant accusé de réception de valeurs ou décharge ;

Les effets en portefeuille et les effets acquittés ;

Les bordereaux de coupons ;

Les coupons remis lors du paiement des intérêts ;

Les titres rentrés dans la caisse à la suite d'amortissement ;

Les actes constatant les cessions d'actions (1) ;

Les documents comptables relatifs aux lots et primes de remboursement... etc.

B. Registres de comptabilité. — Livres obligatoires, journal, grand livre, livre des inventaires, copie de lettres.

Livres auxiliaires ;

Registres d'entrée des effets de commerce ;

Echéanciers ;

Registres à souches des actions et des obligations ;

Registres des transferts et des conversions ;

Journal du mouvement des titres, relatant l'entrée, et la sortie des titres déposés en vue d'un transfert.

Journaux auxiliaires des ventes et des achats des titres au comptant et à terme ;

Registres des dépôts de titres ;

Répertoires pour opérations sur valeurs mobilières (2) ;

Livre des coupons ;

Registre des comptes-courants,... etc.

1. Il n'y a pas lieu d'établir une distinction en faveur des actes et significations de cessions civiles d'actions d'apport qui ne sont pas assujettis à l'enregistrement ou au paiement obligatoire d'un droit de transfert.

2. L. 30 déc. 1907, art. 8.

C. *Tous autres documents se rattachant à la comptabilité.* — Ce sont, par exemple, le bilan, les feuilles de journée servant à l'établissement des journaux auxiliaires (feuilles d'entrée et de sortie des effets de commerce, feuilles pour l'application des ventes et achats de titres., etc), les délibérations des assemblées générales, parce qu'elles ont toujours trait à la comptabilité, et leurs annexes, feuilles de présence, pouvoirs donnés par les actionnaires pour se faire représenter, rapports du gérant et du Conseil d'administration, rapports des commissaires des comptes et du Conseil de surveillance.

Les procès-verbaux des délibérations des Conseils d'administration sont également soumis, selon nous, à la communication, en tant qu'ayant trait, en fait, à la comptabilité (1).

La question importante en cette matière est donc celle de la preuve, preuve qui normalement devrait incomber à la Régie, mais dont la jurisprudence lui permet généralement d'esquiver la charge. Certaines décisions le font sous le prétexte que les Sociétés n'ont pas à se faire juges du motif de la demande des préposés de l'Enregistrement. Une telle explication nous semble résulter d'une confusion : que ceux-ci, en

1. V. Cass. civ. 28 fév. 1898, S. 98. 1. 465 ; D. 98. 1. 239 ; Cass. req. 14 janvier 1902, J. E. 26 193 ; Cass. req. 21 mars 1906, D. 06. 1. 465 ; Seine, 7 juin 1910 rapporté plus loin dans le texte.

Des décisions antérieures lui avaient dénié ce droit d'une façon absolue, parce que ces délibérations ont un caractère confidentiel ou qu'elles n'ont avec la comptabilité que des rapports indirects. (Seine, 17 nov. 1893 ; Rouen, 31 mai 1894, J. S. 1896, 269)... Mais nous savons que pour la Cour de cassation il suffit que le lien soit accessoire et quant au caractère confidentiel, on ne peut que constater avec regret qu'il n'est pas mentionné dans les textes comme une garantie et l'évolution de notre législation ne permet guère d'espérer qu'il le devienne.

effet, n'aient pas à fournir de justification, c'est exact, mais ce qui leur est demandé en la circonstance, c'est de prouver leur droit sur tels et tels documents et non pas de fournir des explications sur le motif de leur requête ou le but poursuivi par eux.

Aussi la Régie devrait-elle, à notre avis, et conformément à la règle générale, faire la preuve de son droit, sauf à la faire, ainsi qu'il lui est permis, par présomption. Cette présomption résulterait, par exemple, des pouvoirs reconnus par les statuts au Conseil d'administration, comme l'a précisé un jugement du tribunal de la Seine, en date du 7 juin 1910 :

« Attendu, dit ce jugement, que l'intérêt de cette communication est, d'ailleurs évident ; qu'il suffit, en effet, de se reporter à la nature financière de la Société et aux articles des statuts qui la régissent pour reconnaître qu'en l'espèce le registre des procès-verbaux du Conseil d'administration est présumé constituer, pour le plus grand nombre de ses délibérations, un document de comptabilité présentant la plus haute importance pour les vérifications qu'autorise la loi ;

« Attendu que les statuts du Crédit foncier, en ce qui concerne l'administration de la Société, portent en eux (art. 33 et 34 notamment) la preuve que tout ce qui touche aux recettes, aux dépenses, à la comptabilité de la Société, à sa marche, à son fonctionnement, à son développement, rentre dans la compétence et les attributions du Conseil d'administration ; que cette compétence très large et nettement définie par les statuts, s'étend à presque tous les actes de la vie sociale ; que dès lors, le registre sur lequel sont consignés, aux termes des statuts, les procès-verbaux

de ses délibérations, est un document qui intéresse directement la comptabilité... » (1)

En vertu de ce principe, les procès-verbaux pourraient être soumis à communication si le Conseil avait parmi ses attributions celle de fixer les dividendes. Le seraient-ils dans le cas où le Conseil ne ferait que proposer ces dividendes à l'acceptation de l'assemblée générale ? Il semble que même alors ils soient accessoires à la comptabilité et par suite soumis à communication (2).

Aussi notre présomption, combinée avec le principe de la communication intégrale des documents indivisibles, aboutit-elle, en réalité, à dispenser la Régie dans la plupart des hypothèses de faire la preuve que le registre des procès-verbaux contient des renseignements sur la comptabilité. En effet, les Conseils d'administration ont normalement des pouvoirs concernant la comptabilité et de ce fait certaines de leurs délibérations sont présumées y avoir trait ; et, comme d'autre part les procès-verbaux se rapportant à celles-ci ne peuvent être communiqués sans les autres lorsqu'ils sont réunis en un registre, tous se trouvent soumis au droit de l'Administration, sans que celle-ci ait à faire de preuve (3).

La correspondance est également soumise à communication sous la même condition, savoir : qu'elle

1. V. également Seine, 15 et 17 déc. 1904 (*J. E.* 27058) ; Cas. req., 21 mars 1906, D. 06. 1.465.

2. En sens contraire, Binet, note sous Cas., 21 mars 1906, précité.

3. Notre raisonnement nous amènerait à donner une solution différente si les procès-verbaux n'étaient pas reliés en un registre. Dans cette hypothèse, la Régie aurait à faire la preuve (par des références trouvées dans d'autres documents) que telle ou telle délibération a trait à la comptabilité.

offre un intérêt comptable. La question, posée à l'Assemblée nationale dans la séance du 28 mars 1872, a donné lieu à l'affirmation suivante. « Il est certain que lorsqu'une lettre n'a pas pour objet une quittance, un reçu ou une décharge, l'Administration n'a pas le droit d'en prendre communication » (1). Sans doute, depuis la loi de 1875, devrait-on étendre cette règle aux lettres qui peuvent contenir la preuve de l'exigibilité d'un droit autre que le droit de timbre, mais le principe reste le même et l'on doit décider que les correspondances ne sont pas communicables si elles ne se rattachent pas à la comptabilité, alors même qu'elles constitueraient des « titres » de contrats ou d'obligations (2).

Quant à la preuve que les lettres réclamées remplissent cette condition, les préposés la feront au moyen des registres et livres qui en font mention.

C'est la solution admise par la Régie, elle-même, ainsi qu'en témoigne une solution du 5 novembre 1875, où l'on peut lire : « En principe, les lettres missives contenant accusé de réception d'objets ou quittances de sommes doivent être timbrées ; mais l'Administration ne se voit obligée à en demander communication et à prendre connaissance de ces lettres qu'autant qu'elles ont été classées parmi les documents de comptabilité et mentionnées à ce titre sur les livres et registres de la Société qui les a reçues. »

Pour ce qui est des dossiers individuels, il semble qu'ils doivent, eux aussi, être soumis à communication comme intéressant le comptabilité (3). Par contre, il

1. Rapporté dans Garnier, mot communication. 119.

2. V. *Supra*, n° 19.

3. En sens contraire, Houpin, *loc. cit.*, p. 445.

peut y avoir doute en ce qui concerne les listes de clients ; toutefois, elles pourraient être, elle aussi, considérées comme sujettes à communication en raison des renseignements qu'elles peuvent contenir sur les rapports des clients avec la banque et sur les conditions qui leur sont faites par celle-ci.

Pour toutes ces catégories de documents, la règle s'applique sans restriction. Nous venons de voir qu'il n'y avait pas de distinctions à faire dans le système de la Cour de cassation entre les documents se rattachant principalement ou accessoirement à la comptabilité, et c'est à ce titre que nous avons notamment considéré comme soumis à la communication le registre des délibérations des Conseils d'administration.

Nous avons également noté que les textes n'en faisaient pas en faveur des documents d'ordre intérieur ou ayant un caractère confidentiel. C'est toutes grandes que sont ouvertes au fisc les portes de nos établissements de crédit, lesquels se trouvent déliés du secret professionnel et obligés de livrer le secret des affaires de leurs clients. Observons, toutefois, que la Régie ne croit pas devoir user d'une permission aussi large et qu'elle arrête ses investigations à la limite des documents confidentiels (1).

Il importe peu, en outre, que les documents soient ou non soumis au timbre ou à l'enregistrement. Nous verrons, en effet, que le droit n'était primitivement reconnu à l'Administration que pour la perception des droits de timbre et de transmission établies par

1. Sol. 5 nov. 1875 précitée, *R. P.* 5027. Cette solution peut, dans le silence de la loi, être admise pour de fortes considérations d'équité.

les lois de 1850 et de 1857 sur les titres d'actions et d'obligations, mais qu'il l'a été ensuite d'une manière beaucoup plus générale pour l'application d'un ensemble de lois.

Bien plus, les documents peuvent ne rien contenir qui puisse être utile à la Régie (1).

De même sont soumis à communication les documents dont elle a déjà eu connaissance autrement, ceux qui se rapportent à des contrats dont l'exécution est terminée, ceux qui ne sont pas relatifs à l'entreprise sociale, pourvu qu'ils n'appartiennent pas à autrui, ceux qui concernent les opérations des succursales à l'étranger.

Ils le sont, enfin, quelle que soit leur date. Ainsi peuvent être réclamés :

Les documents d'un exercice écoulé (2) ;

Les documents qui ont été conservés après la date où ils pouvaient légitimement être détruits, soit après dix ans (3). En effet, les deux obligations de tenir des livres et de les communiquer sont distinctes et la seconde s'applique par le seul fait que des livres existent (4) ;

Les documents qui remontent à une époque antérieure aux lois qui ont établi le droit de communi-

1. Cass. req., 14 janv. 1902. S. 03. 1.197; Cass. req., 21 mars 1906, D. 06. 1.465.

2. Cass. req., 23 avril 1877. S. 77. 1. 270; D. 77. 1. 294. Cass. civ. 30 déc. 1879, S. 80. 1. 226; D. 80. 1. 73.

3. Saint-Etienne 10 août 1899, S. 03. 1. 197; Seine. 20 déc. 1902, R. P. 10641. — *Contrà* Boulogne, 28 mars 1901 : J. S. 01. 445.

4. V. *infra*, n° 21, où nous admettons que le droit de la Régie à cet égard n'est limité que par l'impossibilité matérielle de représenter. — Notons qu'il en est différemment en ce qui concerne les Compagnies de chemins de fer.

cation, en vertu du principe de la rétroactivité des lois régissant les modes de preuve (1).

Il ne nous semble pas, cependant, que le droit de la Régie soit illimité dans le temps, comme le soutient M. Wahl, car nous ne voyons pas avec cet auteur que ce droit ait le caractère d'une faculté, c'est-à-dire d'une liberté naturelle de l'homme (2).

En dépit de cette faible limite, le pouvoir de l'Enregistrement reste donc très étendu, et il est curieux, à cet égard, de constater avec quelle sollicitude l'Administration centrale invite les agents à l'utiliser et leur donne la marche à suivre pour s'acquitter pleinement de leurs fonctions en étendant graduellement leurs investigations : « Quand, dit une Instruction (3), ils se rendent au siège des sociétés par actions lors des vérifications autorisées, ils peuvent se faire représenter d'abord l'acte de Société, le livre-journal prescrit par l'article 8 C. comm, les inventaires annuels, les procès-verbaux des assemblées d'actionnaires et les autres actes ou registres indiqués, soit par la loi relative aux Sociétés, soit par l'acte de Société et ses annexes. Ils peuvent ainsi utiliser les états et documents fournis à l'Administration et les prospectus et imprimés distribués au public, *puis étendre graduellement leurs investigations*, d'après les énonciations de ces documents et des autres actes et registres qui leur sont communiqués. »

1. Cass. req. 13 nov. 1877. S. 78. 1. 132; Cass. req. 14 mai 1889. S. 90. 1. 274; D. 90. 1. 315.

2. V. la citation de B. d'Argentré, dans Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*. 1. 2169 et en note.

3. N° 2721-140.

21. Documents ne pouvant matériellement pas être représentés. — Il n'est guère, en somme, qu'un obstacle au droit de la Régie, c'est l'absence de l'écrit réclamé par elle, soit qu'il n'ait pas été rédigé, soit que l'écrit rédigé ait été détruit ou égaré,

A. — *Le document n'a jamais existé.* — Dans ce cas il n'y a pas d'obligation et le refus n'entraînerait pas de condamnation à l'amende, le document fût-il obligatoire, sauf alors une présomption d'existence en faveur de la Régie.

C'est à celle-ci, en sa qualité de demanderesse, qu'il appartient de prouver l'existence des documents qu'elle réclame ; et elle peut le faire par tous les moyens autorisés en matière d'enregistrement.

Ce pourrait être une preuve écrite, comme celle qui résulte d'un jugement ou des écritures de la Société : si le jugement vise les documents demandés (1) ou si les écritures de la Société en sont la constatation matérielle, la preuve sera faite. Il en serait ainsi, par exemple, des pouvoirs donnés par des actionnaires pour se faire représenter à une assemblée générale, pouvoirs dont l'existence est constatée sur la feuille de présence (2)

Ce pourrait être également un aveu, comme celui qui est contenu dans la déclaration du directeur d'une Société qu'il n'est pas disposé à communiquer les pièces demandées (3).

Ce pourrait être, enfin, une preuve par présomp-

1. Seine. 28 déc. 1888. *R. P.* 7203.

2. Cass. req. 18 mars 1889. *S.* 90. 1. 232 ; *D.* 90. 1. 39 ; Seine, 4 nov. 1887, *S.* 90. 1. 232.

3. Lyon, 9 mars 1894. *J. E.* 24367.

tion, cas auquel ce serait à la Société de prouver qu'elle ne possède pas les documents.

Ces présomptions reposent elles-mêmes sur des indices divers. Elles peuvent être fondées, par exemple, sur de simples faits : ainsi l'importance de la Société, l'importance des dépôts en comptes-courants, l'existence de bilans peuvent faire présumer qu'une comptabilité a été tenue et que certains documents ont existé (1). De même l'importance des pièces, comme la cession d'une partie de l'actif d'une précédente entreprise, fait supposer leur existence (2). De même, le fait que des actions sont susceptibles de transfert servirait de base à la présomption que le registre de transfert existe (3). De même encore l'existence de registres à souche serait présumée par le fait que l'un d'eux a été présenté par la Société, comme l'existence d'un livre memento peut faire admettre celle de livres plus détaillés (4).

Elles peuvent être aussi fondées sur des prescriptions de la loi. Ainsi les registres à souche dont la tenue est déclarée obligatoire par la loi devraient être présumés exister (5) ; de même les lettres reçues par une Société et qu'elle est tenue de mettre en liasses ; de même encore les actes dont la publication est rendue obligatoire par la loi commerciale (6).

Elles peuvent l'être, enfin, sur des prescriptions des statuts : ainsi on pourrait conclure à l'existence

1. Alençon, 21 août 1877. *J. E.* 20581, *R. P.* 4782.

2. Rouen, 16 juillet 1913. *R. P.* 13060, *J. E.* 29561.

3. Rennes, 3 mars 1874. *J. E.* 19745, *R. P.* 4066.

4. Valence, 13 mars 1905, *J. E.* 27000, *R. P.* 11003.

5. Alençon, précité ; Lyon, 3 fév. 1904, *S.* 07.1.97.

6. Seine, 14 avril 1894, *J. E.* 24465, *R. P.* 8363.

des procurations à une assemblée générale par la disposition des statuts selon laquelle ces procurations doivent être déposées au siège de la Société (1).

Seule la preuve testimoniale est exclue, conformément aux principes de la loi fiscale. L'attestation par un agent de l'Enregistrement que le document refusé lui a été précédemment communiqué ne pourrait, en vertu de cette exclusion, servir de preuve (2).

B. — *Le document a été détruit ou égaré.* — Même en ce cas, on ne peut pas dire que le refus de communication doive être une contravention punie d'amende (3). On ne pourrait décider autrement que si la tenue des livres ou la rédaction des pièces avait été prescrite dans le but de renseigner l'Administration de l'Enregistrement : en cette hypothèse, il y aurait contravention à une prescription impérative de la loi qui, en obligeant à tenir, aurait obligé à conserver les documents en question. Or ils sont établis à de tout autres fins, et s'ils ont cette utilité, du moins n'est-elle qu'accessoire et tout à fait étrangère au but en vue duquel ils ont été institués. Par suite, la personne qui, en possession de ces documents, les égare ou même les détruit, fût-ce en vue d'éviter la communication, ne contrevient pas à une disposition de la loi, ne commet pas d'infraction et n'est pas punissable.

1. Cass. req., 18 mars 1889, S. 90.1.232 ; D. 90. 1. 39.

2. V. cependant un attendu : de Lyon, 9 mars 1894 (*J. E.* 24367), dont il semble résulter que le tribunal a tenu compte d'une déclaration de ce genre.

3. En vertu d'une règle spéciale aux Compagnies de chemins de fer, il y a pour elles refus de communication, lorsqu'elles ne conservent pas les titres de transport pendant le temps fixé par les règlements.

L'opinion contraire a, cependant, été soutenue et appliquée par des tribunaux (1), tout au moins dans le cas où la destruction a été opérée en vue d'échapper à la communication. Pour la raison que nous venons d'indiquer, elle nous paraît devoir être repoussée, d'autant plus qu'elle aboutit à permettre à la Régie de renouveler constamment sa demande et concurremment d'exiger de nouvelles amendes.

Il convient, d'ailleurs de noter que notre raisonnement ne s'applique plus à la matière des réparations pécuniaires. Les dommages-intérêts ne sont pas une peine, mais la contrepartie d'un préjudice subi et, par suite, doivent être prononcés dans notre hypothèse, parce que la disparition du document, sur lequel l'Enregistrement se serait fondé pour établir l'exigibilité ou la quotité d'une taxe, lèse cette administration qui se trouve dans l'impossibilité de le faire, souffre un préjudice et doit en obtenir réparation.

Ajoutons qu'elle peut, en outre, conformément aux principes généraux, évaluer arbitrairement, sous le contrôle des tribunaux, les droits pour lesquels elle a été ainsi privée des instruments de taxation.

§ 4. — Dans quel but peut être utilisée la communication

22. Assiette de nombreux impôts. — a) La communication s'exerce tout d'abord « pour l'exécution des lois sur l'Enregistrement et le timbre ». La loi du 21 juin 1875, article 7, qui contient cette disposi-

1. Lyon, 18 juin 1895, S. 98. I. 465.

tion, a étendu notablement le droit de la Régie, qui ne s'appliquait auparavant que pour les droits de timbre et de transmission créés par les lois de 1850 et de 1857 sur les titres d'actions et les obligations.

Elle a pourtant donné lieu, à l'origine, à une interprétation restrictive, selon laquelle la communication n'aurait joué que pour l'application de ces deux lois ; et une proposition Godin et Renaut faite en 1880 et qui ne fut pas discutée tendait à consacrer cette interprétation par une disposition législative (1). Nous croyons devoir la repousser comme contraire au texte formel de la loi de 1875 et admettre que celui-ci s'applique à toutes les lois sur le timbre et l'enregistrement, y compris celles qui lui sont antérieures (2).

Dans ces conditions, le fisc peut utiliser le moyen mis à sa disposition dans des circonstances extrêmement variées, dont on ne peut songer à donner une énumération. Des jugements l'ont expressément reconnu, par exemple, lorsqu'il s'agissait d'établir la réalisation d'une condition suspensive à laquelle était subordonnée une convention passée par la Société (3), ou encore l'insuffisance de la valeur de titres déclarés en vue de la taxe annuelle de transmission (4), ou la dissimulation dans les apports sociaux (5).

B. — Il s'exerce également pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. La loi

1. V. également Lyon Caen et Renault. I, 292 ; Demasure, 267.

2. Cass. req., 13 nov. 1877. D. 78.1.104.

3. Rouen, 25 avril 1901, *R. P.* 10225.

4. Saint-Etienne, 29 oct. 1906. *J. E.* 27272.

5. Seine, 28 nov. 1884. T. A. Sociétés, 167.

de 1875 ne le vise, sans doute, pas expressément. Mais cette solution est implicitement contenue dans les lois du 29 juin 1872, du 29 mars 1914, du 30 décembre 1916 et du 31 juillet 1917, qui autorisent les mêmes modes de preuve qu'en matière d'enregistrement et par l'article 21 de la loi du 20 juillet 1893, d'après lequel la prescription est suspendue en matière d'impôt sur le revenu aussi longtemps que dure le refus de communication.

C. — Il s'exerce pour la perception de la taxe sur les capitaux assurés, en vertu de la loi du 13 avril 1898, article 18, qui dispose, ainsi qu'en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, que « le recouvrement de ladite taxe sera suivi et les instances introduites et jugées comme en matière d'enregistrement ».

D. — Peut-il être utilisé pour l'assiette de l'impôt complémentaire sur le revenu global? La loi du 15 juillet 1914, art. 17, portait : « Le contrôleur vérifie les déclarations à l'aide des *éléments certains* dont il dispose en vertu de ses fonctions. tels que les données servant à l'établissement des rôles des contributions directes et des taxes assimilées, ainsi que de ceux qui, *recueillis par tous les services publics en vertu des lois existantes*, doivent sans exception lui être communiqués. » En présence d'un texte aussi net et malgré des protestations de respect faites à la tribune à l'égard des affaires du contribuable, protestations qui ne semblent guère pouvoir être considérées que comme un calmant à des inquiétudes qui s'étaient révélées très vives, le pouvoir de l'Administration des contributions directes de se servir des renseignements obtenus par l'Enregistre-

ment au moyen de son droit de communication paraissait incontestable.

Depuis, est intervenue la loi du 30 décembre 1916 qui a remplacé le texte précédent par cette phrase laconique : « le contrôleur vérifie les déclarations ». Il ne semble pas qu'on puisse en conclure à une réduction des pouvoirs de l'Administration des contributions directes : l'esprit de cette loi est bien en sens contraire et il est beaucoup plus vraisemblable que le législateur ait entendu supprimer une restriction à ces pouvoirs. Tandis que le contrôleur ne pouvait se servir que d'éléments certains, il pourra dorénavant utiliser tous les éléments possibles de contrôle et, par suite, il ne sera privé d'aucun des moyens qu'il possédait auparavant et que sont en mesure de lui fournir ses collègues de l'Enregistrement.

E. — Il en est de même pour tous les impôts cédulaires en vertu de l'article 55 de la loi du 31 juillet 1917, ainsi conçu : « Pour l'établissement des divers impôts, portant sur les revenus, l'Administration des contributions directes a le droit d'obtenir de tous les services publics communication des renseignements recueillis par ceux-ci en vertu des lois existantes. »

23. Créances de l'Etat pour lesquelles la communication ne peut être utilisée. — L'arme donnée à l'Administration ne peut servir que pour les impôts énumérés ci-dessus, qui ont été expressément visés par la loi, et elle ne peut, d'autre part, être utilisée pour prouver l'existence ou la quotité d'un droit autre qu'un impôt, savoir : d'une redevance domaniale. Une décision du ministre des

Finances du 18 septembre 1883 décide qu'en vertu du texte et de l'esprit de la loi le droit de communication ne peut être employé que pour le recouvrement de l'impôt et elle ajoute que les intérêts du Domaine n'ont rien de commun avec la perception des divers droits dont la recette est confiée à l'Administration, qu'on ne peut confondre l'intérêt du Domaine avec celui de l'Enregistrement, ce dernier seul pouvant justifier l'exercice du droit prévu par l'article 54 de la loi de l'an VII (1).

Enfin, la communication ne peut être utilisée dans un intérêt personnel.

24. Pouvoir étendu de l'Administration.—

Sous cette réserve, le pouvoir de l'Administration n'a pas de restriction.

1° La communication peut notamment avoir pour but la preuve de l'exigibilité de droits dûs avant les lois qui l'ont établie. Ainsi la Cour de cassation a jugé que l'Administration peut en user, sans porter atteinte au principe de la non-rétroactivité des lois, pour établir une réalisation de crédits opérée avant la loi de 1875 et réclamer le droit proportionnel d'obligation devenu exigible par ce fait (2). Cette solution est bonne pour la raison que les lois concernant la preuve sont rétroactives. Mais M. Wahl semble faire une confusion lorsque, pour la justifier, il affirme que la communication ne lèse en la circonstance aucun droit acquis, le contribuable ne pouvant avoir un droit acquis à échapper à un impôt qu'ils doivent (3).

1. *J. E.*, 22176 ; *R. P.* 6246.

2. *Cass. req.*, 13 nov. 1877, *D.* 78. I. 104.

3. *Loc. cit.*, p. 493, en note.

Il y aurait lieu, à notre avis, de distinguer l'impôt que le contribuable ne se refuse pas à payer et la communication qui est une obligation distincte venant s'ajouter à la première et à laquelle il pourrait ne pas être soumis sans que l'administration fût pour cela impuissante à faire rentrer l'argent dans les caisses du Trésor. Si donc le contribuable, dans notre hypothèse, doit être assujéti à la communication, c'est parce qu'il n'a pas de droit acquis, non pas à échapper un impôt mais à empêcher qu'on utilise contre lui des moyens de preuve organisés par des lois nouvelles.

Il convient de signaler ici que l'Administration invite ses agents à exercer leur droit dans la circonstance « avec une très grande prudence » et a décidé qu'ils devraient s'abstenir de relever, au vu des documents mentionnés dans l'article 7 de la loi du 21 juin 1875 et d'une date antérieure à la promulgation de cette loi, les droits relatifs à des crédits ouverts et réalisés avant la même époque, afin de ne pas exposer les intéressés à payer, au sujet d'opérations terminées depuis longtemps, des sommes dont il leur serait souvent impossible de récupérer le montant sur les crédits par suite de décès, d'absence ou d'insolvabilité de ces derniers (1).

2° Elle peut encore servir à prouver un fait contre des tiers, aussi bien que contre la Société : « Ce ne sont pas seulement les impôts dûs par les assujéti eux-mêmes qui peuvent être réclamés au vu des documents communiqués, ce sont aussi les impôts dûs par toute autre personne ; l'Administration, à l'aide des documents communiqués, établit fréquem-

1. Inst. 2591.

ment qu'une ouverture de crédit a été réalisée entre deux particuliers, à l'aide d'un virement de compte effectué par un assujetti, qu'une quittance entre deux particuliers n'a pas été revêtue du timbre prescrit, qu'un apport en Société, indiqué comme pur et simple, était à titre onéreux ; qu'une omission a été commise dans une déclaration de succession. (1) »

3° Enfin, quel qu'en soit le but, celui-ci n'a pas à être justifié. Pourvu que le document demandé soit sujet à communication, l'assujetti n'est autorisé à demander aucune explication, sauf à contester dans la suite l'utilisation qui en aura été faite (2), conformément à ce qui vient d'être dit sous le numéro précédent.

§ 5. — Refus de communication

CONSTATATION. — SANCTIONS

25. Cas où il y a refus de communication.

— Nous avons noté déjà des cas de refus de communication. Qu'il nous suffise de rappeler qu'il peut résulter d'une réponse formelle, de l'allégation du secret professionnel, de la déclaration sous certaines conditions que les documents demandés n'existent pas ou ont été détruits, de la prétention de l'établis-

1. *Revue politique et parlementaire*, 10 déc. 1907 ; Wahl : *les Valeurs mobilières étrangères et le droit de communication*.

2. Ainsi a été condamné par le tribunal de Nantes le 23 mars 1909 un notaire qui avait refusé la communication en alléguant, sans être contredit, qu'elle était demandée dans un intérêt domanial. Le jugement a affirmé que « le dépositaire de l'acte réclamé ne peut contester l'utilité de la représentation avant d'avoir fait droit à la réquisition qui lui est adressée. » *V. R. P.* 11979.

sement de se soustraire personnellement aux recherches, en laissant à l'agent du Trésor la faculté d'y procéder lui-même, de la demande préalable d'explication sur le but et les motifs de la communication, de l'absence volontaire de l'agent de la Société.

26. Procès-verbal. — « Tout refus de communication sera constaté par procès-verbal » : ainsi s'expriment les lois de 1871 et de 1875, reproduisant une disposition insérée déjà dans les lois qui antérieurement régissaient la matière.

Il y aurait même lieu, selon nous, de dresser procès-verbal lorsque l'assujetti reconnaît le refus.

Est-il, en outre, nécessaire qu'il soit rédigé en la présence d'un officier municipal ? On décide généralement (1) en faveur de la négative, par suite du silence des lois de 1871 et de 1875, sauf à faire une exception pour les officiers publics, les communes, départements et établissements publics, en vertu des articles 52 et 54 de loi du 22 frimaire an VII (2). Nous préférierions, avec M. Wahl (3), la solution inverse : Ainsi que le fait observer cet auteur, la présence de l'officier municipal est une garantie pour les contribuables, qui n'ont aucun moyen de prouver, contre l'affirmation de la Régie, qu'ils n'ont pas refusé la communication. Quant au silence des lois de 1871 et de 1875, il peut être interprété comme une référence

1. V. D. E. mot : Communication. 150.

2. Cette exception n'est même pas faite par l'arrêt de cassation du 7 nov. 1905 (S. 07. 1. 97) qui décide que depuis les lois de 1871 et de 1875 l'assistance de l'officier municipal n'est plus jamais exigée.

3. Wal. *loc. cit.*, p. 500, en note.

au texte de base, savoir la loi de frimaire an VII, article 52, ainsi que nous l'avons admis déjà en plusieurs occasions. Et si l'on oppose dans l'hypothèse que cette assistance est une mesure exceptionnelle qu'on ne serait pas en droit d'étendre sans texte, il est permis de répliquer que, « loin de donner une solution exceptionnelle (la loi de l'an VII) restreint les droits exceptionnels qu'a la Régie de se faire communiquer des documents (1). »

Il a été jugé que cet officier municipal peut être le commissaire de police, parce que, « si l'article 52, L. frim., ne vise pas spécialement le commissaire de police au nombre des agents municipaux appelés à prêter leur assistance aux préposés verbalisateurs de l'Enregistrement, et contient l'expression générique d'officier municipal ou d'agent de la commune, c'est que la plupart des communes de France n'avaient pas et ne sont pas encore dotées de commissaire de police. » (2).

Faut-il également que le procès-verbal soit affirmé ? Le décret du 17 juillet 1857, rendu en exécution de la loi du 23 juin 1857, article 6, porte que le refus de communication des registres à souche et des registres de transferts doit être établi par procès-verbal affirmé dans les vingt-quatre heures. Doit-on étendre cette solution qui n'est pas donnée pour les documents de comptabilité ? Ici, l'argumentation précédente n'a plus de valeur, parce que le décret de 1857 ne peut être considéré comme un texte de base, auquel on doit se référer en cas de silence des lois

1. Wahl. *Ibid.* V. également le développement de cette argumentation dans une note sous cass. req. 7 nov. 1905, S. 07. I. 97.

2. Nantes, 23 mars 1909, précité *R. P.* 11979.

postérieures. On doit donc n'admettre la nécessité d'une affirmation que dans les cas prévus par ce décret et la loi en vertu de laquelle il a été rendu.

Même dans ce cas, il a été décidé qu'elle ne s'impose pas lorsque le dépositaire reconnaît la sincérité du procès-verbal.

Enfin, on a soutenu que la Régie n'est pas obligée d'affirmer lorsqu'elle invoque les lois de 1871 et de 1875, au lieu d'invoquer le décret de 1857. Mais, comme le fait justement remarquer M. Wahl (1), le décret, n'ayant pas été abrogé, est applicable dans la mesure qu'il indique lui-même et, par conséquent, ne laisse pas à la Régie la possibilité d'invoquer un autre texte.

Comme tous les procès-verbaux, le procès-verbal pour refus de communication doit être enregistré, à peine de nullité (art. 34, L. 22 février, an VII), dans les quatre jours de sa date (art. 20 de la même loi : Les délais pour faire enregistrer les actes publics sont, savoir : § 1^{er} De quatre jours, pour ceux des huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux.) Mais sa signification est inutile.

Quelle est la force probante des énonciations contenues dans le procès-verbal ? Le décret du 17 juillet 1857, article 9, dans la matière qu'il régit, porte que le procès-verbal vaut jusqu'à inscription de faux. Certains jugements avaient donné de cette solution une interprétation extensive, qui ne nous paraît pas devoir être adoptée et qui ne l'a pas été, d'ailleurs, par la Régie. En effet, d'après les principes de notre droit criminel, toutes les attestations des fonction-

1. Wahl, *ibid.*, en note.

naires sont crues jusqu'à preuve contraire et, quand la loi a voulu attribuer à leurs procès-verbaux ou certificats une puissance plus étendue, elle l'a clairement exprimé (1). Cette règle doit donc s'appliquer en notre matière, avec l'exception prévue formellement par le décret du 17 juillet 1857 en matière de communication de registres à souche et de registres de transferts.

Dans ces limites, le procès-verbal fait foi de toutes ses énonciations, notamment des aveux relatifs à l'existence des documents.

27. Sanctions. — 1° Amende. — Le refus de communication est puni tout d'abord d'une amende qui, fixée primitivement entre 100 et 1.000 francs, a été portée par l'article 5, alinéa 1^{er}, de la loi de finances du 17 avril 1906 entre 1.000 et 10.000 francs en capital. Cette disposition, conçue en termes généraux, doit être considérée comme ayant abrogé la disposition particulière de la loi de 1850 d'abord et ensuite de celle de 1857 et s'oppose à l'interprétation d'un auteur (2), en vertu de laquelle la Régie pourrait, à son choix, invoquer le décret de 1857 ou les lois postérieures.

2° Astreinte. — Beaucoup de Sociétés préférant payer l'amende que de produire leur comptabilité et les tribunaux refusant, à juste titre, de les condamner, la loi du 17 avril 1906 est intervenue pour forcer indirectement les assujettis à se laisser exercer. Elle spécifie dans son article 5, alinéa 2, que les documents doivent être communiqués sous une astreinte

1. V. Garnier, mot : communication, 132.

2. Primat, n° 504.

de 100 francs au minimum par jour de retard, laissant aux tribunaux « toute latitude pour prononcer en cas de mauvaise foi ou de fraude manifeste une condamnation qui soit de nature à vaincre les résistances les plus opiniâtres. » (1)

Cette astreinte commence à courir du jour où, après signification du jugement, le procès-verbal est signé par les parties ou leur est notifié.

Elle cesse du jour où il est constaté, au moyen d'une mention, inscrite par un agent du contrôle sur un des principaux livres de la Société ou de l'établissement, que l'Administration a été mise à même d'obtenir la communication ordonnée (art. 5, al. 2).

L'amende et l'astreinte sont dues, à notre avis, uniquement par la Société elle-même qui est responsable des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions par ses gérants, administrateurs ou préposés. M. Wahl fait ici une distinction entre l'amende et l'astreinte, ne laissant l'agent à l'abri des poursuites qu'en matière d'astreinte, parce que, dit-il, pour celle-ci la loi de 1906 est explicite. Mais si cette loi est explicite en cette matière, il ne semble pas que les termes des lois de 1871 et de 1875 le soient moins en ce qui concerne l'amende, car ils sont analogues. Quant au principe que la personne tenue de l'amende est celle qui a commis la contravention, c'est-à-dire, en l'hypothèse, celle à qui la communication a été régulièrement demandée, on peut se demander s'il s'applique au cas de représentation dont le propre est précisément d'engager le représenté sans que le représentant le soit lui-même.

1. Rapport Baudin à la Chambre des députés. Doc. parl. Ch. des Dép. Annexe n° 3086.

Le recouvrement est suivi comme en matière d'enregistrement : après la rédaction du procès-verbal, il est décerné une contrainte et l'instance a lieu dans les formes indiquées par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII.

Si l'on admet avec nous que c'est la Société seule qui a encouru l'amende, c'est contre elle seule également que doit être décernée la contrainte et non pas contre l'agent qui a refusé la communication : c'est ainsi que l'a jugé le tribunal de Senlis le 22 mars 1899 (1).

SECTION II

PROJET D'EXTENSION DU DROIT DE COMMUNICATION GÉNÉRALE AUX BANQUES PRIVÉES

§ I. — Généralités.

28. Effets du droit du fisc à l'égard des particuliers. — Les pouvoirs très étendus que le fisc possède sur les écritures des établissements de crédit lui permettent de voir se dérouler sous ses yeux ce que l'on peut appeler « l'existence financière » de tous ceux qui leur ont confié leurs intérêts. « Il sait, ou il a les moyens de savoir, quand il le veut, lorsque nous nous servons de ces intermédiaires, quels chèques nous payons et nous touchons (ne faut-il pas qu'il vérifie si ces chèques sont dûment timbrés à 0 fr. 10 ou au-dessus suivant le cas ?) ; quels coupons nous touchons ; quels placements nous

1. S.oo. II. 183.

effectuons ; si nous achetons des titres français ou étrangers, au porteur ou nominatifs ; quelles valeurs nous laissons en dépôt ou nous retirons, quels sont nos besoins d'argent, nos dépenses ; si nous avons recours au crédit ; si nous nous faisons faire des avances sur titres ; si nous nous livrons à des opérations de report, à des spéculations de Bourse » (1).

29. Raison pour laquelle les banques privées ont échappé à cette investigation. —

Mais ce pouvoir, qui frappe durement ceux qu'il atteint, laisse du moins à l'abri les clients des banques privées. Le législateur de 1875 ne les avait pas touchés, parce qu'il aurait fallu permettre à l'Administration de pénétrer chez des particuliers qui étaient, bien plus que les vastes mécanismes des Sociétés de capitaux, les gardiens naturels des secrets de famille et qui, en fait, se sont maintenus pour cette raison en face de leurs redoutables concurrents. « Ce n'est pas sans raison, dit M. Wahl, que jusqu'alors on n'avait même pas essayé de les soumettre à la communication. Depuis longtemps, tout le monde reconnaît que leur disparition graduelle, qui est un des phénomènes économiques de la vie moderne, est fâcheux à bien des égards. Noyées par les Sociétés anonymes, elles ne subsistaient que par la confiance qu'elles inspiraient à une clientèle solide et fidèle. Elles connaissaient toutes les affaires de leurs clients, elles avaient dans leurs archives des documents que le fisc n'avait aucun intérêt à connaître et que la clientèle désirait garder secrets. (2) »

1. Lescœur, *les Coffres-forts et le fisc*, p. 242.

2. Article précité de la *Revue politique et parlementaire*.

30. Evolution de la législation. — Cette considération semble perdre de sa valeur aux yeux du législateur moderne. Depuis 1893, des lois diverses sont venues imposer la communication de certains documents aux banques privées, notamment en ce qui concerne l'impôt sur les mutations par décès, la taxe sur les opérations de Bourse et l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères, et actuellement c'est la menace du système imposé aux établissements de crédit lui-même, aggravé, qui pèse sur elles. L'assimilation faisait l'objet d'un article du projet d'impôt sur le revenu de M. Caillaux, dont on a pu dire qu'il était « un système de délation, de contrôle, d'inquisition, de réquisition, de répertoire des fortunes dans les Sociétés de crédit, chez les banquiers et chez tous les intermédiaires financiers, en France et à l'étranger, qui dépasse tout ce qu'on avait imaginé d'odieux en ce genre dans les projets antérieurs d'impôt sur le revenu (1) ». « Ainsi donc, dit ailleurs M. Guil-
mard, les investigations, visites domiciliaires, mesures de contrôle s'étendront à tous les banquiers, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les banques privées et les Sociétés anonymes. Aucun intermédiaire, ainsi que l'écrivait M. Manchez dans *le Temps*, ne saura se flatter d'échapper aux tentacules du fisc. (2) »

Les lois du 29 mars 1914, du 15 juillet 1914 et du 30 juillet 1917, qui ont repris pour une bonne part les dispositions de ce projet et qui en ont conservé

1. G. Manchez, *la Séparation de l'épargne et de l'Etat (Résultat de trente-trois mois de politique fiscale socialiste)*, p. 17. Paris 1910. Henri Jouvé, éditeur, 15, rue Racine.

2. Guil-
mard, *l'Evasion fiscale*, p. 187. Edition de *la France économique et financière*, 22, rue Saint-Augustin, Paris, 1907.

l'esprit, n'ont pas maintenu, il est vrai, l'article en question, mais il est à craindre qu'il ne reparaisse avant longtemps dans quelque loi de finances. Car, ainsi que l'écrit M. Wahl, si l'extension du droit de communication dans le projet Caillaux avait pour prétexte la suppression de l'abonnement sur les valeurs étrangères, son but véritable est bien plutôt une extension voulue des droits du fisc (1). L'exposé des motifs et le rapport de la Commission de la Chambre des députés ne laissent place, en effet, à aucune hésitation. Cette extension y est présentée comme un correctif du « régime très libéral » admis par le projet au sujet de l'impôt complémentaire et comme la fin d'un « privilège dont certaines maisons de banque ont peut-être abusé ». On jugera qu'une réforme, estimée aussi désirable en elle-même et non pas seulement comme moyen, peut parfaitement aboutir séparément, en dehors des dispositions auxquelles elle était primitivement rattachée.

On peut même augurer qu'elle s'appliquera finalement à tous les commerçants. « Beaucoup sont atteints, remarque M. Wahl, ceux qui ne le sont pas ne tarderont pas à l'être et ils n'auront même pas à leur service le moindre argument pour demander le maintien d'une distinction dépourvue de toute raison d'être (2) ». De fait, une catégorie d'industriels, ceux qui ont réalisé des bénéfices exceptionnels de guerre, y sont déjà soumis ; d'autre part tous les commerçants viennent d'être visés par la loi du 31 décembre 1917 établissant une taxe sur la dépense

1. Wahl, *Revue politique et parlementaire*, article précité, p. 539.

2. *Ibid.*

et les obligations réduites qui viennent de leur être imposées ne manqueront pas vraisemblablement de s'étendre, conformément au processus de notre législation de guerre.

§ 2. — Dispositions du projet

31. Nouveaux assujettis. — L'article 90, alinéa 1^{er}, du projet d'impôt sur le revenu adopté par la Chambre était ainsi conçu :

« Les dispositions des articles 22 de la loi du
« 23 août 1871, 7 de la loi du 21 juin 1875 et 5 de la
« loi du 17 avril 1906 sont étendues, pour l'exécu-
« tion de la présente loi, à toutes les personnes
« désignées dans le second alinéa de l'article 25. »

C'est l'extension de la réglementation que nous avons étudiée dans la section précédente aux banquiers, escompteurs, changeurs, agents de change, huissiers, receveurs de rente et, d'une manière générale, à quiconque fait profession ou commerce habituel de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou tous instruments de crédit. Tous les banquiers privés et toutes les banques constituées en Sociétés en nom collectif ou en commandite sont donc visés.

On a même émis l'opinion que ce texte s'appliquerait à tous ceux qui, ne fût-ce qu'une seule fois, encaisseraient ou paieraient un coupon (1) ; mais cette solution ne nous paraît pas impliquée par le texte.

1. Wahl, article précité, p. 538.

32. Nouveau caractère de la communication. — On aperçoit immédiatement « l'innovation considérable » du projet, qui n'étend pas seulement la communication, mais en change la nature. Tandis que cette obligation dépend jusqu'à présent de la forme sociale de l'établissement, elle serait, à l'avenir, attachée à la nature de la profession. « Nous demandons, a déclaré le ministre des Finances au cours de la discussion, que ce qui existe pour les banques et les Sociétés de crédit revêtant certaines formes soit étendu à tous ceux qui, sous quelque dénomination que ce soit, exercent le même commerce. Nous estimons, en effet, que le droit d'investigation confié à l'Administration n'est pas justifié par la nature même des affaires qui font l'objet de cette entreprise » (1).

Ce n'est donc pas seulement aux banquiers qu'il s'appliquerait, mais encore aux officiers ministériels, à l'égard desquels il serait particulièrement dangereux, en attendant qu'il devienne applicable à d'autres encore.

33. Fonctionnaires à qui le droit de communication serait étendu. — En même temps que l'obligation de se soumettre à la communication serait imposé aux banques privées, le droit de la requérir serait attribué à la fois aux agents de l'Enregistrement et aux fonctionnaires du service de l'Inspection générale des Finances.

34. Dans quel but la communication pourrait être utilisée. — Le texte adopté par la

1. *Journal officiel*, 9 mars 1909, p. 682.

Chambre ne l'étend que « pour l'exécution de la présente loi » ; il ne permettrait donc pas de l'utiliser pour le recouvrement des impôts autres que les impôts sur le revenu. Mais il convient de se rappeler que les projets du gouvernement et de la Commission entendaient l'extension d'une façon beaucoup plus compréhensive ; ils portaient, en effet : « Les dispositions... sont étendues à toutes les personnes désignées dans le second alinéa de l'article 24 et rendues applicables à l'exécution de toutes les lois sur l'enregistrement et le timbre, ainsi qu'à la présente loi », et c'est plutôt sous cette forme qu'il faut s'attendre à voir consacrer le droit du fisc à l'égard des banques privées.

DEUXIÈME PARTIE

LES BANQUIERS AGENTS DU FISC A L'OCCASION DES OPÉRATIONS DE DÉPOT ET DE LOCATION DE COFFRES-FORTS.

CHAPITRE PREMIER

DÉNONCIATION DES DÉPÔTS

SECTION PREMIÈRE

DÉPÔTS EN FRANCE

§ 1. — Comptes simples

I. — DÉNONCIATION DES DÉPÔTS AU DÉCÈS

35. Loi. 25 février 1901, art. 15. — « Les
« Sociétés ou Compagnies, agents de change, chan-
« geurs, banquiers, escompteurs, officiers publics ou
« ministériels ou agents d'affaires qui seraient dépo-
« sitaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes
« ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils sau-

« raient ouverte, devront adresser, soit avant le
« paiement, la remise ou le transfert, soit dans la
« quinzaine qui suivra ces opérations, au directeur
« de l'Enregistrement du département de leur rési-
« dence la liste de ces titres, sommes ou valeurs. Il en
« sera donné récépissé.

« Ces listes seront établies sur des formules impri-
« mées, délivrées sans frais par l'Administration de
« l'Enregistrement.

.

« Quiconque aura contrevenu aux dispositions du
« présent article sera personnellement tenu des
« droits et pénalités exigibles, sauf recours contre le
« redevable, et passible, en outre, d'une amende de
« 500 francs en principal. »

36. Objet. — La disposition qu'on vient de lire a été insérée dans la loi de finances du 25 février 1901 en vue de mieux assurer le recouvrement des droits de mutation par décès. Ils s'agissait d'empêcher les héritiers de prendre possession des titres et des sommes déposés par le défunt, avant que l'Administration n'ait été mise en mesure de connaître la consistance exacte de la succession.

Un moyen plus radical pouvait consister dans l'interdiction aux dépositaires de se dessaisir sans justification du paiement des droits. C'est le procédé employé par la même loi pour empêcher que la conversion de titres nominatifs appartenant à des titulaires décédés ou déclarés absents ne se fasse en fraude des droits du Trésor (1). En vertu de ce

1. Nous nous contentons de signaler ici cette disposition qui s'applique à toutes les Sociétés, ainsi qu'à l'Etat, aux départements, aux communes et aux établissements publics et qui ne

texte, les transferts ne peuvent être effectués que sur présentation d'un certificat, délivré sans frais par le receveur de l'Enregistrement, constatant l'acquittement du droit de mutation par décès. C'est encore cette solution qui est applicable en ce qui concerne les Compagnies d'assurances sur la vie, lesquelles ne peuvent se libérer des sommes, rentes ou émoluments quelconques dûs par elles à raison du décès des assurés à des bénéficiaires autres que le conjoint survivant ou les successibles en ligne directe qu'en fournissant un certificat analogue ou en effectuant elles-mêmes la retenue de l'impôt. Nous verrons, enfin, qu'une obligation semblable est imposée aux banquiers à l'égard des valeurs faisant partie d'une succession échéant à des personnes domiciliées à l'étranger.

Il n'en fut pas de même en notre matière à la suite des réclamations des Chambres de commerce et sur les observations de M. Denormandie et l'opposition de la Commission du Sénat. Au lieu de frapper les titres ou valeurs d'indisponibilité jusqu'au paiement du droit de mutation, il fut donc permis de les faire circuler, mais le banquier fut chargé d'en faire connaître le montant aux agents de l'Administration en vue de mettre les héritiers dans l'impossibilité de frustrer le Trésor.

On a pu regretter que cette combinaison soit un moyen de surprendre le contribuable peu averti (1),

frappe pas les banques en leur double qualité d'intermédiaires et de dépositaires. Nous aurons, au contraire, à étudier une disposition analogue relative aux dépôts compris dans une succession dévolue à des personnes domiciliées à l'étranger.

1. M. Lescœur (*Pourquoi et Comment*, p. 89) rappelle qu'à l'heure actuelle bien des gens s'imaginent qu'ils peuvent, sans enfreindre la loi, s'abstenir de déclarer les titres au porteur qui

et, de fait, pourrait-on désirer, peut-être que toutes ces mesures fiscales soient connues davantage du public, pour que, si l'on veut faire des banquiers les agents du fisc, on n'en fasse pas, du moins, des agents occultes chargés d'épier ceux avec qui ils vivent en confiance : le principe que l'Administration doit éviter le contact avec le contribuable n'exclut pas, en effet, une certaine franchise.

Du moins, a-t-elle l'heureux effet, au point de vue économique, de n'être pas un obstacle à la circulation des richesses. Aux yeux du fisc elle a aussi le mérite d'être assez efficace, car, même lorsqu'elle manque du puissant moyen de contrôle qu'est le droit de communication, elle est accompagnée de sanctions telles que les intéressés ne s'y exposent pas volontiers. Elle est, enfin, plus commode que la communication, puisqu'elle dispense les agents de toute recherche et d'un domaine plus étendu, puisqu'elle s'applique aussi bien aux banques privées qu'aux établissements de crédit.

37. Assujettis. — La loi de 1901 vise bien, en effet, tous ceux qui exercent le commerce de la banque, c'est-à-dire qui font habituellement des opérations de banque (1).

Il n'est pas fait de distinction selon la nature de ces opérations et l'on comprend, par suite, parmi les assujettis les banques d'escompte, de dépôts, les

dépendent d'une succession et il exprime le souhait que l'obligation soit imposée aux dépositaires de prévenir les héritiers, en même temps qu'ils avisent le fisc.

1. Les trésoriers généraux et receveurs des finances, même se livrant à des opérations de banque, n'y sont pas soumis, parce qu'ils ne sont pas banquiers dans le sens ordinaire du mot.

banques d'émission, les banques foncières, hypothécaires, mobilières, industrielles, etc.

Il n'en est pas fait non plus selon qu'il s'agit de particuliers ou de Sociétés et selon que la Société est par actions ou par intérêts.

Enfin, aucune distinction n'est à faire selon leur nationalité : les banques françaises et étrangères installées en France, sont, par le seul fait de leur situation, régies par les lois françaises ; inversement, y échappent les banques étrangères faisant leurs opérations à l'étranger.

Un doute, cependant, s'élève relativement aux agences à l'étranger des banques françaises. On a soutenu que ces établissements eux-mêmes étaient tenus de fournir à l'Administration française la liste des dépôts, au décès de leurs clients. M. Berteaux, dans son rapport sur l'amendement Clémentel en 1903, s'est prononcé nettement en ce sens, en rappelant que telle était l'interprétation de la Régie. Quant à nous, nous croyons cette interprétation abusive et nous ne voyons pas de raison de séparer les diverses banques situées à l'étranger. Nous avons admis, en effet, en ce qui concerne le droit de communication, d'une part, qu'il ne peut y avoir refus de communication des agents à l'étranger qui, eux, ne sont pas assujettis, et, d'autre part, que la contravention n'existe pour le siège central que s'il est coupable d'avoir laissé ou envoyé dans ses succursales à l'étranger, pour les soustraire à la communication, des documents que normalement il devait détenir. Or, en la circonstance, aucune fraude de ce genre ne lui est imputable. Tout au plus pourrait-on admettre au profit du gouvernement le pouvoir moral qu'il s'est reconnu à l'égard des Sociétés de

crédit, pouvoir dépourvu de sanctions ou, tout au moins, de celles qui sont inscrites dans la loi.

A plus forte raison admettrons-nous la même solution à l'égard des filiales, que nous croyons devoir, comme les agences, assimiler aux banques étrangères (1).

Un autre point douteux est relatif aux coulissiers. Doit-on les comprendre parmi les banquiers ? Il ne le semble pas, car ils ne font que des opérations de Bourse et pas d'opérations de banque (2). C'est, cependant, la solution inverse qui est admise par la Régie, à la suite du rapporteur au Sénat, lequel a déclaré que si les coulissiers ne figurent pas nominativement dans l'énumération limitative du paragraphe 4, ils y sont compris sous la qualification de banquiers ou d'agents d'affaires (3).

38. Obligation de dénoncer tous dépôts dépendant d'une succession ouverte. — L'obligation des banquiers de faire connaître au receveur de l'Enregistrement, au décès de leurs clients, les dépôts composant la succession de ces derniers, porte sur tous titres, sommes ou valeurs détenues par eux à quelque titre que ce soit, qu'ils les aient en garde, qu'ils les détiennent pour les vendre ou après les avoir achetés, ou, enfin, qu'ils les aient en nantissement. Tous dépôts se trouvent atteints, quelqu'en soit le caractère, toute détention de valeur, quelle qu'en soit la durée, toute dette, quelle qu'en soit la cause.

1. V. Inst. 3051.

2. En ce sens, Wahl, *Régime fiscal des Sociétés et des valeurs mobilières*, t. 1, p. 325.

3. Rapport Cordelet, 9 juillet 1896 (*Journ. off. Doc. parl., Sénat*, p. 283).

La loi ne fait pas de distinction entre les titres nominatifs et les titres au porteur. L'Administration, par contre, admet une dispense au profit des titres nominatifs, parce que ceux-ci ne peuvent être convertis que sur présentation d'un certificat constatant, soit l'acquiescement, soit la non exigibilité de l'impôt de mutation par décès et que, par suite, elle dispose, à leur égard, d'une garantie qui rendrait l'autre superflue (1).

Il convient de noter, d'ailleurs, que cette dispense ne s'appliquerait pas aux récépissés nominatifs de dépôt de titres au porteur. Ces certificats ne font que constater le dépôt et ne changent pas la nature des titres, et cela, alors même qu'ils seraient munis au verso de cases spéciales permettant aux actionnaires et obligataires de toucher le montant des intérêts ou dividendes, car ce n'est qu'une mesure d'ordre intérieur ou le résultat de rapports particuliers avec les banques, sans influence sur le caractère juridique des titres. C'est donc bien notre texte qui devrait s'appliquer et non les paragraphes 1 et 2 du même article, relatifs aux conversions de titres nominatifs (2).

Il ne semble pas y avoir de distinction à faire, entre les valeurs composant la succession ouverte, selon la personne qui a effectué le dépôt, que ce soit le *de cujus* ou toute autre (3). Ainsi, au cas de décès d'une femme

1. *Contra*. Wahl, *Régime fiscal*, I, p. 326, en note.

2. V. cette solution exprimée dans une décision du ministre des Finances du 31 août 1915, Inst. 3466-4.

3. En ce sens, Walb, *Droit fiscal*, II, p. 448. Toutefois, M. Wahl semble, depuis, s'être rallié à l'opinion contraire dans son *Régime fiscal des Sociétés*, I, p. 327, n° 686. Dans ce dernier sens, V. Ch. des dép. 22 fév. 1901 (*J. O.* 23 fév. p. 487 ; et *R. P.* 1901, n° 10038).

commune en biens (1), les valeurs déposées par le mari semblent devoir être déclarées. L'opinion contraire a été soutenue à la Chambre, notamment par M. Berteaux. D'après ce dernier, le banquier ne doit faire la déclaration « que si le décès du déposant, le mari, en l'espèce, est connu de lui. Il n'a pas traité avec la femme, il ne la connaît pas. » Et M. Berteaux ajoute : « Le dépositaire n'est pas tenu de savoir si telle ou telle personne peut avoir des droits éventuels sur tout ou partie des titres déposés. On ne saurait rechercher l'intermédiaire qui se serait libéré entre les mains de celui qui est le titulaire du dépôt. » Sans doute, le dépositaire n'est pas tenu de savoir si telle ou telle personne a des droits éventuels sur les titres déposés, mais ce que semble dire le texte, c'est que, s'il connaît ces droits et le décès, il doit faire la déclaration. C'est la thèse admise par un auteur, qui, en acceptant la thèse de M. Berteaux lorsque le dépositaire restitue les titres au déposant lui-même et à son mandataire, ajoute : « s'il était établi, cependant, que le dépositaire a connu le décès de la femme et a su que les titres déposés tombaient pour partie dans la succession, il serait difficile d'écarter l'article 15, qui vise tous les titres, sommes ou valeurs dépendant d'une succession » (2). C'est aussi la solution admise implicitement par la Régie dans son Instruction 3051, où elle décide que les titres dépendant d'une communauté conjugale et que le mari aurait déposés à son compte dans une banque pourraient

1. La question n'a été posée à la Chambre que pour la communauté d'acquêts, mais elle se présente aussi bien au cas de communauté légale. Comp. Naquet, *Commentaire de la loi du 25 fév. 1901*, p. 59.

2. Naquet, *Commentaire de la loi du 25 février 1901*, p. 60.

lui être remis, après le décès de la femme, sans qu'il y ait lieu d'en informer l'Administration, au cas où la banque serait dans l'ignorance du décès de la femme et des droits qu'elle pourrait avoir sur les titres.

Une question analogue a été posée relativement aux dépôts effectués au nom d'une Société. S'il s'agit d'une Société de capitaux ou d'une Société de personnes dont les statuts stipulent qu'elle ne se dissoudra pas à la mort d'un associé, il est certain que les titres déposés à son nom ne seront pas soumis à la déclaration, parce qu'ils continuent à appartenir à la Société et ne dépendent pas de la succession de l'associé décédé (1). Mais, si la Société se dissout par la mort d'un associé, c'est la solution contraire qui devrait être adoptée. Toutefois, l'on sait que la personnalité morale est reconnue par la jurisprudence à toutes les Sociétés civiles ou commerciales et la personnalité morale se prolonge jusqu'à la liquidation de la Société. Or, tant que durera l'être moral, il ne dépend de la succession du *de cujus* qu'un droit social, valeur indéterminée et indépendante de l'actif social, de telle sorte qu'on ne peut savoir jusqu'à l'achèvement de la liquidation si une part de cet actif devra revenir aux héritiers du *de cujus* et, par suite, si les valeurs déposées font partie de la succession ouverte. C'est encore la solution proposée par Naquet et il semble que ce soit aussi celle de la Régie qui admet que, si des valeurs ont été déposées au nom d'une Société en nom collectif, l'établissement dépositaire n'a pas à donner avis du retrait opéré postérieurement au décès de l'un des associés si rien

1. Naquet, *Ibid.* p. 59.

ne lui démontre que la Société a cessé d'être propriétaire de ces valeurs.

39. Cas où l'obligation n'existe pas. — Obligés de signaler tous les dépôts, les banquiers n'ont, par contre, aucun renseignement à fournir sur les valeurs placées dans des compartiments de coffres-forts loués, parce qu'ils ne sont, à l'égard de celles-ci ni dépositaires, ni détenteurs, ni débiteurs. C'est ce qui a été reconnu au cours de la discussion et c'est la solution admise par l'Administration de l'Enregistrement (1). Nous verrons, d'ailleurs, qu'elle a été, depuis, combattue au Parlement et que le refuge du coffre-fort risque de n'être pas toujours inviolé.

Il est à peine besoin d'ajouter qu'il en est de même pour les opérations personnelles du banquier, pour ses dettes vis-à-vis du défunt ou pour la détention de sommes ou valeurs ne rentrant pas dans l'exercice normal de la profession.

Nous nous refusons également à admettre que les banques et autres assujettis soient tenus, comme le voudrait l'Administration, de déclarer, non seulement leurs dettes à leurs clients, mais encore les sommes versées à des héritiers d'employés ou de retraités, à titre, soit de prorata de salaires ou de traitements, soit d'arrérages de pensions. Ce sont là, en effet, des services purement privés qui n'affectent en rien la profession exercée par les redevables (2).

40. Fait générateur. — L'obligation imposée aux banquiers par la loi de 1901 n'existe pas durant

1. Chambre des députés, 16 nov. 1900. *J. O.* p. 2105, Instr. 3051. — V. *infra* le chapitre consacré aux coffres-forts,

2. En ce sens, *R. P.* 1901, n° 10038.

la vie du déposant. Elle ne prend même pas naissance au jour du décès, mais seulement lorsque celui-ci parvient à leur connaissance. En outre, on ne pourrait pas, à l'encontre du banquier, le considérer comme informé par un fait quelconque, soit, par exemple, par l'insertion d'un fait divers dans les journaux, la déclaration d'un étranger ou même l'envoi d'une lettre de faire-part. Au dire de l'Administration elle-même, « la connaissance que le législateur a voulu que ces Sociétés ou personnes eussent de l'ouverture de la succession ne saurait résulter ni de la notoriété publique, ni d'une information indirecte, mais seulement du fait que, pour obtenir la remise, le paiement ou le transfert des titres, sommes ou valeurs, l'intéressé aura dû invoquer sa qualité d'héritier ou se prévaloir du décès (1) ». A plus forte raison le banquier n'est il pas tenu de s'informer, mais seulement de se laisser informer dans ces conditions.

41. Obligations successives lors des retraits.

— Les assujettis ne sont pas tenus de faire une dénonciation en bloc, mais seulement au fur et à mesure des retraits. « Les Sociétés et personnes indiquées au texte n'ont pas à rechercher si elles sont dépositaires, débitrices ou détentrices de titres, sommes ou valeurs autres que ceux faisant l'objet de la remise, du paiement ou du transfert qui leur est actuellement demandé. Chaque opération successive engendre pour elles une obligation nouvelle donnant lieu à un avis particulier », lequel doit être donné dans les quinze jours qui suivent chacune de

1. Instr. précitée.

ces opérations. Toutefois liberté leur est laissée de se libérer en une fois avant toute remise.

Comme les dépositaires ne sont tenus d'informer l'Administration que si la preuve du décès résulte des documents produits lors de la remise, il ne semble pas qu'il soit de leur intérêt de donner un avis prématuré : les parties, en effet, seraient fondées à le critiquer, puisqu'il aurait été fourni en l'absence des moyens d'information requis. Aussi a-t-on pu dire qu'en fait la prescription de l'article 15 relative à l'avis à donner avant toute opération est illusoire (1).

42. Obligation seulement pour les retraits effectués par les ayants-droit ou à leur profit.

— Ne donnent lieu à un avis que les retraits effectués par les ayants-droit, c'est-à-dire par les héritiers, ou à leur profit. C'est ce qui résulte du fait que « l'intéressé doit invoquer sa qualité d'héritier ou se prévaloir du décès » pour que naisse l'obligation du banquier. Dès lors, cette obligation n'existe pas pour les titres qui, ayant été déposés pour être transmis à un tiers, ont été effectivement retirés par ce tiers.

43. Contenu de l'avis. — L'Administration estime qu'il est indispensable que les renseignements soient donnés avec toute la précision possible. Toutefois, après avoir spécifié qu'ils devraient faire ressortir la nature, le nombre et les numéros des titres, elle a admis dans la suite que ceux-ci pourraient ne pas être mentionnés, sauf la faculté pour les agents

1. *R. P.*, 1901, n° 10638.

de les réclamer ultérieurement au cas où ils le jugeraient nécessaire (1).

44. Date d'application de la loi. — Notons que cette obligation s'applique « à partir du jour où la loi du 25 février 1901 est devenue exécutoire, quelle que soit la date de l'ouverture de la succession » (2).

45. Sanctions. — Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de 500 francs en principal.

En outre, le contrevenant est tenu personnellement des droits et pénalités exigibles, sauf recours contre le redevable. Toutefois, l'Administration recommande à ses agents de ne poursuivre les intermédiaires qu'autant que le recouvrement des sommes dues n'aura pu être amiablement obtenu des héritiers et que la solvabilité de ces derniers ne présentera pas de garanties suffisantes pour le Trésor.

II. — INTERDICTION DE SE DESSAISIR ENTRE LES MAINS DES HÉRITIERS DOMICILIÉS A L'ÉTRANGER SANS JUSTIFICATION DU PAIEMENT DES DROITS.

46. Loi du 30 décembre 1903. — « Art. 3 :
« les prescriptions du paragraphe 5 de l'article 15
« de loi du 25 février 1901 sont applicables aux
« Sociétés, Compagnies ou personnes désignées au

1. Instr. 3056. On peut se demander jusqu'à quel point l'Administration aurait le droit de se faire donner les numéros, la loi ne le lui conférant pas. V. Wahl, *Régime fiscal des Sociétés*, t. I, p. 328, en note; *J. S.* 02. 15.

2. Instr. précitée.

« paragraphe 3 du même article, qui seraient dépo-
« sitaires, détentrices ou débitrices de titres, sommes
« ou valeurs dépendant d'une succession qu'elles
« sauraient ouverte et dévolue à un ou plusieurs
« héritiers, légataires ou donataires ayant à l'étran-
« ger leur domicile de fait et de droit, alors même
« qu'il s'agirait du conjoint survivant ou d'un suc-
« cessible en ligne directe.

.

« Quiconque aura contrevenu aux dispositions
« du présent article sera personnellement tenu des
« droits et pénalités exigibles, sauf recours contre le
« redevable, et passible, en outre, d'une amende de
« 500 francs en principal. »

47. Obligation des banquiers. — La loi du 30 décembre 1903, qui s'applique aux mêmes personnes et Sociétés que la précédente, enjoint aux dépositaires de ne payer qu'au vu d'un certificat du receveur de l'enregistrement constatant le paiement des droits ou leur inexigibilité, à moins qu'elles ne préfèrent retenir, pour la garantie du Trésor, une somme égale au montant de l'impôt calculé sur les sommes dues.

Elle est la reproduction d'une disposition que nous avons signalée en matière de conversion de titres nominatifs et l'extension à tous banquiers, agents de change, officiers publics ou ministériels et agents d'affaires d'une disposition analogue de la loi de 1901 visant les Compagnies d'assurances sur la vie. Mais, tandis que celles-ci n'étaient pas tenues de l'obligation lorsque les bénéficiaires de l'assurance étaient le conjoint survivant ou un successible en ligne directe, les banquiers et officiers publics le sont même en ce cas.

Ils le sont lorsque les héritiers ont à l'étranger leur « domicile de fait et de droit », c'est-à-dire, car il semble que ce soit la seule signification de cette expression peu juridique, leur domicile et leur résidence.

Enfin, ils le sont dans les mêmes conditions et sous les mêmes sanctions que lorsqu'il s'agit d'héritiers domiciliés en France. Par suite, le seul décès ne suffit pas à les mettre en faute, il faut qu'ils aient connaissance de ce décès, et suivant le mode indiqué plus haut.

Peuvent-ils, en outre, alléguer qu'ils ont ignoré le domicile des héritiers ou légataires ? Il semble que oui, car la loi « ne peut avoir voulu punir une omission qui n'est pas coupable et qui, en raison des circonstances, était inévitable » (1). Cette solution est confirmée par l'article 7 de la loi du 31 mars 1903 qui, dans un cas où le dépositaire n'a pu connaître le décès, reconnaît que la Régie est sans défense. Toutefois, celle-ci semble interpréter notre texte comme s'appliquant même dans le cas de bonne foi (2), et elle a pour elle la doctrine selon laquelle les pénalités édictées par la loi fiscale sont encourues malgré la bonne foi (3).

48. Conséquence. — Une conséquence de la loi de 1903 peut être d'amener une double perception de

1. Wahl, *Des comptes joints, particulièrement au point de vue fiscal international*. Clunet, 1905.

2. Instr. 3057.

3. M. Wahl fait observer que la situation n'est pas la même, parce que dans notre hypothèse les dépositaires sont supposés n'avoir pas pu connaître le domicile, tandis que dans le cas où, par exemple, une omission a été faite dans une déclaration de succession, les redevables ont pu connaître les valeurs qu'ils n'ont pas déclarées.

droits sur les mêmes valeurs et, à cause de cette conséquence, le droit de la régie a été contesté, notamment dans un cas où il s'agissait d'un Suisse domicilié de droit et de fait dans le canton de Vaud et qui avait, à son décès, des titres étrangers en dépôt dans une banque française (1). Celle-ci n'ayant pas voulu se dessaisir avant le paiement des droits de succession prévus par les lois françaises, les intéressés avaient protesté contre ce qu'ils croyaient, de sa part, illégitime. Cependant, et cette formalité eût-elle dû entraîner cette double perception — ce qui, d'ailleurs, n'était pas le cas, puisque ces titres étrangers appartenant à un étranger non domicilié ne devaient pas alors supporter de droits en France — la banque ne devait pas se dessaisir sans la présentation d'un certificat qui dans l'hypothèse aurait constaté le non exigibilité de l'impôt.

§ 2. — Comptes joints

49. **Combinaisons imaginées pour tourner la loi de 1901.** — A la suite de la loi de 1901 l'esprit de fraude s'exerça pour en déjouer les prescriptions. Un procédé pouvait consister à donner à un tiers mandat de toucher à sa place les sommes et valeurs déposées : c'est le dépôt avec procuration (2). Dans ce cas, le mandataire fait diligence pour se présenter, à la mort du déposant, aux guichets de la banque à un moment où celle-ci, n'ayant pas eu connaissance du décès, n'a pas à faire de déclaration.

1. *Revue de droit international privé*, 1909, p. 1095.

2. Lescœur, *Pourquoi et comment*, p. 105 et s.

La validité d'une telle combinaison est, malheureusement, douteuse. Le Code civil (art. 2003) veut, en effet, que le mandat soit révoqué de plein droit à la mort du déposant. On objecte, il est vrai, que cette disposition n'est pas d'ordre public et que le principe posé par elle devrait fléchir devant une volonté nettement exprimée. Certains même, soutiennent que le mandat peut être donné pour être exécuté seulement *post mortem mandantis*, combinaison qui donne au déposant l'avantage de rester durant sa vie maître absolu de son dépôt. Mais il reste encore qu'« après la mort du déposant, la chose ne peut plus être restituée qu'à son héritier » (art. 1989) et cette disposition, édictée en vue d'empêcher qu'il ne soit fait par une voie détournée des libéralités interdites par la loi, semble bien être d'ordre public, comme toutes celles qui sont établies à cet effet.

Cette affirmation, il est vrai, est elle-même combattue. « Rien ne prouve, déclare M. Wahl, que l'article 1939 soit dû à la pensée que l'obligation pour le dépositaire de restituer les sommes ou valeurs déposées, après le décès du déposant, à une autre personne que son héritier, permettrait de tourner les règles sur la transmission héréditaire et la prohibition des fideicommissis..., l'article 1939 est bien plutôt une application de l'article 2003, d'après lequel le mandat finit par la mort du mandant ». Et comme cet auteur admet que cette dernière disposition n'est pas d'ordre public, le texte qui n'en est qu'une application ne le serait pas davantage.

M. Wahl fait remarquer, au surplus, que la clause, fût-elle nulle, n'en conserverait pas moins une certaine efficacité. « Il pourra arriver, dit-il, il arrivera

même presque toujours que l'établissement dépositaire ignorera la mort du déposant et la révocation, qui en est la conséquence, du mandat. Dans ce cas il se sera valablement acquitté entre les mains du mandataire (Code civil, art. 1240) et, étant de bonne foi, n'encourra, comme nous l'avons montré, aucune pénalité pour n'avoir pas notifié le paiement à l'Administration de l'Enregistrement. »

Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, de l'utilité de ce procédé, la loi n'a édicté contre lui aucune prohibition et n'a imposé, à son sujet, aucune charge aux dépositaires. Elle a reporté ses rigueurs sur le compte collectif avec solidarité, jugé par elle beaucoup plus redoutable et à propos duquel nous allons étudier les obligations des banquiers. Cette opération est indiquée parfois comme une espèce faisant partie avec le dépôt avec procuration du genre compte-joint et l'on se sert alors pour les distinguer des expressions de comptes-joints mandats et comptes-joints solidaires. Quant à nous, nous désignerons ceux-ci par l'appellation générique de comptes-joints.

50. Notion du compte-joint. — Le compte-joint ou compte collectif avec solidarité est un compte ouvert à deux ou plusieurs personnes conjointement et solidairement (1). Il donne donc à chacun des

1. Il y a lieu de ne pas le confondre avec un compte simplement indivis ou un compte collectif sans solidarité. Ceux-ci ne peuvent pas être réglés par le dépositaire entre les mains d'un seul des ayants-droit. Les représentants du défunt devraient donc intervenir pour valider la décharge du dépositaire et ce sont les prescriptions de l'article 15 de la loi du 25 février 1901 qui seraient applicables. V. *Bulletin commentaire des lois nouvelles*, août 1903.

déposants droit à la restitution du tout et permet que le paiement fait à l'un d'eux libère le dépositaire à l'égard de tous, ainsi qu'à l'égard des héritiers de celui qui viendrait à décéder : telle est, en effet, la double formule de la solidarité active, opération juridique communément considérée comme une institution morte et qui se trouve revivre dans cette application toute moderne.

On voit immédiatement quel peut être en notre hypothèse le bénéfice d'une telle stipulation : à la mort du père de famille, son héritier, avec qui il s'est fait ouvrir un compte-joint, opère le retrait du dépôt, non plus en sa qualité d'héritier, mais comme déposant. Dès lors, le banquier est considéré comme n'étant pas informé du décès, en fût-il par ailleurs certain, et il n'est tenu d'aucune obligation à l'égard de l'Administration. La prescription de la loi de 1901 se trouve, par suite, éludée.

51. Validité de ce procédé. — Aucune des objections faites contre le dépôt avec procuration ne peut être renouvelée à l'égard du compte-joint. L'article 1939 du Code civil n'est plus un obstacle au retrait, puisque celui-ci est effectué non pas par un tiers, mais par le déposant lui-même.

Celui-ci peut-il être, du moins, considéré comme le mandataire du véritable intéressé en vertu d'un mandat qui devrait cesser par la mort du mandant ? C'est ce qu'a prétendu l'auteur de l'amendement qui est devenu l'article 7 de la loi du 31 mars 1903 : « Le Code civil, en effet, a-t-il déclaré, indique que la mort révoque le mandat. La formule que je viens de citer, en stipulant que le mandat est constitué dans l'intérêt collectif des parties, supprime la

cause de révocation qu'est le décès du déposant. » M. Clémentel semble avoir fait une confusion entre ce système et celui du dépôt avec procuration, confusion qui a pu être utilisée par des personnes intéressées pour montrer que le compte-joint, praticable à l'étranger et notamment en Allemagne, pouvait amener des déceptions, s'il était pratiqué en France ; On espérait ainsi amener les capitalistes français à recourir au compte-joint en pays étranger (1).

Mais, s'il est exact que les créanciers solidaires sont mandataires les uns des autres en ce qui concerne leur part, rien ne permet d'affirmer que la solidarité active prenne fin par le décès d'un des créanciers. Au contraire, il est certain et unanimement reconnu par les auteurs qu'elle subsiste et que le créancier survivant conserve, avec les héritiers du prédécédé, le droit d'exiger et de recevoir la totalité de la créance.

Sans doute, ce procédé est-il un moyen d'évasion fiscale, mais, ainsi qu'on a pu le faire observer, « c'est une manière d'opérer qui, pour préjudiciable qu'elle ait été envers le Trésor, ne constitue pas cependant une fraude véritable, les contribuables ayant toujours le droit d'employer les conventions autorisées pour échapper à l'impôt » (2). Aussi bien sa légalité résulte-t-elle de ce fait qu'une modification de la loi a été nécessaire pour enrayer ses conséquences fâcheuses. Cette modification est contenue dans l'article 7 de la loi de finances de 1903.

52. Loi du 31 mars 1903. — Art. 7. — « Tous
« les titres, sommes ou valeurs existant chez les

1. V. notamment Clunet, 1904, p. 314 et s. ; 1905, p. 5 et s.

2. *Bulletin commentaire des lois nouvelles*, août 1903 ; Clunet, 1904, p. 323.

« dépositaires désignés au troisième alinéa de l'article 15 de la loi du 25 février 1901 et faisant l'objet de comptes indivis ou collectifs avec solidarité seront considérés pour la perception des droits de mutation par décès, comme appartenant conjointement aux déposants et dépendant de la succession de chacun d'eux pour une part virile, sauf preuve contraire réservée tant à l'Administration qu'aux redevables, et résultant pour ces derniers, soit des énonciations du contrat de dépôt, soit des titres prévus par l'article 7.¹ de la loi du 25 février 1901.

« Les dépositaires devront, dans les trois mois au plus tard de l'ouverture d'un compte indivis ou collectif avec solidarité, et dans les trois mois de la promulgation de la présente loi pour les comptes de cette nature antérieurement ouverts, faire connaître au directeur de l'Enregistrement du département de leur résidence les nom, prénoms et domicile de chacun des déposants, ainsi que la date de l'ouverture du compte, sous peine d'une amende de 500 à 5.000 francs.

« Ils devront, de plus, dans la quinzaine de la notification, qui leur sera faite par l'Administration de l'Enregistrement, du décès de l'un des déposants et sous la sanction édictée par le dernier alinéa de l'article 15 de la loi du 25 février 1901 adresser au directeur de l'Enregistrement de leur résidence la liste des titres, sommes ou valeurs existant, au jour du décès, au crédit des cotitulaires du compte. »

53. Présomption de co-propriété (1). — Le

1: Cette présomption semble bien être une application des principes relatifs aux effets de la solidarité active entre créanciers.

premier alinéa de l'article 7 pose le principe d'une présomption de propriété par parts égales entre les co-déposants, en vertu de laquelle, au décès de l'un d'eux, les droits de mutation sont dûs sur sa part virile.

Cette présomption est au bénéfice de l'Enregistrement, lorsque le père de famille survit à celui qu'il voulait faire profiter de la combinaison, car alors les représentants de ce dernier ont à payer les droits sur une portion de biens qui n'appartiennent pas à leur ayant-cause. Toutefois, pour que ce bénéfice se réalise, il faut que le décès de l'héritier se soit produit à l'improviste, ne laissant pas le temps de clore le compte.

Elle profite, au contraire, aux contribuables lorsque le père de famille meurt le premier, car la moitié de ses biens, ou davantage, s'il y a plusieurs co-déposants, se trouvent soustraits à l'impôt.

Observons que ladite présomption peut être combattue par l'une et l'autre partie et qu'à ce propos le droit des particuliers a été réduit. L'Administration peut faire cette preuve par les moyens qui lui sont reconnus par les règles spéciales à l'Enregistrement, c'est-à-dire par preuves écrites et par présomptions fondées sur des faits graves, précis et concordants. Quant à ses adversaires, ils ne peuvent invoquer que les énonciations du contrat de dépôt et les titres prévus par l'article 7. 2° de la loi du 25 février 1901, c'est-à-dire les actes authentiques et les actes sous seing privé ayant acquis date certaine avant le décès.

54. Obligations des banquiers. — Les deux autres alinéas, qui intéressent plus directement notre

sujet, imposent aux banquiers (1) deux obligations distinctes à deux moments différents.

1° *A l'ouverture du compte : dénonciation de son existence.* -- Dans les trois mois au plus tard de l'ouverture et, pour ceux antérieurs à la présente loi dans les trois mois de sa promulgation, les banquiers sont tenus de déclarer les nom, prénoms et domicile de chacun des déposants, ainsi que la date de l'ouverture du compte, sous peine d'une amende de 500 à 5.000 francs.

La consistance du dépôt n'a pas à être indiquée à ce moment. Aussi bien ce renseignement ne doit-il être utile qu'au moment d'assurer le recouvrement des droits de mutation par décès, et c'est seulement lors du décès de l'un des déposants qu'il devra être fourni. Actuellement, l'indication de l'ouverture de compte permet à l'administration d'établir les fiches individuelles destinées à préparer sa tâche et à faciliter ses recherches lors du décès des titulaires.

Les avis sont, comme pour les comptes ordinaires, adressés par les dépositaires au directeur de l'Enregistrement du département du siège de leur résidence, soit directement, soit, dans les localités où il n'existe pas de direction, par l'intermédiaire du receveur de leur canton ayant dans ses attributions la recette des droits de succession. Le directeur les conserve dans ses archives et envoie des extraits aux receveurs, qui en mentionnent les indications au répertoire général ou, dans les bureaux des successions à Paris, sur une table alphabétique tenue par le receveur sur un registre du même modèle que la table des successions (2).

1. Mêmes assujettis que ceux de la loi de 1901. V. ci-dessus.

2. Instr. 3117-2.

2° *Au décès de l'un des co-déposants. — Dénonciation de la consistance des dépôts.* — C'est au décès qu'intervient la deuxième obligation des dépositaires, qui sert à déjouer la fraude. Tandis que le banquier pouvait auparavant se dessaisir sans aucune formalité, parce qu'il était légalement dans l'ignorance du décès, en vertu du nouveau texte l'Administration elle-même est chargée de l'en informer et, à compter de cette notification, le met en faute s'il n'exécute pas l'obligation mise à sa charge.

A cet effet, dès que les receveurs ont connaissance du décès d'un titulaire de compte-joint, soit par les rapprochements avec le répertoire général ou avec la table alphabétique, soit par tout autre moyen, ils doivent en informer sans retard la direction de leur département par une lettre transmise ensuite au directeur du département de la résidence du dépositaire. Cet autre préposé notifie le décès par écrit à la Société ou à la personne qui a ouvert le compte et, dans la quinzaine de cette notification, celle-ci doit avoir exécuté ses obligations, sous peine d'être personnellement tenue des droits et pénalités exigibles contre le redevable, sauf son recours contre celui-ci, et, en outre, d'une amende de 500 francs en principal (1).

Y a-t-il un avis à fournir lorsque le compte a été réglé avant le décès? Il semble que oui, car l'Administration ignore que ce règlement est intervenu. C'est alors un état négatif qui devrait être fourni.

L'avis doit contenir la liste des titres, sommes ou valeurs « existant au crédit des cotitulaires du

1. *Ibid.*

compte ». A ce propos, on a fait observer que le texte contenait une erreur de rédaction (1). « S'il s'agit d'un compte-courant, l'actif du compte n'a pas d'existence propre, puisqu'il est balancé incessamment par le passif et que le reliquat seul doit être considéré. De même, des titres ont pu figurer à l'actif et, depuis, avoir été réalisés. Il faut donc entendre par le mot « actif » employé par la loi, l'actif net, c'est-à-dire la balance du compte en espèces et en valeurs.

55. Le compte-joint reste-il possible ? —

Nous voulons indiquer seulement cette question controversée.

Disons, tout d'abord, que le compte-joint, quoiqu'on en ait dit (2), reste légal.

Quant à son utilité, elle est vivement contestée. M. Depuichault déclare que « le compte-joint mandat aussi bien que le compte joint solidaire ne peuvent donner lieu qu'à des mécomptes et qu'ils sont en France d'une pratique radicalement impossible. (3) »

M. Guilmard estime également que le compte-joint en France ne répond à aucune utilité, que, loin de servir, il nuit et qu'à ce point de vue le but poursuivi par le législateur a été atteint (4).

1. *Bulletin commentaire des lois nouvelles*, août 1903, rapporté dans *Clunet* 1904, p. 325.

2. Le contraire paraît soutenu par M. Ch. Dumont : « Par un article exprès d'une des dernières lois de finances excellemment rédigé par mon ami Clémentel vous avez interdit le compte-joint en France. » Ch. des Dép., 12 juillet 1906. *Journ. off. Déb. parl.* p. 2294.

3. *La Fraude successorale par le procédé du compte-joint*. Alcan, 1911, et Larose et Tenin, 1910, p. 64.

4. *L'Evasion fiscale*, p. 81.

Par contre, M. Wahl (1), suivi par M. Lescœur (2), pense que la loi de 1903 ne saurait atteindre que très imparfaitement son but, parce que les déposants ont la ressource de ne pas indiquer de domicile, ou de changer de domicile après le dépôt, ou encore d'indiquer un domicile fictif. Grâce à ces combinaisons, en effet, le fisc ignore l'ouverture du compte, ou bien, comme le décès se produit dans le ressort d'un bureau où le dépôt reste ignoré, il n'a pas l'occasion de faire au dépositaire la dénonciation qui met ce dernier en demeure de fournir les renseignements prescrits. M. Guilnard, lui-même, convient qu'elles rendent les recherches de l'Enregistrement excessivement difficiles.

Toutefois, si l'évasion reste possible, en théorie, constatons du moins, que la pratique paraît diminuer singulièrement la portée des conclusions théoriques, et retenons qu'en fait « on a cessé d'utiliser, en France, contre le fisc les dépôts en comptes joints. (3) »

Est-il, du moins, efficace s'il est pratiqué par les capitalistes français à l'étranger ? C'est une question que nous poserons dans la deuxième section de ce chapitre, où nous allons étudier comment le fisc cherche à se créer des auxiliaires dans les banques étrangères.

SECTION II

DÉPÔTS FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

56. — Exode des capitaux. — Remèdes. —
On a maintes fois signalé l'importance des dépôts de

1. Clunet, 1905, p. 11

2. *Pourquoi et comment*, p. 116.

3. Lescœur, *les Coffres-forts et le fisc*, Bloud 1911, p. 247.

fonds français à l'étranger, soit pour morigéner le capitaliste inquiet et flétrir « l'hervéisme des coffres-forts » (1), soit pour déplorer les fâcheuses répercussions de cet exode sur le travail national et critiquer les mesures législatives qui le provoquent. Qu'il nous suffise de le poser comme un fait incontestable, pour examiner quels moyens sont tentés, sinon toujours pour empêcher l'exode lui-même et remédier ainsi à la diminution de la capacité productive du pays, du moins pour assurer le paiement de l'impôt sur les capitaux émigrés et augmenter les profits du Trésor, à défaut de ceux de la nation.

En cette matière, nous avons à enregistrer, avec quelques commencements d'exécution, surtout des intentions et des projets. Les intérêts des pays étrangers, en effet, ne sont pas toujours sur ce point en corrélation avec ceux du fisc français : l'affluence des capitaux français n'est pas sans réagir sur la prospérité des pays où ils sont envoyés, s'il est vrai que l'argent s'emploie surtout là où il se trouve, et dans ces conditions les pays eux-mêmes avec leurs banquiers sont intéressés à les conserver et à les attirer toujours plus, bien plutôt qu'à les inquiéter ou à permettre, à leur égard, des incursions indiscretes du fisc français. Quant à l'avantage de la réciprocité qui leur serait accordée au moyen d'arrangements internationaux, il faut reconnaître qu'il serait insuffisant à compenser le tort subi, car l'importance des capitaux français à l'étranger est bien plus considérable que celle des dépôts étrangers en France.

1. Ch. Dumont, à la Chambre des députés, cité par M. Lescœur, *les Coffres-forts et le fisc*, p. 331.

Ces difficultés ne découragent pas, cependant, le zèle du fisc soucieux de tarir les sources de fraude. A l'égard des succursales à l'étranger des établissements de crédit français, le projet Caillaux proposait l'obligation de la tenue de répertoires des dépôts et des envois de fonds dans les succursales étrangères. Pour ce qui est des banques étrangères, les plus difficilement atteintes, divers moyens sont proposés, sans parler des procédés occultes tels que l'usage d'indicateurs. Certains font l'objet de conventions internationales, comme celle qui a été conclue en 1907 avec l'Angleterre. D'autre part, le législateur français propose des mesures unilatérales destinées dans son esprit à influencer sur l'attitude des banques étrangères à l'égard des dépôts français : ce sont, par exemple, des dispositions relatives aux comptes-joints ou l'institution d'un envoi en possession spécial à l'encontre des héritiers d'une succession ouverte en France, régie par la loi française et comprenant des valeurs existant à l'étranger.

Ces mesures diverses ne sont, pour la plupart, qu'à l'état de projets, dont certains même sont abandonnés au moins provisoirement. Aussi nous contenterons-nous généralement d'en faire une esquisse rapide, à seule fin de donner une idée générale des tendances fiscales actuelles en cette matière, tendances susceptibles de se réaliser d'un jour à l'autre.

§ 1. — Répertoires des dépôts et des envois à l'étranger. — Projet Caillaux

57. Répertoire des dépôts. — Une première obligation frapperait les Sociétés de crédit françaises

et les succursales en France des Sociétés étrangères, pour les dépôts effectués dans les établissements des dites Sociétés à l'étranger. Elle est édictée en ces termes par l'article 81 du projet du gouvernement (88° du texte adopté sans modification par la Chambre des Députés).

Art. 81. — Les Sociétés de crédit françaises qui
« possèdent des établissements à l'étranger et les
« Sociétés étrangères établies en France devront tenir
« au siège principal de la Société en France; des
« répertoires où seront mentionnés dans le premier
« mois de chaque trimestre, pour le semestre échu,
« soit les dépôts de titres ou dépôts de sommes à vue
« effectués au nom de personnes domiciliées en
« France, soit les comptes-courants de chèques ou
« comptes-courants de toute nature, ouverts, au nom
« de personnes domiciliées en France, dans leurs
« établissements à l'étranger. Ces répertoires devront
« indiquer le nom et le domicile des titulaires des
« dépôts ou comptes et la nature des dépôts ou
« comptes.

« Les préposés de l'Enregistrement sont autorisés
« à prendre connaissance de ces répertoires, et, sur
« leur réquisition, les Sociétés seront tenues de leur
« fournir, dans un délai d'un mois, une copie certifi-
« fiée conforme desdits comptes de dépôts ou comp-
« tes-courants.

« Tout refus de communication des répertoires et
« des copies de comptes sera constaté par procès-
« verbal et puni d'une amende de 100 francs par jour
« de retard, à dater du procès-verbal. Toute omission
« d'inscription aux répertoires dûment établie sera
« punie d'une amende de 500 à 10.000 francs.

Cette mesure, proposée comme « une réponse aux

menaces d'émigration des capitaux émanant de certains adversaires intéressés de la réforme » qu'on identifie aux « adversaires de la République », (1) est considérée comme nécessaire par ses partisans, à en croire le ministre des Finances, qui a déclaré au cours de la discussion que, s'il n'avait pas déposé un projet d'impôt sur le revenu, il aurait inséré dans une loi de finances une disposition analogue : il est normal disait-il, qu'une grande Société de crédit fasse connaître au fisc, au centre de son établissement, toutes ses opérations importantes et il y a lieu d'empêcher que se soient renouvelées des opérations contraires aux intérêts du Trésor (2).

58. Répertoire des envois. — Cette autre obligation frapperait à la fois les Sociétés de crédit et les banques privées, réalisant l'assimilation proposée déjà, ainsi que nous l'avons vu, et pour les mêmes raisons, (3) en ce qui concerne le droit de communication générale. Le projet l'énonçait dans les termes suivants :

Art. 82. — Tous banquiers français et toutes Sociétés de crédit françaises, ainsi que tous banquiers « et autres Sociétés de crédit étrangères établis en France, devront tenir dans chacun de leurs établissements un répertoire, sur lequel ils enregistreront « jour par jour, tous envois, soit de fonds, soit de « titres ou coupons de valeurs mobilières adressés

1. V. Exposé des motifs.

2. *J. O.*, 11 juillet 1907, p. 1837. V. également le *Commentaire du projet Caillaux*, publié par l'Association de défense des classes moyennes. Alcan 1910

3. V. Déclarations du ministre des Finances au cours de la discussion générale. *J. O.*, 11 juillet 1907, p. 1837.

« à l'étranger par des personnes résidant en France,
« pour y être déposés ou encaissés chez un banquier
« ou dans un établissement de crédit. Le répertoire
« indique le nom et le domicile du propriétaire des
« fonds ou valeurs, le montant des fonds, la désigna-
« tion du banquier et de l'établissement dépositaire.

« Les préposés de l'Enregistrement sont autorisés
« à prendre connaissance de ce répertoire.

« Tout refus de communication du répertoire sera
« constaté par procès-verbal et puni d'une amende
« de 100 francs par jour de retard à dater du procès-
« verbal. Toute omission d'inscription au répertoire
« ou toute inexactitude dûment établie sera punie
« d'une amende de 500 à 10.000 francs.

Ce projet qui, comme le précédent, est resté tel, avait été, comme le premier également, adopté par la Chambre en 1909 avec cette restriction que l'obligation était applicable aux seuls envois de titres, à l'exclusion des envois de fonds qui sont « des opérations journalières et multiples dont l'inscription pouvait occasionner aux établissements de banque une gêne sérieuse, sans grand profit pour l'administration. » (1)

§ 2. — Arrangements internationaux

59. Statut international des valeurs mobilières. — Un autre moyen pour le fisc français d'être renseigné sur la nature et la consistance des dépôts à l'étranger soumis à la loi française peut résulter de la connaissance qui lui en est donnée par l'Admi-

1. Rapport, I, p. 244.

nistration étrangère elle-même, lorsque ce bénéfice a été stipulé, à charge de réciprocité, dans une convention internationale. C'est ce qui a été fait avec la Belgique en 1843 et avec l'Angleterre en 1907 et c'est ce qui a été tout au moins tenté avec d'autres pays. On a même parlé d'une entente internationale unique qui, sans poursuivre « l'utopie d'une unification à laquelle ne se prêteraient, d'ailleurs, ni les mœurs ni les caractères particuliers des différents peuples », aurait pour but de réaliser un nouveau rapprochement des peuples sur le terrain financier », analogue à ceux qui ont été réalisés en matière postale ou monétaire (1). C'est cette entente unique, fixant le statut des valeurs mobilières, que M. Jobit considère comme devant être l'aboutissement final des accords particuliers. (2)

I. — ARRANGEMENT FRANCO-BELGE DU 12 AOÛT 1843.

60. Cet arrangement n'a pas cessé d'être en vigueur. — C'est à la suite du dépôt par M. Caillaux du projet d'impôt sur le revenu que l'attention a été attirée sur la convention passée avec la Belgique en 1843 et tendant à un échange de renseignements entre les Administrations fiscales des deux pays. Elle fut à ce moment comme révélée à certains hommes politiques et devint l'objet de discussions dans la presse. On se prit alors à constater qu'elle était toujours en vigueur, tout en reconnaissant qu'elle man-

1. V. déclaration de M. Caillaux (*la Vie financière*, 27 janvier 1908; *le Rentier*, 7 février 1908).

2. Clunet, 1908.

quait d'applications pratiques étendues. Le ministre des Finances de Belgique, notamment, le fit en ces termes à la Chambre des Représentants : « la convention administrative conclue à Lille en 1843 continue à régler les communications d'ordre administratif qui s'échangent entre les receveurs français et les receveurs belges pour « aider à la perception complète et régulière des droits établis par les législations qui régissent les deux pays. »

« Cette convention n'a subi aucune modification... »

61. Nature. — Le même ministre déclarait auparavant qu'elle n'est qu'une convention de service réciproque, ayant « un caractère purement administratif » (1). De fait, elle n'est revêtue que des signatures des deux agents français et belge qui avaient été délégués par leurs ministres des Finances respectifs pour en établir le texte, sans que l'on soit sûr qu'une ordonnance soit intervenue pour la ratifier. C'est aussi l'opinion émise par le tribunal d'Avesnes en 1858 et adoptée par la Régie dans un mémoire présenté lors d'une affaire tranchée le 11 août 1884 par la Cour de cassation. Le jugement et le mémoire s'appuient, en outre, sur cette raison que la convention avait simplement pour objet d'organiser un service réciproque de renseignements entre les deux pays.

Mais cela ne nous paraît guère autre chose que l'affirmation de la solution et il nous semble qu'il resterait à montrer que cet échange est une mesure

1. Chambre des Représentants, 26 juillet 1907 (*Indépendance belge et Matin* du 27).

d'ordre purement intérieur. Or, cette preuve nous paraît difficile à fournir : ainsi que le remarque M. Wahl (1), ce qui constitue le traité, c'est la convention synallagmatique, c'est-à-dire l'ensemble des engagements pris de part et d'autre. Or, en notre hypothèse il y a bien engagement réciproque. Sans doute ne consiste-t-il « ni à doter les citoyens de chaque nation de droits sur le territoire de l'autre, ni à imposer une perte matérielle aux deux nations, ni à les empêcher de faire un gain ; mais il met à leur charge des obligations positives, et cela suffit pour qu'il y ait traité. »

Au surplus, l'article 9 de la convention porte qu'elle ne devait être définitive et exécutoire qu'après l'approbation des gouvernements respectifs, ce qui révèle qu'elle n'avait pas un caractère purement administratif.

62. Validité. — Mais si l'arrangement de 1843 est un traité, la question qui se pose est de savoir s'il a été conclu dans les formes légales. Nous venons de voir, en effet, qu'il n'avait été signé que par des fonctionnaires et, d'autre part, il n'est pas bien sûr qu'une ordonnance (2) soit intervenue pour la ratifier. On lit bien dans une Instruction de la Régie (3) que ladite convention a été « approuvée par les deux gouvernements » et cette même Instruction fait allusion aux

1. *Les Conventions internationales relatives aux échanges de renseignements fiscaux* (Revue de droit int. privé, 1908, p. 67).

2. Il ne peut être ici question de loi, puisque, suivant l'art. 13 de la Charte de 1830, le roi avait, en matière des traités, un pouvoir souverain.

3. N° 1716. 26 août 1844.

retards survenus dans l'approbation de la convention. Mais le mémoire précité ne craint pas d'affirmer qu'elle « n'a été ratifiée ni par une loi, ni même par une ordonnance », de sorte que l'existence de cette approbation paraît au moins douteuse. Or, elle était nécessaire. Sans doute, l'article 13 de la Charte de 1830 porte-t-il uniquement que « le Roi... fait les traités de paix, d'alliance et de commerce », sans faire allusion aux autres conventions, pour lesquelles il pourrait sembler, à première vue, qu'elles sont valables sans l'intervention royale. Mais ce texte signifie seulement que tous les traités, y compris les traités de paix et d'alliance, rentrent dans les attributions du Roi. (1) Il n'est donc pas en opposition avec la thèse proposée et il semble, par suite, que la validité de la convention de 1843 puisse être contestée.

Il est vrai que si la question venait à être posée devant la Cour de cassation, celle-ci n'en reconnaîtrait vraisemblablement pas l'illégalité (2), ce qui diminue singulièrement la portée de notre controverse.

63. Etendue d'application. — But. — Utilisation des renseignements échangés. — La convention de 1843 ne se limite pas aux droits de mutation par décès, ni même aux droits d'enregistrement. « Il y aura, dit l'article premier, entre les receveurs de l'Enregistrement et des Domaines, échange de tous les documents et renseignements pouvant aider à la perception complète et régulière des droits

1. Wahl, *ibid.*, p. 69.

2. *Ibid.*, p. 71.

établis par les lois qui régissent les deux pays, ou se rattachant à des intérêts domaniaux leur afférant réciproquement. »

Dans ce dessein, les Administrations intéressées ont à se renvoyer « non seulement les indications que, dans leurs déclarations de mutation par décès, les héritiers leur fournissent, mais tous les renseignements qu'ils prennent d'office pour assurer la perception régulière des impôts dont le recouvrement leur est confié (1). » Et l'article 2 se contente de donner à titre d'exemple, une énumération non limitative, où l'on relève : les contrats de mariage, les testaments, les déclarations de successions, les extraits d'inventaires après décès, les ventes publiques de meubles après décès, les actes constitutifs de rentes et créances, etc.

On a soutenu que la Convention de 1843 ne visait que les immeubles (2) et qu'on n'en peut étendre les stipulations aux valeurs mobilières ou à l'ensemble de la fortune et des revenus, soit des Belges, soit des Français. Et cette thèse prend une certaine valeur des déclarations faites à la tribune de la Chambre belge par le ministre des Finances. Après s'être déclaré d'accord avec l'interpellateur au sujet de l'interprétation de l'article 128 de la Constitution, « quant aux dépôts de fonds, a-t-il dit, les banquiers et agents de change ne doivent pas faire connaître l'importance ou la provenance des dépôts faits par les Belges ; par voie de conséquence, et en vertu de l'article 128 de la Constitution, il doit en être de même pour les étrangers aussi bien pour les

1. *Ibid.*, p. 73.

2. Leroy-Beaulieu, *Economiste français*, 3 août 1907, p. 153.

dépôts que pour un impôt sur le revenu qui serait établi dans un pays dont ils seraient originaires. »

Et pourtant, il faut reconnaître que l'énumération de l'article 2, si elle vise surtout les immeubles, ce qui peut s'expliquer par leur importance prépondérante à cette époque, n'a, du moins, qu'une valeur énonciative, ainsi qu'en témoigne l'expression employée pour l'annoncer : « on renverra notamment... » Et c'est en ce sens que l'interprète l'instruction précitée qui indique que « ce renvoi devra être fait dans tous les cas prévus et non prévus où la communication par extrait sera jugé utile » (1).

Reconnaissons, toutefois, que la portée de ces conclusions théoriques est singulièrement restreinte par le peu d'applications pratiques qui sont faites de cet arrangement, lequel ne vaut guère que pour les départements limitrophes de la Belgique (2) et ne donne lieu qu'à peu d'échanges (3). Les déclarations, rapportées plus haut, du ministre des Finances de Belgique, montrent bien, au surplus, la volonté arrêtée de ce pays de ne pas se prêter, à l'égard d'une Administration étrangère, à des complaisances qu'il juge inutiles et de ne pas se lier, tant dans le présent que pour l'avenir, par des traités qui consacraient de telles dispositions. « Le gouvernement belge a affirmé le ministre, ne saurait donc être engagé, par une convention avec une autre gouvernement, à procurer à celui-ci des renseignements ou

1. En ce sens, Wahl, *loc. cit.* ; Lescœur, *Pourquoi et comment*, p. 124.

2. V. Instruction de 1844.

3. Guérin, *Des ententes internationales pour la répression des fraudes fiscales*, p. 49. Thèse Paris, Paris 1910.

des éléments de preuve qu'il n'est pas en situation de se procurer pour lui-même.

II. — ARRANGEMENT FRANÇO-ANGLAIS DU 15 NOVEMBRE 1907.

64. **Validité.** — Une convention analogue a été conclue plus récemment avec l'Angleterre pour « empêcher autant que possible la fraude dans les cas de droits de succession... » On a pu également en contester la légalité, car, comme la précédente, elle n'a été signée que par les représentants des gouvernements. Ce serait, toutefois, dans une moindre mesure que cette critique pourrait lui être faite. Sans doute, l'article 8 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 veut que les traités qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger, ne sont définitifs qu'après avoir été votées par les deux Chambres », mais il est douteux que cette convention engage les dépenses de l'Etat, car « elle n'est de nature à causer aucune dépense à l'Etat, et au contraire, a pour objet de lui assurer des ressources », et, d'autre part, il est probable que la loi de 1875, en réservant au pouvoir législatif le soin de conclure les traités relatifs au droit de propriété en France, a entendu ne viser que les traités supprimant ou restreignant le droit de propriété ou son exercice par des Français, à l'exclusion de ceux qui, moins importants, n'apportent qu'une gêne minime (1).

1. V. Wahl, article précité dans *la Revue de droit int. privé*, p. 70.

Par contre, si la conclusion de ce traité pouvait n'être pas réservée au pouvoir législatif, elle était, du moins, du ressort du Président de la République (art. 8 de la loi de 1875). Or, la ratification fut signée à Londres le 9 décembre 1907, non pas par celui-ci, mais par l'ambassadeur français, quoiqu'il soit « de principe que le chef de l'Etat ne peut déléguer les droits que lui accorde la Constitution » (1).

La légalité de l'arrangement franco-anglais est donc également contestable, sous réserve, d'ailleurs, des observations faites ci-dessus en ce qui concerne l'improbabilité d'une décision de la Cour de cassation favorable à l'illégalité.

65. Echanges prescrits. — Article premier :

« Le gouvernement britannique s'engage à fournir,
« pour toutes personnes décédées dont le domicile
« est en France, un extrait de l'affidavit contenant
« les nom, prénoms, domicile, date et lieu de décès
« de *de cujus*, les renseignements touchant ses suc-
« cesseurs et la consistance de l'hérédité en valeurs
« mobilières...

Art. 2. « Le gouvernement français s'engage à
« fournir, pour toutes personnes décédées dont le
« domicile est dans le Royaume-Uni de Grande-Bre-
« tagne et d'Irlande, un extrait de la déclaration de
« mutation par décès contenant les indications énu-
« mérées à l'article premier.

Et la Régie précise que les extraits devront com-
prendre :

- 1° Les nom, prénoms et domicile du défunt ;
- 2° La date et le lieu de son décès ;

1. Wahl, *ibid.*

3° Les renseignements relatifs aux héritiers, donataires ou légataires (nom, prénoms et domicile, la date du testament, le nom et l'adresse du notaire, rédacteur ou dépositaire de cet acte) ;

4° La consistance de l'hérédité en valeurs mobilières, c'est-à-dire l'énumération détaillée et complète de ces valeurs, par nature, numéros et séries.

Une exception est prévue pour le cas où le total des valeurs mobilières atteint seulement un minimum de 100 livres sterling ou 2.520 francs.

66. Portée. — La portée de l'arrangement franco-anglais est moins étendue que celle de l'arrangement franco-belge. Nous avons vu que celui-ci, dont l'esprit est « d'ériger l'Administration fiscale de chacun des deux Etats en auxiliaire de l'Administration de l'autre pays », « organise un système complet d'échanges de renseignements en vue du recouvrement de l'impôt dans les deux pays. » (1) En vertu de l'arrangement franco-anglais, au contraire, les deux Administrations ne sont tenues de se fournir que les renseignements donnés par les héritiers dans les déclarations de succession. « Aucune d'elles n'est tenue ni de faire dans les banques ou établissements de crédit des recherches dans le but de rendre service à sa voisine, ni de lui communiquer le résultat, soit des recherches qu'elle aura faites pour son propre compte, soit des renseignements qu'elle aura obtenus de personnes autres que les héritiers (2) ».

En outre, la convention franco-anglaise n'a d'effet qu'en ce qui concerne les droits de mutation par

1. Wahl, article précité, p. 73.

2. *Ibid.*, p. 64.

décès et à la condition que la personne, dont la succession est déclarée dans l'un des deux pays, ait été domiciliée dans l'autre.

Enfin, il n'y est question que des droits de succession sur les valeurs mobilières, ce qui laisse en dehors de la réglementation les immeubles et les meubles autres que les valeurs mobilières.

Toutefois, on a pu se demander avec de fortes apparences de raison si les renseignements échangés en vue de l'assiette de l'impôt sur les mutations par décès ne pourraient pas être utilisés à d'autres fins (1). M. Leroy-Beaulieu, notamment, envisageant l'hypothèse, devenue aujourd'hui une réalité, de la création d'impôt sur le revenu, a pu avancer que « le gouvernement français, instruit par l'Administration financière britannique des dépôts de valeurs en Angleterre appartenant à la succession d'un Français, aurait tôt fait de voir si du vivant du défunt l'impôt sur le revenu avait été payé sur ces titres et d'exiger les impôts impayés depuis l'époque prescrite » (2). De fait, à considérer l'étendue des pouvoirs reconnus au fisc pour le contrôle des déclarations de l'impôt sur le revenu, il est permis de penser que les renseignements ainsi obtenus sont utilisés par lui à cette fin (3).

67. Utilité. — Etant donné la portée restreinte de cet arrangement, on a pu se demander s'il ajou-

1. Guérin, *loc. cit.*, p. 56.

2. *Economiste français*, 21 déc. 1907.

3. V. *supra*, M. Wahl, dans son article, soutient, cependant, que la convention de 1907 est étrangère au projet d'impôt sur le revenu et que, de plus, elle ne fait aucunement présager la possibilité d'une entente avec le gouvernement anglais dans le but de faciliter la perception de cet impôt.

fait quelque chose aux sûretés du fisc français. « On ne voit pas, dit M. Lescœur, ce que le traité ajoute aux moyens qu'avait déjà notre fisc d'être exactement renseigné sur la consistance des successions françaises qui s'ouvrent en Angleterre, ou sur ceux qui sont appelés à les recueillir », puisque le premier venu peut, au siège de l'Administration anglaise de l'Enregistrement, prendre communication et même copie de tous testaments, comme des déclarations de succession. Il semble, par suite, que le seul avantage qu'il retire de la convention est d'avoir à sa disposition une preuve écrite, au lieu de présomptions (1).

L'intérêt serait, au contraire, plus appréciable pour l'Administration anglaise, puisque les renseignements relatifs aux successions n'ont pas en France la même publicité qu'en Angleterre (2).

1. Comp. Guérin, *loc. cit.*, p. 59; « cette communication officielle permet seule au fisc de pouvoir tirer parti des extraits qui lui sont transmis. Un renseignement pris peut-être à la légère ne peut servir de base à la perception d'un impôt, tandis que l'envoi fait par une Administration à une autre, du moment que la validité de la convention n'est pas contestée, est une preuve légale de l'exigibilité du droit. » Cette assertion nous paraît revêtir une forme trop absolue.

2. Ces deux arrangements ont soulevé des critiques relatives aux doubles droits perçus sur une même succession, et dont ils ont pour effet de faciliter la perception. Mais la question de l'illégitimité de cette double perception est une question générale du droit fiscal international, qui n'intéresse pas directement notre sujet, et que nous nous contentons par suite de signaler. V. Guérin, *op. cit.* (*Economiste français*, 1907).

§ 3. — Envoi en possession spécial (Projet)

I. — PREMIER PROJET 12 MARS 1908

68. Exposé. — C'est également à l'initiative de M. Caillaux qu'est dû le projet de loi déposé le 12 mars 1908 sur le bureau de la Chambre des députés. Ce projet a pour objet d'imposer à tous héritiers ou légataires de successions ouvertes en France, régies par la loi française et comprenant des valeurs mobilières déposées ou existant à l'étranger, l'obligation d'obtenir un envoi en possession spécial de ces valeurs par ordonnance du président du Tribunal civil français dans le ressort duquel la succession s'est ouverte. Faute de cet envoi en possession, ils ne pourront « justifier de leurs qualités et se faire remettre les dites valeurs par tous tiers détenteurs, dépositaires ou débiteurs. »

Tandis que, selon le droit commun, les héritiers réguliers, c'est-à-dire tous les héritiers, à l'exception du conjoint survivant et de l'Etat, ont la saisine et peuvent sans aucune autorisation se mettre en possession des valeurs composant la succession, tous ont besoin, dans ce système, d'obtenir l'envoi en possession. Notre projet a donc pour effet, en droit civil, de modifier profondément le régime actuel de dévolution des successions.

Mais il a aussi, du moins dans l'esprit de son auteur, cet autre effet, en droit fiscal, et c'est surtout celui-là qui nous intéresse, d'empêcher les banquiers étrangers de se dessaisir entre les mains des héritiers sans exiger d'eux une pièce qui porte en elle-

même la garantie des droits du Trésor. Les actes de notoriété et les intitulés d'inventaire devront, en effet, contenir désormais mention de l'envoi en possession. Et comme l'ordonnance du président du tribunal contient l'énumération des créances et valeurs mobilières comprises dans la succession, le banquier ne se trouvera dessaisi qu'après que le fisc aura été mis à même d'établir la consistance exacte de la succession.

La sanction de ces dispositions est une amende égale au quart de la valeur des biens non déclarés pour celui qui n'a pas déclaré dans les délais légaux les valeurs successorales mobilières de toute nature existant à l'étranger et pour celui qui en aura pris possession, sans avoir obtenu l'envoi en possession requis. Quant au dépositaire, il se trouverait, ayant payé indûment, dans le cas d'être obligé de payer une seconde fois.

69. Efficacité. — De telles dispositions, édictées par la loi française, sont-elles de nature à être appliquées par un tribunal étranger : telle est la question pratique que l'on peut poser en une matière de droit international qui n'a pas fait l'objet d'une convention entre Etats. L'auteur du projet se prononce pour l'affirmative : « On n'aperçoit pas, dit l'exposé des motifs, comment une Société de crédit, un banquier, un débiteur étranger consentiraient à remettre des titres sans exiger la seule pièce qui puisse valablement justifier des droits et des qualités des parties. Comment un dépositaire se contenterait-il d'un intitulé d'inventaire ou d'un acte de notoriété, alors que des mentions insérées auxdits actes spécifieraient expressément qu'ils ne peuvent valoir en

ce qui concerne les titres déposés à l'étranger? A quelles responsabilités ne s'exposerait pas celui qui consentirait à se libérer entre les mains de personnes qui, au regard de la loi de leur pays d'origine, ne possèdent pas qualité pour recevoir et donner décharge?... »

Mais, comme le remarque M. Lescœur (1), il semble qu'il y ait là une équivoque et même une erreur de droit. S'il s'agissait d'une question de capacité, la prétention serait justifiée, parce que la capacité des individus est régie par leur statut personnel. Mais cette question n'est pas ici en jeu. La preuve en est que rien d'équivalent n'est exigé des héritiers pour obtenir en France la délivrance des valeurs dépendant de la succession et que « l'héritier capable en France ne peut pas être incapable à l'étranger. » M. Lescœur compare cette prétention à celle qui tendrait à imposer aux Sociétés étrangères l'obligation de refuser à des héritiers français le transfert de titres nominatifs aussi longtemps qu'elles ne se seraient pas mises en règle avec notre loi de 1901 et il ajoute que celle-ci ne serait pas plus absurde que celle-là.

Les dispositions du projet de M. Caillaux affectent, en effet, d'une part, la forme des actes, et, d'autre part, les règles de la dévolution des successions. Or, en premier lieu, la forme des actes est régie par la *lex loci contractus* et, en second lieu, les règles concernant la saisine, suivant la presque unanimité des auteurs, relèvent exclusivement de la *lex rei sitæ*. « C'est la loi territoriale, dit M. Despa-

1. Pourquoi et comment... p. 131.

gnet (1), qu'il faut suivre pour trancher la question de savoir si l'héritier est de plein droit propriétaire et possesseur de l'hérédité. La saisine se rattache, en effet, à la transmission de la propriété des biens, ainsi qu'à la prescription et aux actions possessoires, en un mot, à l'organisation de la propriété, qui est d'ordre public et constitue le statut réel. » Et M. Lescœur en tire la conclusion que, « si, d'après la loi étrangère, l'héritier est saisi de plein droit, s'il n'a, d'après cette loi aucun besoin d'un envoi en possession pour pouvoir appréhender les biens héréditaires, il est évident que les paiements et restitutions effectués amiablement entre ses mains par l'établissement étranger, seront valables et libératoires, et que le débiteur ne sera pas exposé à payer une seconde fois (2). »

Toutefois, en constatant que le projet se présente surtout comme un instrument d'intimidation, il est permis d'observer que l'intimidation n'est pas sans produire d'effet et il y a tout lieu de croire que, s'il se transformait en un texte de loi, bon nombre de capitalistes hésiteraient davantage à envoyer leurs dépôts à l'étranger et que les banques étrangères exigeraient généralement la justification requise (3).

PROJETS ULTÉRIEURS

70. Elaborations successives. — Le projet Caillaux fut remanié entièrement par la Commission

1. *Droit international public*, n° 500.

2. *Les Coffres-forts et le fisc*, p. 298.

3. Lescœur, *Pourquoi et comment...*, p. 133.

de législation, qui fit rédiger par M. Ch. Dumont un nouveau texte, déposé le 18 novembre 1908 (1). Puis un autre fut élaboré par la Commission dite des jurisconsultes, créée par M. Caillaux et fonctionnant sous la présidence de M. Lyon-Caen. Cet autre texte, qui fut déposé le 12 juillet 1910, fut lui-même remanié par la Commission de législation fiscale et devint sous cette forme partie intégrante de la proposition Ch. Dumont du 25 octobre 1910. Nous nous garderons de donner une analyse de ces textes provisoires, pour n'en indiquer que les caractères essentiels.

71. Caractéristiques. — Ces nouveaux projets ne semblent guère avoir eu d'autre but que de tourner les difficultés signalées plus haut. Comme il avait été constaté que la loi française était impuissante à réaliser le but fiscal poursuivi, pour cette raison qu'elle ne pouvait refuser la saisine à des héritiers appelés à faire valoir leurs droits sur un territoire étranger, l'idée vint de leur refuser la vocation héréditaire elle-même, c'est-à-dire « la capacité d'héritier ou de recevoir par legs ou donations. »

Pour atteindre ce but, ils établissent que le titre de l'héritier sera affecté d'une condition résolutoire ou d'une condition suspensive : c'est-à-dire que l'héritier cessera de l'être si dans un certain délai il n'a pas demandé aux tribunaux de son pays l'envoi en possession spécial, ou bien il le sera seulement lorsqu'il l'aura obtenu dans ce délai. Dans le dernier projet, notamment, à défaut par l'héritier appelé de demander l'envoi en possession, la vocation hérédi-

1. Ch. des députés. Session extr. 1908, annexe 2.115.

taire est dévolue au degré suivant, de sorte que l'on compte qu'il s'établira entre tous les successibles éventuels une surveillance réciproque et une émulation capables de servir les intérêts du Trésor.

Mais on peut, d'abord, opposer à ce dernier système que les héritiers du degré subséquent ne seront que rarement initiés aux affaires du défunt, qu'ils ignoreront la plupart du temps les dépôts faits par le *de cuius* à l'étranger et que, par suite, l'émulation escomptée ne se produira pas.

En outre, et surtout, il est profondément immoral de « faire appel à l'intérêt personnel des successibles de degré subséquent pour découvrir et punir la fraude de l'ayant droit » et une loi se trouve jugée qui invite les membres d'une même famille à se dépouiller les uns les autres.

Enfin, au point de vue juridique, on peut encore douter qu'il soit au pouvoir d'une loi française de suspendre la vocation héréditaire aussi longtemps que n'aura pas été accordé l'envoi en possession, ce qui n'est guère autre chose en fin de compte que de refuser la saisine. De sorte qu'en dehors de l'effet d'intimidation signalé plus haut, il est permis de penser qu'une telle disposition serait inopérante.

72. Abandon momentané. — Ces difficultés ont jusqu'à présent empêché le projet d'envoi en possession spécial d'aboutir (1), mais peut-être est-il appelé à revoir le jour, si l'on en croit la déclaration faite récemment par M. Klotz, ministre des Finances (2).

1. Lescœur, *l'Enterrement de l'envoi en possession spécial*, dans la *Revue économique et financière*, du 18 juillet 1914.

2. Débats parl. Sénat. *J. off.*, 31 déc. 1917, p. 1.215.

§ 4. — Obligations des dépositaires à l'étranger relativement aux comptes-joints français (1).

73. Les banques étrangères ne sont pas soumises à la loi du 31 mars 1903. Les comptes-joints établis par des capitalistes français dans des banques étrangères mettent-ils à la charge de celles-ci des obligations analogues à celles qui sont imposées aux dépositaires français ?

M. le député Ch. Dumont n'a pas craint d'affirmer, en réponse à cette question, que la loi du 31 mars 1903 est applicable aux comptes-joints ouverts à l'étranger aussi bien qu'à ceux ouverts en France (2). Il a déclaré qu'un Français qui se fait ouvrir à l'étranger un de ces comptes-joints qui lui sont « interdits » en France commet nécessairement une fraude que « ne peut accepter un tribunal étranger, respectueux des principes du droit international, et il a manifesté son étonnement que le gouvernement français ait pu tolérer « que des banquiers étrangers, au mépris de la loi du 31 mars 1903, ouvrent des comptes-joints occultes à des Français. (3) »

Mais M. Ch. Dumont semble s'être abusé sur les effets de la loi de 1903, laquelle s'est contentée de

1. Nous ne nous préoccupons pas de la situation de ces dépôts au point de vue du paiement des impôts étrangers. Pour l'ensemble de la question V. Guilmard. *l'Evasion fiscale* ; Depuchault, *la fraude successorale par le procédé du compte-joint*, et une série d'articles dans *Clunet* 1911, p. 54-459-803-1097 ; Lescœur, *op. cit.* ; Petit pas, *les Comptes-joints en France et à l'étranger*. Giard et Brière.

2. Annexe 2. 115.

3. Lescœur, *les Coffres-forts et le fisc*, p. 315.

réglementer le compte-joint et ne l'a pas interdit, ainsi que nous avons eu l'occasion de le faire observer (n° 55). Par suite, un Français capable de s'en faire ouvrir en France conserve cette capacité à l'étranger dans les pays où ces comptes fonctionnent (1), et, d'autre part, les banquiers n'ont pas à en dénoncer l'ouverture.

74. Toutefois, elles peuvent, par ailleurs, être tenues de dénoncer les comptes-joints. — Que les banques étrangères n'aient pas à satisfaire aux prescriptions de notre loi de 1903, ce n'est pas à dire qu'elles ne soient pas amenées dans certaines conditions à faire connaître au fisc français les dépôts en question, et il ne faudrait pas croire que ceux-ci sont à l'abri de toute investigation.

En vertu d'un arrangement international, analogue à celui que nous avons avec l'Angleterre, l'ouverture d'un tel compte pourrait parfaitement devenir l'objet d'une communication de l'Administration étrangère. De même, il se peut que notre Enregistrement en ait connaissance par des moyens plus ou moins occultes, tels que dénonciation, lettre égarée, achat à l'étranger des listes de déposants français.

En outre, M. Guilmard fait remarquer qu'à défaut d'être régi par notre loi de 1903, le compte-joint à l'étranger reste soumis aux règles essentielles des contrats de dépôt et que l'on retrouve, d'autre part, dans toutes les législations « les mêmes restric-

1. Lescœur, *ibid.* V. également *l'évasion fiscale*, p. 99, où M. Guilmard, tout en signalant les dangers de cette combinaison, admet que « le compte-joint n'est pas, à l'étranger, soumis à des conditions de fonctionnement et de surveillance analogues à celles que nous avons en France depuis la loi de 1903. »

tions aux retraits lorsque le dépositaire est averti du décès du déposant ». Dans cette hypothèse « il est certain que le dépositaire est tenu de ne délivrer que les valeurs déposées qu'aux ayants droit justifiant de leurs droits de retirer, c'est-à-dire aux héritiers. » Or, l'Enregistrement, en tant que créancier des droits de mutation, a le droit de signifier une opposition à la banque étrangère, qui se trouve, dès lors, obligée d'en tenir compte.

CHAPITRE II

OUVERTURE DES COFFRES-FORTS PRIS EN LOCATION

SECTION I

ÉTAT ACTUEL DE LA LÉGISLATION. — ABSENCE D'OBLIGATION

75. Inapplicabilité de la loi du 25 février 1901 et du droit de communication. — Dans l'état actuel de la législation, les établissements de dépôt n'ont, en ce qui concerne les valeurs existant dans des coffres-forts loués, aucune vérification à subir ni aucune notification à faire, ni durant la vie, ni après la mort du client.

76. Motif. — Le contrat de coffre-fort, louage et non dépôt. — L'obligation imposée aux banquiers de se laisser exercer ou d'informer le fisc de la consistance des dépôts au décès des déposants n'est mise, en effet, à leur charge qu'en leur qualité de dépositaires, détenteurs ou débiteurs. Or, en la circonstance, ils n'ont aucune de ces qualités : le contrat de coffre-fort au sujet duquel on a soutenu qu'il était un dépôt, ou un prêt à usage, ou un contrat innommé (1), ou encore un louage d'indus-

1. V. cette solution énoncée dans un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 21 juillet 1899. On objecte que la théorie

trie, semble être plutôt un louage de choses (1).

Il répond exactement aux conditions posées par l'article 1709 du Code civil pour qu'il y ait louage de choses, savoir : que « l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer. » Tels sont bien l'objet du contrat et les obligations des parties que nous rencontrons dans notre hypothèse :

« Le client de l'établissement acquiert, moyennant le paiement d'une certaine somme, le droit de se servir, pendant un temps déterminé, d'un coffre-fort ou d'un compartiment de coffre-fort. Le coffre-fort, c'est la chose louée ; la somme payée périodiquement par le client, c'est le loyer (2). »

Comme tout bailleur, le banquier doit délivrer au preneur la chose louée, en « bon état de réparation de toute espèce » (art. 1719 et 1720), « entretenir la chose louée en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée » (art. 1719 2°), enfin « faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail » (art. 1719, 3°).

Au contraire, ses obligations seraient différentes de même que l'objet du contrat, s'il s'agissait d'un dépôt.

Ainsi que l'observe M. Lescœur (3), « à aucun moment et dans aucune mesure on ne peut dire que l'établissement entre en contact direct avec les objets

des contrats innommés semble ne pouvoir trouver de place que dans une législation formaliste pour s'appliquer aux contrats qui, ayant des caractères spéciaux, ne peuvent rentrer dans aucune des catégories établies *a priori*.

1. V. note de M. Wahl dans S. 1905, II, 59.

2. Lescœur, *les Coffres-forts et le fisc*.

3. *Ibid.*, p. 171.

qu'apporte le client ; il ne les a, en aucune façon, à sa disposition, puisqu'il n'a pas la clef, et que, en eût-il le double, il ne connaît pas la combinaison qui lui permettrait de s'en servir. » La même observation est faite ailleurs par M. Valéry : « le dépôt, observe-t-il, est essentiellement un contrat réel, il suppose de toute nécessité la remise d'une chose par l'un des contractants à l'autre : or, ici, cette condition indispensable fait totalement défaut, la convention étant parfaite par cela seul que le banquier et son client sont tombés d'accord sur les clauses suivant lesquelles le coffret sera mis à la disposition de ce dernier, alors même que rien n'y serait jamais renfermé. (1) »

En outre, le dépôt est essentiellement un contrat à titre gratuit (art. 1917 C. civil). Sans doute, peut-il y avoir rémunération au profit du dépositaire, mais c'est à la condition qu'elle ne soit pas l'exacte contre-partie du service rendu, et qu'elle manifeste une intention libérale chez le déposant. Or cette intention n'est évidemment pas celle du banquier, qui entend recevoir l'équivalent de ce qu'il donne.

On objecte que le contrat oblige le banquier à une surveillance étroite à laquelle n'est pas tenu un bailleur et qu'à la différence d'un preneur le client ne peut être astreint à aucune surveillance. Mais l'article 1725 du Code civil, d'après lequel le bailleur n'est pas tenu de garantir au preneur le trouble de fait, ne pose pas une règle qui soit de l'essence du bail. Elle repose sur ce motif que le trouble de fait, dans les conditions normales, provient d'un manque de surveillance du preneur, qui, occupant l'immeu-

1. *Traité de la location des coffres-forts*, p. 14.

ble, était mieux à même d'en assurer la garde et ne peut, par suite, en rejeter la faute sur le bailleur. Mais avec l'hypothèse inverse où c'est le bailleur qui reste en contact avec la chose, l'obligation doit pouvoir être renversée. C'est ce qui a été jugé en fait contre le bailleur d'une place dans une halle ou un marché, lorsque le bail oblige le preneur à se retirer pendant la nuit, ou encore contre un bailleur qui a préposé un concierge à la surveillance de l'immeuble loué et devient responsable lorsqu'un vol n'a été possible que par la faute du concierge, etc. (1). C'est, par suite aussi, ce qu'on peut décider en matière de louage de coffre-fort.

Enfin, on a opposé à cette thèse les formalités et conditions imposées au client pour accéder à son coffre. Mais là encore il n'y a pas exclusion de l'idée de bail, car il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait bail, que la jouissance de la chose appartienne au preneur d'une manière permanente et sans condition.

La loi de 1901 et les textes régissant le droit de communication sont donc inapplicables. Aussi bien, comment le banquier pourrait-il adresser au directeur de l'enregistrement la liste des titres, sommes ou valeurs contenus dans le coffre-fort, puisqu'il ne les connaît pas et n'a pas à les connaître ? Il semble qu'il y ait là un obstacle pratique à assujettir, du moins dans l'état actuel des textes, des bailleurs de coffres-forts à l'obligation de la loi de 1901.

Cette solution a été formellement reconnue à la tribune de la Chambre lors de la discussion de cette

1. V. note Wahl précitée.

loi (1). M. le député Bougère proposant l'assimilation au dépôt proprement dit des valeurs existant dans des coffres-forts loués, le Rapporteur général du Budget, M. Berteaux et le ministre des Finances, M. Caillaux, marquèrent la « grande différence » séparant les situations et M. Caillaux déclara que « si la Chambre acceptait l'amendement de M. Bougère, il n'y aurait aucune raison pour ne pas demander demain qu'au décès de toutes personnes on ouvre leurs coffres-forts en présence d'un agent de l'Enregistrement. » Elle est, enfin, acceptée par l'Administration elle-même, qui décide « que les établissements de crédit qui mettent en location des coffres-forts n'auront pas à aviser l'Administration du décès du locataire, alors même que les héritiers de celui-ci auraient dû le leur notifier pour être autorisés à ouvrir eux-mêmes le coffre-fort (2). »

77. Application possible. — Si l'obligation mise à la charge des dépositaires n'a pas été alors étendue aux bailleurs de coffres-forts, ce n'est pas à dire que l'assimilation fût impossible. Elle pouvait l'être, en effet, sans qu'il fût pris parti sur la nature du contrat. Il suffisait de décider qu'après la mort du locataire ses héritiers n'auraient pas le droit d'accéder au coffre hors la présence d'un employé de l'établissement ou d'un agent de l'Administration. C'eût été facilité par l'habitude qu'ont certains établissements d'exiger que les héritiers signent un procès-verbal d'ouverture du coffre-fort et de dé-

1. Il n'y a pas lieu d'en conclure que le caractère de bail a été reconnu législativement au contrat.

2. Instruction n° 3051.

charge. Les obliger alors de faire un relevé contradictoire du contenu eût été les mettre à même de fournir à l'Administration les renseignements utiles.

C'est, du reste, ce qui avait été introduit en Italie par la loi sur l'Enregistrement du 12 juillet 1888, article 111, en vertu de laquelle il est interdit aux héritiers d'ouvrir les coffres-forts, les caisses fermées, les enveloppes cachetées, etc., sans la présence d'un agent de l'établissement, ou, s'ils le préfèrent, du Receveur de l'Enregistrement ou de tout autre agent délégué à cet effet.

Il est vrai que ce qui n'a pas été réalisé à ce moment a été depuis proposé et risque de passer sous peu dans nos lois.

SECTION II

PROJETS DE LOIS

§ 1^{er}. — Proposition Ch. Dumont (1910).

78. Origine. — Une première tentative avait été faite en 1902 par M. Clémentel dans un amendement à la loi de finances de 1903 et n'avait alors donné lieu à aucun débat.

Elle fut reprise un peu plus tard par la Commission des jurisconsultes, qui elabora un nouveau texte présenté par M. Ch. Dumont. Ce projet n'ayant plus aujourd'hui qu'un intérêt documentaire, nous nous contenterons d'en donner seulement un aperçu (1).

1. V. le rapport sur cette proposition, en annexe au procès-verbal du 25 octobre 1910. *Doc. parl. Ch. des dép.*, n° 387.

79 Assujettis. — Les assujettis aux nouvelles obligations sont les personnes ou Sociétés qui se livrent habituellement à la location des coffres forts. Ce sont donc à la fois les établissements de crédit et les Banque privées. Ce seraient encore les établissements qui, comme en Angleterre et aux Etats-Unis, pratiqueraient la location des coffres-forts sans faire d'opérations de banque.

A cet égard, on peut remarquer que la portée du projet n'est pas supprimée par le droit de communication, puisque celui-ci ne s'applique qu'aux Sociétés par actions (1).

80. Obligations des banquiers. — I. — *Du vivant du locataire.* — Ces personnes ou ces Sociétés sont tenues :

1° De faire une déclaration à un bureau d'Enregistrement, avant toute opération ;

2° De tenir un registre sur lequel sont portés les noms de tous les locataires, avec l'indication du jour et de l'heure de toute demande d'ouverture du coffre-fort par un co-locataire ou par toute personne autre que le locataire lui-même, formalité qui doit permettre à l'Administration de faire, le cas échéant, la preuve de l'ouverture *post mortem* ;

3° De donner aux agents de l'Administration communication de ce registre et des contrats de location en cours ou expirés depuis moins de cinq ans.

La sanction de ces dispositions est une amende de mille francs en principal pour chaque contravention.

1. Elle ne le serait pas non plus par ce fait que les contrats de location de coffres-forts, étant des baux, sont soumis au droit d'enregistrement et par suite viennent à la connaissance de l'Administration, parce qu'ils ne sont pas enregistrés dans tous les cas.

II. — *A la mort du locataire.* — La personne ou Société propriétaire du coffre-fort devient passible d'une amende de mille francs à dix mille francs et responsable du paiement des droits et pénalités exigibles si, ayant connaissance du décès, elle a laissé ouvrir le coffre-fort sans l'accomplissement des formalités requises. Ces formalités sont prescrites de la manière suivante : « Aucun coffre fort tenu en location ne pourra être ouvert après le décès du locataire, de son conjoint ou de l'un des co-locataires qu'en présence du juge de paix ou, si les parties le requièrent, d'un notaire, qui dressera, en minute, un inventaire complet et détaillé de tous les titres, sommes, valeurs et objets quelconques qui y seront contenus. »

§ 2. — **Projet J. Thierry et Projet Klotz (1917).**

81. But. — Un autre projet a été élaboré récemment, déposé par M. J. Thierry le 22 juin 1917 (1) et repris peu de temps après par M. Klotz (2). De même que les précédents, il se propose de « faire cesser la quasi-immunité de fait dont jouissent les valeurs déposées dans les coffres-forts loués par les banquiers et les établissements de crédit » ; et, pour atteindre plus pleinement ce but, il vise à la fois les locations ordinaires et les locations conjointes.

1. Chambre des députés. Session de 1917. Annexe n° 3452.

2. La Commission des finances en a fait ordonner le renvoi aux bureaux par le Sénat en vue de l'examen par une commission spéciale (Séance du 30 déc. 1917, *J. Off.*, 31 déc.), mais il y a lieu de croire qu'il ne tardera pas à aboutir.

L'auteur déclare s'inspirer de la législation italienne, en en retranchant les dispositions concernant l'intervention directe des agents du Trésor, afin de respecter le désir des familles de conserver secrets les objets, papiers ou correspondances déposés par elles dans les coffres.

82. Obligations des banquiers. — I. DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LOCATIONS DE COFFRES-FORTS.
— Toute personne ou Société se livrant à la location des coffres-forts ou des compartiments de coffres-forts doit :

A. Du vivant du ou des locataires. — 1^o En faire la déclaration au bureau de l'enregistrement de sa résidence et s'il y a lieu, de chacune de ses succursales ou agences louant des coffres-forts ;

2^o Tenir un répertoire alphabétique non sujet au timbre, présentant les nom, prénoms, profession et domicile réels de tous les locataires de coffres-forts et le numéro du coffre-fort loué ;

3^o Inscire sur un registre ou carnet établi sur papier non timbré et avec indication de la date et de l'heure auxquelles elles se présentent, les nom, adresse et qualités de toutes les personnes qui veulent procéder à l'ouverture d'un coffre-fort et exiger que ces personnes apposent leur signature sur ledit registre ou carnet ;

4^o Représenter lesdits répertoires, registres ou carnets à toute demande des agents de l'Enregistrement.

Il n'est plus question dans notre texte de la communication des contrats expirés depuis moins de cinq ans. L'auteur paraît avoir tenu compte d'une

critique formulée par M. Lescœur à l'adresse du projet Ch. Dumont. « Qu'est-ce que cela peut faire à l'Enregistrement, disait-il, que j'aie eu, il y a trois ans, un coffre-fort en location au Crédit Lyonnais ? Est-ce que cela lui apprendra de quelles valeurs mobilières je suis *actuellement* propriétaire ? » Il attribuait cette erreur à une comparaison sans fondement qu'avait dû faire le rédacteur avec l'hypothèse des contrats d'assurances contre l'incendie, qui fournissent à l'Enregistrement des renseignements utiles, à condition qu'ils ne soient pas antérieurs au décès de plus de cinq années (lois du 25 février 1901, article 1^{er} et du 31 mars 1903, article 6). L'hypothèse, est, en effet, toute différente, parce qu'il s'agit alors de contrats en cours, portant un relevé détaillé des meubles avec leur estimation et remontant à une date assez récente pour qu'ils puissent aider à déterminer approximativement la valeur actuelle.

B. *Au décès du locataire ou de l'un des locataires ou du conjoint de l'un d'eux.* — Ne pas laisser ouvrir le coffre lorsqu'il a connaissance du décès, hors la présence du notaire, s'il y a accord entre les parties ou du juge de paix, s'il y a désaccord, afin que cet officier public soit en mesure de faire un inventaire complet et détaillé de tous les titres, sommes, valeurs ou objets quelconques qui y sont contenus.

II. — DISPOSITIONS SPÉCIALES A LA LOCATION CONJOINTE OU AVEC CONSTITUTION DE MANDATAIRE. — En ce cas, le bailleur doit :

1. Recevoir de toute personne, quelle que soit sa

qualité, qui se présente pour ouvrir un coffre « tenu en location et dont elle ne sera pas le seul locataire » (1), une attestation sur papier non timbré, certifiant qu'elle n'a pas connaissance du décès, soit du locataire ou de l'un des co-locataires, soit du conjoint de ce locataire ou co-locataire (art. 36) ;

2. Représenter ces attestations à toute réquisition des agents de l'enregistrement.

Enfin, disposition indépendante des obligations du bailleur, il est décidé, comme en matière de comptes collectifs de dépôt, que les sommes, titres, valeurs ou objets trouvés dans un coffre-fort loué conjointement à plusieurs personnes sont réputés, jusqu'à preuve du contraire, être la propriété conjointe de ces personnes et dépendre pour une part virile de la succession de chacune d'elles.

83. Application de ces dispositions aux plis cachetés remis en dépôt. — L'article 40 porte que cette réglementation est applicable aux plis cachetés remis en dépôt aux banquiers, changeurs, escompteurs et qu'elle entraîne les mêmes obligations pour les personnes faisant profession de recevoir ces plis.

84. Sanctions. — 1^o Lorsque le banquier a laissé ouvrir le coffre hors la présence d'un notaire ou du juge de paix alors qu'il avait la connaissance du décès, il est responsable des droits et pénalités

1. Cette rédaction nous paraît défectueuse, puisque, tout en visant « toute personne, quelle que soit sa qualité », y compris par conséquent le mandataire, elle ne semble ensuite ne viser que le locataire conjoint par ces termes : « et dont elle ne sera pas la seule locataire ».

exigibles en raison des sommes, titres, valeurs ou objets contenus dans le coffre-fort et tenu également d'une amende de 100 à 10.000 francs en principal ;

2° En ce qui concerne les obligations à lui imposées durant la vie du locataire, elles sont sanctionnées par une amende de 100 à 5.000 francs.

Enfin, le refus de communication donne lieu à l'astreinte de 100 francs par jour de retard prévu par l'article 5 de la loi du 17 avril 1906.

Relativement aux peines du refus de communication il règne dans le texte une certaine obscurité. L'article 41 dispose, en effet, que « toute infraction aux dispositions des articles 39 et 40 est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs » et, d'autre part, que « l'article 5 de la loi du 17 avril 1906 est applicable en cas de refus de communication des documents visés à l'article 39 ». Or, l'article 5 de la loi de 1906 en même temps qu'il établit une astreinte, fixe le taux de l'amende, antérieurement établie, entre 1.000 et 10.000 francs. Il résulterait de la combinaison de nos deux textes que le banquier encourt à la fois l'amende de 100 à 5.000 francs prévue par le projet, et l'amende de 1.000 à 10.000 fr. de la loi du 17 avril 1906. Il nous paraît préférable d'admettre que le renvoi à la loi de 1906 ne vise que l'astreinte. Dans ces conditions, la seule amende de 100 à 5.000 francs serait encourue.

85. Efficacité. — Il semble qu'une telle réglementation doive être efficace, tant à cause des fortes pénalités qui la sanctionnent, qu'en vertu de ses dispositions elle-mêmes. Les prescriptions en matière de location conjointe, notamment, paraissent être

un obstacle aux ouvertures *in extremis* qui avaient été signalées comme restant possibles après le précédent projet (1).

1. Lescœur, *les Coffres-forts et le fisc*, p. 271.

TROISIÈME PARTIE

OBLIGATIONS DES BANQUIERS A L'OCCASION DES OPÉRATIONS DE GUICHET

CHAPITRE PREMIER

OPÉRATIONS DE BOURSE (1)

86. Nouvelle emprise du fisc. — Aux obligations précédentes, la loi du 28 avril 1893 est venue en ajouter de nouvelles et elle a marqué une étape de l'emprise du fisc sur les banquiers. Ceux-ci désormais ne le servent plus seulement indirectement ; ils perçoivent à sa place l'impôt dû par leurs clients sur une certaine catégorie d'opérations et le versent ensuite pour leur compte au Trésor.

1. V. spécialement sur cette matière : Maguéro, *Traité de l'impôt sur les opérations de Bourse*. Extrait du *Traité alphabétique*. — Lyon et Teissier, *les Opérations de Bourse et l'impôt du timbre*.

§ 1^{er}. — Assujettis

87. Conditions de l'assujettissement. — « Qui-conque, dit la loi du 28 avril 1893, fait *commerce habituel* de recueillir des offres et des demandes de valeurs de Bourse, doit... »

Cette expression devrait exclure de l'application de la loi tout banquier qui renonce à recueillir, pour les faire ensuite exécuter, les offres et demandes de ses clients, et ne fait d'opérations que pour son compte, savoir : des opérations directes ou de contre-partie. C'est notamment, l'opinion de M. Wahl (1), mais qui est rejetée par l'Administration et la juris-dence (2).

Elle exclut aussi toute personne qui n'est pas un professionnel et qui ne fait ces opérations qu'acci-dentellement.

Par contre, il n'est pas nécessaire qu'elle en fasse l'objet principal de son commerce : il suffit qu'elle les accomplisse à titre habituel. « Pour tomber sous l'application de la nouvelle loi, dit une Instruction de la Régie (3), il n'est pas nécessaire qu'une per-sonne fasse de la réception des ordres de Bourse l'objet exclusif ou même principal de ses opérations ; il suffit qu'elle se livre habituellement à ce com-merce. »

Peu importe, également, que l'intermédiaire prête son concours gratuitement (4).

1. *Régime fiscal des Sociétés*, p. 583 et 585.

2. V. *Infra* (n° 114) ce que la Jurisprudence et la Régie consi-dèrent comme opérations directes licites.

3. Inst. 2848.

4. Inst. précitée.

Notre texte exclut en outre les maisons qui ne servent d'intermédiaires que pour les seules opérations de vente, comme par exemple celles qui sont nécessitées par la réalisation des titres remis en nantissement.

88. Banques installées en France. — Les établissements de crédit et banquiers privés, lorsqu'ils en font leur commerce habituel, sont soumis aux obligations imposées aux intermédiaires, et, de même que le siège central, les succursales et agences des établissements de crédit. Toutefois, en ce qui concerne celles-ci, il faut, pour qu'elles soient assujetties, qu'elles aient une certaine autonomie, qu'elles puissent faire des opérations et exécuter des ordres de Bourse directement, sans passer par l'établissement principal. Des employés locaux qui seraient de simples agents de transmission, n'ayant qualité ni pour placer des titres par vente directe, ni pour donner des ordres d'achat ou de vente à un agent de change ou à un coulissier ne devraient pas être assujettis.

Il a même été décidé qu'une agence, qui reçoit les ordres de Bourse et les transmet à l'agent de change en en avisant immédiatement l'établissement principal, n'est pas astreinte à la tenue du répertoire, si l'exécution de l'ordre est notifiée par l'agent de change à l'établissement principal et par celui-ci au donneur d'ordre, l'agence n'intervenant que pour effectuer le règlement (1).

Il devrait être décidé de même en ce qui concerne les bureaux de quartier.

1. Sol. 11 juillet 1894; V. Maguéro, *Traité de l'impôt sur les opérations de Bourse*, p. 62.

89. Succursales françaises et correspondants des établissements étrangers. — Les correspondants étrangers et les succursales des établissements étrangers sont aussi soumis à ces obligations. En effet, le droit de timbre, qui est un droit d'acte, frappe toutes les opérations faites en France. En outre, la loi de 1893 ne fait pas de distinction de nationalité; et la tendance nettement marquée de notre législation, ainsi que nous l'avons constaté en étudiant le droit de communication, est de les assimiler, dans leurs rapports avec le fisc, aux établissements français. Enfin la solution contraire favoriserait sans raison les intermédiaires étrangers et on peut dire également que, pour les valeurs cotées, le monopole des agents de change ne serait pas sauvegardé, si l'obligation de présenter un bordereau n'était imposée qu'aux intermédiaires français (1).

90. Etablissements à l'étranger. — A. *Opérations à l'étranger.* — En ce qui concerne les opérations faites à l'étranger, la taxe n'est pas due, qu'il s'agisse d'un établissement étranger ou d'une succursale à l'étranger d'un établissement français; et, par suite, aucune des obligations accessoires n'est imposée aux intermédiaires. La taxe sur les opérations de Bourse, étant un droit de timbre, n'est pas due sur un acte rédigé à l'étranger, tant qu'il n'en est pas fait usage en France, soit dans un acte public, soit dans une déclaration quelconque, soit devant une autorité judiciaire et administrative. En outre, il ne dépend pas du législateur français d'exi-

1. Wahl, *Régime fiscal des Sociétés et des Valeurs mobilières* t. I, p. 585, n° 1142.

ger des intermédiaires étrangers qu'ils tiennent un répertoire, qu'ils le communiquent au fisc français et qu'ils lui en fassent parvenir des extraits. Sans doute, les opérations faites à l'étranger produisent leurs conséquences en France, mais « il n'y a ni texte, ni principe qui permette d'exiger un impôt, et surtout un droit de timbre, sur les actes étrangers, par cela seul qu'ils produisent des conséquences en France » (1).

Cette solution, quoique préjudiciable aux intérêts du Trésor, car elle amène les intéressés à faire effectuer sur les marchés étrangers les opérations sur valeurs cotées en France, n'en paraît donc pas moins certaine.

B. *Opérations par correspondance sur les marchés français.* — En ce cas, également, la taxe n'est pas applicable, parce que le bordereau, s'il en existe un, est nécessairement rédigé au lieu où est établi l'intermédiaire ; et, du reste, la régie n'ayant aucun moyen de se procurer les livres, serait dans l'impossibilité de faire la preuve. Toutefois, le Trésor ne sera pas, en général, frustré comme dans l'hypothèse précédente, parce qu'il aura fallu recourir à un sous-intermédiaire français, lequel aura payé l'impôt.

§ 2. — Obligations des assujettis

I. — DÉCLARATION D'EXISTENCE

91. Prescriptions relatives à la déclaration. — Les banquiers, comme tous intermédiaires

1. *Ibid.*, p. 589, note 4.

en matière d'opérations de Bourse (1), sont tenus de faire une déclaration préalable à l'Administration de l'Enregistrement (art. 30). Cette déclaration est reçue sur un registre spécial arrêté le dernier jour de chaque mois.

Elle est faite « tant au bureau de l'Enregistrement du siège de l'établissement principal des assujettis qu'au bureau du siège de chacune des agences ou succursales qu'il possède. Elle doit être renouvelée, en cas de changement de siège, au bureau correspondant. Enfin, elle doit être faite au fur et à mesure de la création de nouvelles agences ou succursales, et, dans ce cas, elle doit intervenir avant que le déplacement ou la création qui y donne lieu ne soit accomplie (2).

La déclaration concernant le siège principal est signée par le chef de l'établissement ou en vertu de sa procuration, et, s'il s'agit d'une Société, par ses représentants légaux ou leurs fondés de pouvoirs.

La déclaration faite au siège de l'établissement principal contient la désignation de chacune des agences ou succursales ou indique qu'il n'en existe pas. En outre, s'il s'agit d'une Société, elle fait connaître, le cas échéant, les noms des associés solidai-
rement responsables et rappelle le titre constitutif de la Société.

Celle qui est souscrite au siège des agences ou

1. En ce qui concerne les agents de change, la déclaration est remplacée par la mention, faite par le receveur sur son registre, de la date de leur nomination.

D'autre part, sont dispensés de la déclaration : les fonctionnaires servant d'intermédiaires, savoir : les trésoriers-payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances.

2. Instruction 2840, p. 12.

succursales contient la désignation de l'établissement principal.

L'assujetti peut en demander récépissé. Cette pièce, de nature à former titre, doit être rédigée au timbre de dimension.

92. Sanction. — Le défaut de déclaration d'existence est puni d'une amende de 100 à 5.000 francs.

II. — TENUE D'UN RÉPERTOIRE

93. Enoncé de l'obligation. — Art. 30... Les mêmes personnes doivent tenir un répertoire visé et paraphé par le Président ou par l'un des Juges du Tribunal de commerce, et sur lequel elles inscriront chaque opération jour par jour, sans blanc ni interligne et par ordre de numéros.

.

94. Opérations inscrites. — Doivent être inscrites au répertoire les opérations soumises à la taxe, c'est-à-dire celles qui ont pour « objet l'achat ou la vente au comptant ou à terme » (1), auxquelles il faut assimiler les opérations d'émission accompagnées d'un contrat de prise ferme, car l'écoulement des titres dans le public revêt alors le caractère d'une vente.

Il n'est pas fait de distinction selon la forme sous laquelle elles sont effectuées, ou selon la validité ou la nullité des opérations.

1. Se reporter pour l'énumération de ces opérations aux traités spéciaux.

Les opérations non imposables doivent-elles être également portées au répertoire? Le décret donne une solution affirmative, en raison de leur caractère d'opérations d'ordre, pour les compensations, et cette solution est étendue par la Régie à toutes les autres, notamment aux émissions. Il semble que ce soit une extension abusive et elle est effectivement critiquée par M. Wahl (1).

Lorsque les succursales font exécuter des opérations par l'intermédiaire d'un établissement principal, celui-ci devrait, de son côté, mentionner sur son propre répertoire, les opérations auxquelles il prend part ou qu'il exécute sur l'ordre de la succursale. Toutefois, dispense a été accordée de cette formalité, si l'opération figure sur le répertoire de la succursale de l'intéressé et est émarginée du nom de l'agent de change et du numéro de son répertoire (2).

95. Mentions à inscrire pour chaque opération. — Le répertoire doit contenir pour chaque opération les indications ci-après :

Col. 1. — Numéro d'ordre ;

Col. 2. — Date de l'opération. Le banquier qui n'est que transmetteur d'ordre peut n'inscrire l'opération que le jour où l'avis d'exécution lui est parvenu (3) ;

Col. 3. — Nom du donneur d'ordre. Ce nom est celui du client pour l'assujetti qui reçoit l'ordre en premier lieu et, pour les autres, celui des transmetteurs successifs ;

1. *Régime fiscal des Sociétés*, p. 604.

2. Sol., 18 juin 1902.

3. Sol., 11 juillet, 8 août 1914.

Col. 4. — Catégorie à laquelle appartient l'opération, savoir :

Achat ou vente au comptant ;

Achat ou vente à terme ferme ;

Achat ou vente à prime ;

Report ;

Opération d'ordre ayant pour objet de compenser entre elles, au point de vue du règlement des comptes, deux ou plusieurs opérations antérieures ;

Col. 5. — Lorsqu'il s'agit d'une opération à terme, date de l'échéance ;

Col. 6. — Nature des titres ;

Col. 7. — Nombre des titres, pour les valeurs qui se négocient à l'unité de litre, et montant, pour les valeurs qui sont cotées par taux de rente ;

Col. 8. — Taux de l'opération, par unité de titre ou taux de rente suivant les distinctions qui viennent d'être indiquées ;

Col. 9. — Valeur totale des titres sur lesquels a porté l'opération, sans les accessoires portés sur le bordereau (courtage, timbre, frais d'envoi, etc.) ;

Col. 10. — Valeur totale des titres, déduction faite des versements restant à effectuer sur les titres non entièrement libérés ;

Col. 11. — S'il y a lieu, soit le nom de l'agent de change qui a concouru à l'opération, soit le nom et le domicile du mandataire substitué, par l'intermédiaire duquel l'opération a été faite, soit le nom et le domicile de la personne qui en a fait la contrepartie, lorsque ces deux derniers sont au nombre des personnes désignées dans l'article 29 de la loi du 28 avril 1893.

Ainsi, en ce qui concerne les banquiers, celui qui a traité directement avec l'agent de change portera

dans la onzième colonne de son répertoire le nom de ce dernier, et, en outre, selon la Régie, le domicile de cet agent lorsqu'il n'appartient pas à la même classe que lui. Au contraire, celui qui a eu affaire à un transmetteur d'ordre, comme la succursale au siège principal, donnera ces indications sur son mandataire substitué.

Cette onzième colonne reste en blanc lorsque celui qui tient le répertoire a conclu l'opération de vente ou d'achat directement avec un tiers non assujetti. C'est ce qui se présente notamment pour les établissements de crédit qui vendent et achètent des titres à guichet ouvert.

La Régie, dans son Commentaire, fait observer que « les indications de la colonne 11 des répertoires serviront de moyen de contrôle aux agents pour la surveillance du paiement de l'impôt. Dès qu'une contradiction se manifeste entre le répertoire de l'un des assujettis et le répertoire de l'autre, les écritures de tous les deux sont ouvertes aux investigations de l'Administration (1) ».

Col. 12. — Montant du droit afférent à l'opération, sauf en ce qui concerne : *a)* les opérations à prime ; *b)* les opérations d'ordre prévues au n° 4 ; *c)* les opérations qui donnent lieu à la désignation de l'agent de change qui a effectué l'opération ou du mandataire substitué.

La raison d'être de ces exceptions est que : 1° les opérations à prime demeurant en suspens jusqu'à la réponse des primes, la liquidation immédiate de l'impôt est impossible, faute de base ; 2° les opéra-

1. Instr. 2840.

tions d'ordre, en raison de leur caractère d'ordre, ne donnent pas ouverture à la taxe ;

3^o Pour les opérations faites par l'entremise d'un agent de change ou d'un mandataire substitué, le droit est acquitté par cet agent ou mandataire sur le répertoire duquel elles figurent déjà.

En dehors des inscriptions à porter à l'intérieur des 12 colonnes prévues par le règlement, il y aurait lieu encore d'émarger la date du paiement des droits sur les opérations portées pour ordre ou en bloc à l'extrait (*infra*, n^o 106).

De même, lorsque les assujettis usent de la faculté d'employer certaines abréviations dans les extraits, ils doivent transporter au répertoire les mentions qui doivent figurer sur l'extrait, savoir : le numéro du bordereau de l'agent de change, le numéro et la date sous lesquels l'opération figure au répertoire du mandataire substitué (1).

96. Nombre de volumes. — Le décret porte que le répertoire peut être divisé en deux volumes, l'un destiné à l'inscription des opérations au comptant, l'autre destiné à l'inscription des opérations à terme et des reports, (article 3).

Il est également loisible aux intéressés, à la condition d'en informer par écrit le Directeur de l'Enregistrement, de tenir pour les marchés à terme deux répertoires relatifs l'un aux rentes françaises et l'autre aux autres valeurs.

De même le Directeur de l'Enregistrement autorise pour les rentes françaises la tenue de répertoires spéciaux *fin courant* et *fin prochain* (2). Il autorise

1. Instr. 2848-15.

2. Sol., 13 juin 1893.

les Sociétés de crédit à subdiviser les répertoires tenus par leurs agences en deux volumes destinés à l'inscription, l'un des affaires traitées par l'intermédiaire du siège central, l'autre des placements directs à guichet ouvert (1). Enfin d'autres divisions peuvent être permises, pour certaines spécialités de valeurs, ou par périodes déterminées, pourvu que les volumes ainsi créés réunissent les conditions prescrites pour le répertoire unique.

Par une modification inverse, les agents de change peuvent fusionner leur répertoire avec le livre dont la tenue leur est imposée par l'article 84 du Code de commerce, à condition d'y inscrire tous les renseignements exigés par la loi et le règlement.

97. Forme. — Les indications sont données par colonnes se suivant d'après un modèle annexé au décret du 20 mai 1893. Toutefois, les assujettis peuvent être autorisés, soit à modifier cet ordre, soit à ajouter des colonnes supplémentaires.

Une solution du 26 juin 1893, notamment, a autorisé le déboulement des colonnes 3 et 11 de manière à séparer les acheteurs et les vendeurs avec leurs contre-parties réciproques.

Les inscriptions sont portées jour par jour, sans blanc ni interligne, et par ordre de numéros.

Le répertoire, établi sur papier non timbré, doit être visé ou paraphé par le président ou par l'un des juges du Tribunal de commerce ou du Tribunal civil à défaut du Tribunal de commerce, dans le ressort duquel se trouve le siège de l'établissement.

Les répertoires spéciaux dont un certain nombre

1. Sol., 30 janvier 1897.

de feuillets n'ont pas été utilisés peuvent être arrêtés par une mention pour fin de répertoire, datée et signée.

Mais la série des numéros doit continuer sur le répertoire correspondant qui suit (1).

98. Modes particuliers d'inscription. — Les achats ou les ventes réalisés le même jour pour le compte d'une seule et même personne, et en exécution d'un ordre unique, donnant lieu à une seule liquidation de l'impôt, peuvent figurer au répertoire de l'intermédiaire, soit sur une seule ligne, soit sur plusieurs lignes réunies par des accolades, sauf indication des diverses personnes qui ont fait la contrepartie (2).

Si des ordres individuels ont été groupés en un ordre collectif, le transmetteur d'ordre doit indiquer séparément sur son répertoire chaque ordre individuel et l'émarger du numéro du bordereau, ou, le cas échéant, du numéro du répertoire du mandataire substitué (3).

Au cas d'émission après contrat de prise ferme, en vue d'éviter à l'établissement de crédit le travail que nécessiterait l'inscription au répertoire de chaque souscription, l'Administration se réserve d'autoriser une inscription en bloc, à la condition que l'impôt soit liquidé sur un minimum de 1.000 francs par titre.

99. Sanction. — Toute inexactitude ou omission est punie d'une amende du vingtième des valeurs

1. Sol., 23 juin 1893.

2. Instr. 2848.

3. Sol., 14 décembre 1894; R. E., n° 902.

sur lesquelles elle a porté, sans que cette amende puisse être inférieure à 3.000 francs.

Il y a lieu, d'ailleurs, de préciser le sens du mot omission. En droit fiscal, ce terme s'applique seulement aux lacunes, voulues ou non, qui ont entraîné une insuffisance de perception. L'amende du vingtième ne peut donc être encourue que pour les omissions complètes d'opérations et non pour celles qui portent sur une ou plusieurs mentions exigées par la loi. Les inexactitudes doivent être également comprises dans le même sens et notre texte doit s'appliquer uniquement à celles qui ont pour effet d'altérer la base de la perception, soit par exemple, en indiquant faussement une contre-partie ou un mandataire substitué, soit en donnant de fausses indications sur la valeur, l'échéance, le taux de la négociation, le nombre des titres.

Toutes autres omissions ou inexactitudes et toute autre infraction aux dispositions de la loi sur le répertoire sont punies d'une amende de 100 à 5.000 francs. Ce sont, par exemple : (1)

1° L'omission du droit afférent à l'opération dans la colonne 12 du répertoire quand l'assujetti, au lieu de consigner, paie le montant exact du droit exigible ;

2° L'inscription d'une opération à une date postérieure à celle où elle aurait dû y figurer (2) ;

3° Le fait d'avoir laissé des lignes en blanc après chaque échéance, etc.

Ne donnent pas ouverture à l'amende :

1° Les inscriptions surabondantes, lorsqu'elles

1. V. Maguero, *loc. cit.*, p. 93.

2. Sol., 11 août 1894.

sont faites sans intention de fraude, parce qu'elles n'empêchent pas, en principe, l'inscription jour par jour des opérations à porter ;

2° Le rappel après les journées du 10 et du 25, et sous leur numéro primitif, des opérations portées pour mémoire sur un extrait antérieurement délivré, dans le but de faciliter l'établissement des extraits bi-mensuels.

III. — REMISE D'EXTRAITS. — PAIEMENT DES DROITS

100. Taux de l'impôt. — Le taux de la taxe sur les opérations de Bourse, fixé par la loi de 1893 à 0,05 par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs, sans décime, à la charge du vendeur et autant à la charge de l'acheteur, a été doublé par la loi du 31 décembre 1907, article 8, et porté à 0,15 par la loi du 15 juillet 1914.

Il est réduit, toutefois, dans deux hypothèses. Pour les rentes françaises, il est de un centime et quart (0,0125). Il est, d'autre part, de 0,00625 par 1.000 francs pour les opérations de report sur la rente française et 0,0375 pour les mêmes opérations sur toutes autres valeurs, françaises ou étrangères.

101. Paiement par les intermédiaires. — Ce sont les intermédiaires (agents de change pour les valeurs cotées et agents de change ou autres intermédiaires pour les autres valeurs et les opérations directes) qui sont tenus d'acquitter les droits sur les opérations de Bourse et chacun pour l'opération qu'il a faite, savoir : l'un les droits sur l'achat, l'autre les droits sur la vente. Si l'une des parties

n'est pas assujettie, « le total des droits applicables à l'opération sera payé par elle, sauf son recours contre l'autre partie » (L. 1893, art. 31, alinéa 2). La Régie applique ce texte aux opérations faites à l'étranger. « D'une part, en effet, elles ne sont point dispensées de l'inscription au répertoire, puisqu'aux termes de la loi toutes opérations faites par un assujetti doivent y figurer, et, d'autre part, elles rentrent nécessairement dans la catégorie de celles qui sont visées par le dernier alinéa de l'article 31 de la loi, puisqu'en ce qui les concerne la contre-partie est toujours faite par une personne non soumise à la tenue du répertoire » (1). Cette opinion, qui semble conforme à la première partie de notre texte, est combattue par M. Wahl (2), qui soutient que l'article 31 n'est applicable que dans le cas où les deux intermédiaires sont assujettis l'un et l'autre à la taxe ; et, de fait, l'on ne voit pas que l'intermédiaire français puisse avoir un recours contre l'intermédiaire étranger qui n'est pas tenu de la taxe.

102. Mode de paiement. — L'intermédiaire a le choix entre deux procédés :

1° Ou bien consigner les droits sur toutes les opérations sujettes ou non à l'impôt : en ce cas la somme perçue en trop devrait être restituée si l'assujetti fournissait les indications complémentaires ;

2° Ou bien acquitter le montant exact des droits seulement sur les opérations sujettes à l'impôt, en en présentant le décompte, accompagné de diverses autres indications, que nous étudierons avec le contenu des extraits.

1. Instr. 2840, p. 21.

2. *Régime fiscal des Sociétés*, p. 609.

103. Remise d'extraits. — « La perception des droits s'effectue au vu d'extraits du répertoire déposés périodiquement au bureau désigné par l'Administration ».

104. Assujettis à cette obligation. — La remise d'extraits incombe à tous les assujettis désignés ci-dessus, parmi lesquels il y a lieu de signaler spécialement les agences ou succursales des établissements de crédit. En ce qui les concerne, les extraits déposés doivent porter le numéro du répertoire du siège social, lorsque les opérations lui ont été transmises, à moins que ce numéro ne soit inscrit sur leur propre répertoire.

Pour les agents de change, la Régie admet que les extraits soient remplacés par un bordereau récapitulatif fourni par la Chambre syndicale. Ce bordereau, certifié par le syndic et produit aux époques réglementaires, fait connaître pour chaque charge le montant des droits exigibles.

Cette solution est admise par la Régie pour toutes les places qui ont une Chambre syndicale, alors même que leur Bourse ne serait pas pourvue d'un parquet (1).

105. Forme des extraits. — Ces extraits sont établis le 10 et le 25 de chaque mois.

Ils comprennent les opérations portées au répertoire entre les dates où ils doivent être arrêtés. Y figurent pour mémoire, les opérations au comptant ayant moins de dix jours de date et les opérations à terme dont l'échéance n'est pas survenue depuis

1. Déc. du Min. des Fin., 14 juin 1893. Sol. 18 juillet 1893.

dix jours au moins, lesquelles sont reprises en tête de l'extrait suivant. Quant à celles qui ont été faites à l'un de ces deux jours, les assujettis peuvent ou non les y porter ; mais, leur choix fait une fois pour toutes, ils doivent s'y conformer (1).

Les extraits doivent reproduire exactement, dans le même ordre et avec leur numéro, sans lacune ni interruption, les indications du répertoire. En vertu de cette concordance, la division du répertoire entraîne celle des extraits : ainsi pour la division entre opérations à terme et opérations au comptant et la division par liquidation.

Ils sont totalisés, certifiés par le débiteur ou son mandataire désigné spécialement à cet effet et déposés : 1° entre le 10 et le 15 ; 2° entre le 15 et le dernier jour du mois. Si le dernier jour du délai est un dimanche ou jour férié, le dépôt des extraits, comme le versements des droits, est effectué la veille au plus tard. Cette obligation n'existerait pas pour un extrait qui serait complètement négatif, au cas où le répertoire ne relaterait aucune opération (2). Par contre, le dépôt est obligatoire pour l'extrait qui ne mentionnerait que des opérations exemptes de la taxe, soit qu'elles y aient été portées pour mémoire, soit que le droit y afférent ait été acquitté par un assujetti autre que l'auteur de l'extrait (3).

106. Mode particulier d'inscription. — Groupage. — Les opérations à terme mentionnées pour mémoire, parce que leur échéance n'est

1. Sol. 2 mai 1894.

2. Sol., 30 sept. 1893, *R. E.* n° 883.

3. Sol., 23 sept. 1893.

pas survenue depuis dix jours au moins peuvent être groupées tant sur le premier extrait que sur ceux à la tête duquel elles sont ensuite reportées, à l'exception du dernier, c'est-à-dire de celui au vu duquel la taxe est perçue. A cette inscription est jointe la mention « affaire non liquidée ».

Il en est de même : 1° des opérations exemptes de droit (compensation, escompte) ;

2° Des opérations au comptant ou à terme pour lesquelles la taxe a été payée ou doit l'être par un autre assujetti.

107. Mentions obligatoires. — Quel que soit le mode de paiement adopté par l'assujetti, qu'il opte pour la consignation ou qu'il veuille s'en affranchir, il doit porter sur l'extrait un certain nombre d'indications, qui suffisent en cas de consignation et doivent être complétées dans le cas contraire. Ce sont, présentés dans des colonnes distinctes :

- 1° Le numéro du répertoire ;
- 2° La date de l'opération ;
- 3° La catégorie à laquelle appartient l'opération ;
- 4° Lorsqu'il s'agit d'une opération à terme, la date de l'échéance ;
- 5° La valeur des titres sur lesquels a porté l'opération, déduction faite des versements restant à effectuer sur les titres non entièrement libérés, ou, lorsqu'il s'agit de marchés à primes et que les primes ont été abandonnées, la valeur de ces primes.

108. Mentions facultatives. — Si l'assujetti ne veut pas avoir à avancer les droits sur les opérations non soumises à l'impôt, il doit fournir le décompte des droits exigibles, accompagné, le cas

échéant, d'indications complémentaires à l'effet de désigner l'assujetti chargé d'acquitter la totalité de l'impôt ou la moitié, ou de faire apparaître que l'opération n'est pas sujette à l'impôt.

Ce sont :

1° Le nom de l'agent de change qui a concouru à l'opération, et d'après une solution de la Régie, le domicile de cet agent s'il appartient à une autre place que celle sur laquelle opère l'assujetti, avec la date et le numéro du bordereau délivré par lui ;

2° Les nom et domicile du mandataire substitué avec la date et le numéro sous lesquels l'opération figure au répertoire de ce dernier ;

3° Les nom et domicile de la contre-partie avec la date et le numéro sous lesquels l'opération figure à son répertoire ;

4° S'il s'agit des opérations d'ordre, numéros sous lesquels figurent au répertoire les opérations qu'il s'agit de compenser.

109. Sanctions. — Lessanctions sont les mêmes que celles des dispositions relatives au répertoire.

Entraînent donc une amende du vingtième des valeurs sur lesquelles a porté l'insuffisance de perception :

1° L'omission sur l'extrait d'une opération portée au répertoire, car c'est l'extrait qui sert de base à la perception ;

2° L'omission d'une opération également omise sur le répertoire ; mais dans ce cas il n'est dû qu'une seule amende ; etc.

Il nous paraît douteux que cette amende doive être encourue au cas d'omission d'une opération qui ne devait être portée que pour mémoire, car, si

cette omission ne s'est pas reproduite sur l'extrait qui a servi de base à la perception, elle n'a pas eu pour effet de frustrer le Trésor. Aussi devrait-elle, à notre avis, n'être sanctionnée que par l'amende de 100 à 5.000 francs (1).

Enfin, il est une omission qui par sa nature devrait entraîner l'amende du vingtième, c'est celle qui peut se trouver dans un état récapitulatif établi et déposé par une Chambre syndicale d'agents de change. Cette omission a pour effet, comme celle qui serait relevée sur un extrait, d'entraîner une insuffisance de perception. Cependant, l'amende du vingtième ne peut être prononcée parce que le responsable est la Chambre syndicale, à l'encontre de laquelle il n'est édicté de sanction par aucun texte de la loi pénale et que, dans les matières régies par cette loi, tout est de étroit droit. La seule amende encourue sera donc celle de 100 à 5.000 et elle le sera par les agents de change responsables de n'avoir pas inscrit les droits exigibles sur leur répertoire ou de ne pas les avoir additionnés.

C'est cette autre amende qui serait encourue pour :

1° Le groupage d'opérations en dehors des cas autorisés et aussi en dehors de l'hypothèse où il a pour but de dissimuler, parmi les opérations non sujettes à la taxe, une autre opération passible de cette taxe, auquel cas il y a lieu à la première amende ;

2° Le fait de n'avoir pas repris en tête d'un extrait une opération qui ne devait y être portée que pour mémoire ;

3° Le fait d'avoir porté une opération par anticipation ;

1. En sens contraire, Maguéro, *loc. cit.*, p. 90

4° Le dépôt tardif de l'extrait ;

5° Le défaut de remise d'un extrait correspondant à un volume distinct du répertoire, lorsque celui-ci a été divisé en plusieurs volumes.

On pourrait soutenir qu'il devrait en être de même lorsque l'assujetti s'est abstenu d'indiquer dans les colonnes 4 et 5 d'un extrait, la nature et le montant d'opérations, qui, pour le surplus, sont bien portées et sont assujetties à la taxe par le receveur. Selon M. Maguéro, cependant, cette mention incomplète est indifférente et il impute la faute au receveur « qui a effectué sa perception sans exiger que l'extrait fût complète » (1).

IV. — COMMUNICATION

A. — Observations générales

110. Documents soumis au droit de communication. — Doivent être représentés aux agents de l'Enregistrement :

1° Les bordereaux d'agents de change ;

2° Les registres à souche pour la délivrance de ces bordereaux ;

3° Les répertoires ;

4° La comptabilité dans des conditions déterminées, et dans des limites différentes suivant qu'il s'agit de banques privées ou d'établissements de crédit.

L'obligation de communiquer les registres à souche des bordereaux ne concernant que les agents

1. *Loc. cit.*, p. 93.

de change, nous nous contentons de la mentionner, pour ne donner quelques détails que sur les trois autres points.

111. Utilisation de renseignements obtenus. — Les documents communiqués ne peuvent servir qu'à l'établissement de la taxe sur les opérations de Bourse, sauf pour ceux des Sociétés de crédit, qui, en vertu des textes régissant le droit de communication générale, peuvent servir à relever toutes les contraventions à une loi quelconque sur l'enregistrement et le timbre et à établir l'assiette de l'impôt sur le revenu.

On discute pour savoir si les extraits peuvent dans tous les cas, c'est-à-dire pour tous les assujettis, fournir des renseignements pouvant être utilisés pour d'autres matières que la taxe sur les opérations de Bourse. Des auteurs se prononcent pour l'affirmative (1), parce que les extraits deviennent des « documents du bureau, acquis régulièrement en dehors de tout exercice du droit de communication ». Mais M. Wahl fait justement observer que cette interprétation est en opposition avec l'esprit de la loi ; elle « ne veut pas, dit-il, que la Régie use des droits que lui confère la législation spéciale des opérations de Bourse, pour réclamer d'autres droits » (2).

112. Référence aux textes régissant le droit de communication générale. — A défaut des dérogations qui vont être indiquées, les règles précédemment étudiées (1^{re} partie) sont applicables à cette matière.

1. Maguéro, *loc. cit.*, p. 86, *R. P.*, n° 11437.

2. *Régime fiscal des Sociétés*, p. 494, en note.

B. — Règles spéciales à chaque catégorie des documents

1^{re} *Représentation des bordereaux*

113. Définition du bordereau d'agent de change. — Le bordereau est un écrit remis aux parties par les agents de change qui ont exécuté les ordres, constatant l'exécution des opérations faites pour leur compte. C'est un moyen de contrôler l'existence des opérations soumises à la taxe. Les bordereaux, établis sur papier non timbré, sont extraits de registres à souche portant une série unique de numéros.

114. Représentation. — Principe. — En ce qui concerne les opérations sur valeurs cotées, quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de Bourse doit représenter des bordereaux d'agent de change ou faire connaître les numéros et les dates de ces bordereaux ainsi que les noms des agents de change de qui ils émanent.

Pour les valeurs non cotées, les assujettis peuvent s'abstenir de cette obligation en payant les droits.

Cette distinction n'était pas faite par la loi de 1893, qui donnait également cette option en matière d'opérations sur valeurs cotées. Elle a été introduite par la loi du 13 avril 1898 pour « établir une harmonie plus complète entre la législation fiscale et l'art. 76 du Code de commerce, aux termes duquel les agents de change ont seuls « le droit de faire les négociations des effets publics et autres susceptibles d'être cotés. »

Exceptions. — Toutefois, même pour les valeurs cotées, la représentation d'un bordereau d'agent de change n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit d'une opération directe.

Seulement ici s'élève la question de savoir dans quelles limites les opérations directes sont permises. L'Administration et la Jurisprudence, en effet, ne considèrent comme licites, que les opérations directes au comptant ou celles qui, à terme, portent sur des titres individuellement déterminés. Un arrêt de Cassation du 21 mars 1893, notamment, décide que « si l'intermédiaire d'un agent de change n'est pas obligatoire quand il s'agit d'une opération s'effectuant directement entre un propriétaire de titres et un acheteur auquel livraison est faite de ces titres, il en est autrement quand il s'agit d'opérations de Bourse et spécialement d'opérations ne comportant ni détention, ni livraison de titres, mais se soldant par des différences. » (1) Et l'on appuie cette solution sur la loi du 12 mars 1900 sur la vente à crédit des valeurs de Bourse, qui autorise la cession à terme desdites valeurs par acte sous seings privés, sous certaines conditions et notamment sous cette réserve que le titre sera individualisé et que le vendeur ne s'en dessaisira pas jusqu'à l'arrivée du terme.

L'Administration, de son côté, fait application de la même théorie (2).

Elle eut l'occasion de le faire notamment dans une hypothèse où il s'agissait d'une avance sur titres sous forme de report, consentie par des ban-

1. D. 94. 1. 9; S. 93. 1. 241. V. également Arrêt de la Cour de Paris, 9 avril 1908. R. E. 4625; Cass. crim. 4 févr. 1910.

2. Instr. 3099.

quiers à un particulier. [Ceux-ci avaient fait à leur client l'avance des fonds nécessaires pour lever les titres à l'échéance primitivement convenue. Le reporté leur céda, pour se libérer de cette avance, la propriété des titres dont ils prirent possession et qu'ils rétrocédèrent à terme à leur client moyennant le prix d'achat augmenté d'une somme déterminée représentant l'intérêt de leur avance, après les avoir conservés dans leur caisse pendant la durée du report. Ces banquiers n'ayant pas produit de bordereau d'agent de change, il leur avait été réclamé une amende pour contravention à l'article 14 de la loi du 13 avril 1898. La Direction générale, saisie, reconnut que le banquier n'avait pu jouer le rôle d'intermédiaire entre son client et d'autres capitalistes, puisque les titres étaient individualisés, qu'ils ne furent levés que pour entrer dans la caisse du professionnel et ne la quittèrent que pour rentrer dans les mains du client ou être mis à sa disposition, et que, dans ces conditions, l'opération était une opération directe non assujettie à l'obligation du bordereau (1).

Cette solution qui prévaut en pratique est critiquée par M. Wahl (2) et par M. Emmanuel Vidal qui estiment que l'opération directe n'implique pas nécessairement que le vendeur a la possession actuelle des titres.

Comme le privilège des agents de change ne s'applique pas non plus aux opérations faites à l'étranger, l'obligation de représenter un bordereau

1. Sol. 27 août 1902. Instr. 3099-17.

2. *Régime fiscal des Sociétés*.... 1. p. 583.

se trouve par suite, également absente en cette hypothèse.

Toutefois, l'intermédiaire qui transmet à l'étranger l'ordre de négocier des valeurs inscrites à la cote officielle d'une Bourse française, doit justifier de l'exécution de l'ordre à l'étranger (1) et il le fait alors par la représentation des bordereaux de l'agent de change étranger ou de tous autres documents analogues, tels que les arrêtés de compte de liquidation.

Il existe enfin un marché sur lequel les agents de change n'ont pas de monopole: c'est celui de la rente. Les opérations effectuées sur ce marché spécial ne font pas naître l'obligation de représenter un bordereau. En pratique, la Chambre syndicale des agents de change recueille l'impôt dû par les coulissiers et en opère le versement au Trésor en remettant un document appelé « Bordereau collectif d'opérations groupées ».

115. Sanctions. — Le défaut de représentation du bordereau ou le défaut des indications en tenant lieu sont punis d'une amende de 100 à 5.000 francs (L. 28 avril 1893, art. 32, alinéa 2) (2).

Comporte-t-il également une astreinte? M. Wahl le soutient, (3) « d'abord parce que la loi de 1906 est

1. Sol. du 29 août 1898.

2. L'ouvrage de M. Wahl (*Régime fiscal des Sociétés...* p. 96) porte « 100 à 1.000 », ce qui est la sanction des lois de 1871 et 1875. Mais la loi de 1893 ne paraît pas autoriser cette interprétation, quoique nous ne voyions pas de bonne raison pour que le défaut de communication des bordereaux soit puni d'une amende autre que celle qui sanctionne la même contravention lorsqu'elle est relative à d'autres documents.

3. *Ibid.* p. 98.

générale, ensuite parce que... ce sont les dispositions des lois de 1871 et 1875 qui ont été déclarées applicables en cas de refus de communication des documents relatifs aux opérations de Bourse. » Cette dernière proposition nous paraît trop absolue. La loi de 1893, en effet, ne déclare pas ces textes applicables, en général, pour refus de communication de tous documents ; elle ne vise que le répertoire et les écritures dans les cas où celles-ci doivent être communiquées. Toutefois, le premier argument invoqué peut paraître suffisant : la loi de 1906, relativement à l'astreinte est, en effet, conçue en des termes suffisamment compréhensifs pour qu'on puisse les considérer comme s'appliquant à tous les cas de communication (1).

2° Représentation des Répertoires

116. Obligation. — Sanctions. — Le répertoire « est communiqué à toute réquisition aux agents de l'Administration sous les peines portées dans l'article 22 de la loi du 23 août 1871 ».

1° *Amende.* — Nous savons (*supra* n° 27) que la peine prévue par cette loi était une amende de 100 à 1.000 francs, mais qu'elle a été élevée par la loi du 17 avril 1906 et que les chiffres extrêmes ont été portés à 1.000 et 10.000 francs. Cette augmentation s'applique-t-elle aux assujettis à la taxe sur les opérations de Bourse ?

M. Maguéro (2) ne le pense pas, pour cette raison

1. *Contra*, D. E., communication n° 172.

2. *Loc. cit.*, p. 89.

que la loi de 1871 ne vise que les Sociétés. Mais on aboutit avec cette solution à sanctionner différemment le même acte commis par deux assujettis. Il est incontestable, en effet, que l'augmentation de l'amende frappe les Sociétés par ce seul fait qu'elles sont tenues de communiquer tous leurs documents se rattachant à la comptabilité, parmi lesquels sont compris les répertoires. Il est difficile d'admettre, à notre avis, que la loi ait voulu consacrer cette bizarrerie (1).

2° *Astreinte*. — Cet auteur admet, par contre, que l'astreinte établie par la même loi de 1906 s'applique aux assujettis à la taxe sur les opérations de Bourse. Cette astreinte est de 100 francs par jour de retard.

3° *Représentation de la compatibilité*

117. Dans quels cas elle est obligatoire.

— La communication de tous les documents se rattachant à la comptabilité peut être requis de tous assujettis à la taxe sur les opérations de Bourse, aussi bien des banques privées que des établissements de crédit :

1° Quand un procès-verbal a été dressé pour toute contravention aux dispositions de la loi et du décret ;

2° Quand le répertoire de l'un des assujettis ne mentionne pas la contre-partie d'une opération constatée par le répertoire de l'autre, auquel cas les écritures des deux assujettis peuvent être consultées.

1. En ce sens, Wahl, *Régime fiscal des Sociétés*, p. 496. C'est également la solution de la Régie.

118. La communication porte sur la comptabilité de deux jours consécutifs. — Les agents de l'Administration peuvent requérir la représentation de la généralité des documents se rattachant à la comptabilité, mais seulement ceux afférents à une période de deux jours. Ils restent libres, d'ailleurs, de choisir la période sur laquelle ils porteront leurs investigations, sans être tenus de prendre celle pendant laquelle a eu lieu l'omission ou la contravention.

119. Autant de périodes que de procès-verbaux ou d'omissions. — Le droit de communication s'exerce autant de fois qu'il y a d'omissions au répertoire ou de procès-verbaux constatant des infractions. Par contre, le nombre des contraventions est indifférent, lorsque plusieurs sont constatées par le même procès-verbal.

120. Sanctions. — Le refus de communication des écritures est sanctionné également par les peines prévues par l'article 22 de la loi du 23 août 1871 (art. 30 § 4 de la loi du 28 avril 1893), savoir :

1^o Une amende de 100 à 1.000 francs portée à 1.000 et 10.000 francs par la loi de 1906 (1) ;

2^o Une astreinte de 100 francs par jour de retard.

1. Selon M. Maguéro (*ibid.*, p. 89), l'amende n'a été élevée qu'à l'encontre des Sociétés. V. *supra*, n^o 116.

CHAPITRE II

PAIEMENT EN FRANCE DU COUPON DES VALEURS ÉTRANGÈRES NON ABONNÉES (1)

§ 1^{er}. — Notions préliminaires

121. — L'Impôt sur le revenu des valeurs étrangères avant la loi du 29 mars 1914.

— A) *Valeurs abonnées.* — Avant la loi du 29 mars 1914, étaient seules soumises à la taxe de 4 o/o sur le revenu les valeurs abonnées, c'est-à-dire les titres des Sociétés, Compagnies, Entreprises, Corporations, Villes, Provinces étrangères, Etablissements publics étrangers, lorsque ces collectivités avaient pour objet des biens situés en France ou que leurs titres y avaient été émis, cotés, négociés, mis en souscription, exposés en vente, introduits sur notre territoire ou encore y avaient fait l'objet soit d'annonces ou de publications, soit d'un service financier. L'impôt, assis sur une quantité de titres déterminée par le ministre des Finances, était payable uniquement par abonnement, lequel comprenait les trois taxes : de timbre, de transmission et sur le revenu.

B) *Valeurs non abonnées.* — Quant aux valeurs

1. Consulter spécialement sur cette matière le Manuel du banquier, de M. Parisy.

étrangères qui n'avaient pas été introduites sur le marché français par la collectivité ou son mandataire, et dont la circulation en France était accidentelle ou isolée, elles n'étaient soumises à aucune de ces trois taxes.

Les fonds d'Etats étrangers comptaient parmi ces valeurs non abonnées.

122. Régime de la loi du 29 mars 1914, titre II. — Nouvelles valeurs soumises à l'impôt. — En ce qui concerne les valeurs étrangères, l'article 31 de la nouvelle loi a eu pour objet de soumettre à l'impôt sur le revenu les intérêts et dividendes de toute nature de toutes collectivités étrangères, qu'elles aient été ou non placées sous le régime de l'abonnement. Les fonds d'Etats étrangers, notamment, sont frappés.

Relativement aux Sociétés étrangères elles-mêmes, il paraît y avoir une innovation (1). Antérieurement, les seules qui fussent soumises à l'impôt sur le revenu pour leurs parts sociales étaient les Sociétés divisées par actions, car la loi ne frappait que les actions, obligations ou titres d'emprunt (loi 29 juin 1872 art. 21) (2). Désormais y sont soumises les Sociétés en nom collectif et les commandites simples, y compris les intérêts de leurs emprunts et obligations, ainsi que toutes autres Sociétés analogues aux Sociétés françaises affranchies de l'impôt, car l'article 31 § 2 ne fait aucune allusion en notre matière à ces exemptions.

1. V. Wahl, *le Nouveau régime fiscal des valeurs étrangères en France*. Clunet, 1914, p. 1093.

2. Il y avait cependant des difficultés sur ce point. V. Wahl, *ibid.*

Régime différent des valeurs abonnées et des valeurs non abonnées. — Pour les valeurs mobilières étrangères soumises à des droits et taxes équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises, c'est-à-dire les valeurs abonnées, l'impôt sur le revenu est fixé au même chiffre que pour les valeurs françaises et il est assis et perçu suivant les mêmes bases et dans les mêmes conditions.

Pour les autres, soit qu'elles ne fussent auparavant soumises à aucun impôt en France, soit que, appartenant à des Sociétés ayant pour objet des biens situés en France, elles fussent soumises à l'impôt sur le revenu sans l'être aux taxes de timbre et de transmission, l'impôt est, au total, de 6 o/o et il est recouvré dans des conditions spéciales, avec l'aide des banquiers.

Pour les valeurs abonnées, modes de recouvrement différents suivant que le paiement du coupon est effectué en France ou à l'étranger. — Cette aide ne pouvait être demandée aux banquiers installés à l'étranger. Dans cette hypothèse, la taxe est acquittée, soit au moyen de l'apposition de timbres mobiles, soit par voie de déclarations annuelles, par le propriétaire ou l'usufruitier qui encaisse ses coupons à l'étranger ou s'en fait envoyer le montant.

Au contraire, si les intérêts et dividendes sont payés en France, seule hypothèse que nous aurons à envisager, le banquier, changeur, ou toutes autres personnes qui procèdent au paiement sont tenues, entre autres obligations, d'effectuer la retenue ou l'avance de l'impôt.

§ 2. — ASSUJETTIS (1)

123. Énumération des conditions. — Pour qu'une personne soit assujettie aux obligations édictées par la loi nouvelle, il faut que cette personne fasse profession ou commerce, en France, de recueillir, encaisser, payer ou acheter, soit des coupons de valeurs étrangères non abonnées ou de fonds d'Etats étrangers, soit des titres ou écrits créés en vue d'assurer le paiement de revenus ou produits quelconques de ces valeurs. Il faut, en d'autres termes, qu'il s'agisse de certaines valeurs, sur ces valeurs, de certaines opérations, que ces opérations soient faites en France, et il semble enfin, que l'intermédiaire chargé de ces opérations doive être un professionnel.

I. — CONDITION RELATIVE AUX VALEURS

124. Valeurs non abonnées. — La retenue de l'impôt imposée par la loi au payeur de coupons ne porte que sur les valeurs étrangères non abonnées, y compris les titres de rente, emprunts et autres effets publics des Etats étrangers. Les pays de protectorat étant assimilés à des pays étrangers, leurs valeurs sont soumises à la retenue de l'impôt.

Elle n'a pas à être faite sur les coupons des valeurs françaises, des rentes, obligations et autres

1. Nous étudions quelles sont les personnes chargées d'assurer le paiement de l'impôt et non celles qui doivent supporter définitivement la charge de cet impôt.

effets publics des colonies françaises, des valeurs mobilières étrangères abonnées.

Par exception, la retenue n'est pas faite, non plus, sur les coupons des valeurs qui sont payées après le 1^{er} juillet, alors qu'ils ont une échéance antérieure à cette date.

125. Les diverses catégories de ces valeurs donnent lieu à la retenue de l'impôt. — Les titres de toute nature rentrant dans cette catégorie donnent lieu à la retenue de l'impôt. Ce sont :

1^o Les actions, parts de fondateurs, parts d'intérêts, commandites, obligations et emprunts de toute nature des Sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que de tout autre établissement public étranger ;

2^o Les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers.

Il semble qu'on ne doive pas considérer les tantièmes des administrateurs comme compris dans cette énumération, puisque les valeurs mobilières et parts sociales sont seules visées. On a pu, d'ailleurs, douter que la loi du 13 juillet 1911 soumettant les tantièmes à l'impôt sur le revenu s'appliquât même aux tantièmes des administrateurs des sociétés étrangères abonnées (1)

En ce qui concerne les primes de remboursement d'obligations, le ministre des Finances a décidé qu'elles seraient exemptes de l'impôt jusqu'au moment où le Parlement aurait précisé, par un texte interprétatif, le sens à donner sur ce point aux dispositions de la loi du 29 mars 1914. Celle-ci, en

1. Wahl, *loc. cit.*, p. 1113.

X. Delouvprier

effet, dans son article 32, ne vise que l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, lequel ne s'applique en ce qui concerne les obligations, qu'aux intérêts et arrérages, sans viser le texte qui a frappé ces primes de la taxe sur le revenu, savoir : la loi du 21 juin 1875, art 5 ; et, d'autre part, les travaux préparatoires n'offrent rien qui permette de lever le doute résultant du texte (1).

126. Publication de la liste des valeurs abonnées. — Mise à jour. — Pour connaître les valeurs abonnées, les banquiers n'ont qu'à se référer au numéro du *Journal officiel* des 15 janvier et 15 juillet qui en contiennent la liste.

Cette liste est mise au courant par l'Administration qui fait insérer au *Journal officiel*, toutes les fois qu'il y a lieu et en dehors de la publication de la liste complète qui paraît les 15 janvier et 15 juillet de chaque année, des avis indiquant :

1° Les valeurs étrangères pour lesquelles, depuis le 31 décembre de l'année précédente ou le 30 juin de l'année courante, un représentant responsable a été agréé ou un cautionnement déposé ;

2° Celles pour lesquelles, depuis les mêmes époques, le point de départ de l'exigibilité du droit de timbre par abonnement a été déterminé ;

3° Celles qui, depuis les mêmes époques, ont cessé d'avoir un représentant responsable ou un cautionnement.

1. Décision du 22 août 1914. Instr. 3434-18. M. Wahl se montre en l'occasion moins libéral que la Régie elle-même. V. *loc. cit.*, p. 1112.

II. — CONDITION RELATIVE AUX OPÉRATIONS

127. Énoncé de cette condition. — Les opérations donnant ouverture aux obligations des banquiers sont celles qui consistent à « recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou tous autres instruments de crédit, créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques de titres ou valeurs désignées... » (art. 35).

128. Nature des opérations. — L'achat se trouve parmi les opérations prévues. Il consiste à se rendre propriétaire du coupon, en vue de l'encaisser à ses risques et périls. Il est soumis à la loi alors même qu'il est fait longtemps avant l'échéance, ce qui constitue une différence avec l'impôt établi par la loi du 29 juin 1872, lequel frappe les revenus distribués.

Vient ensuite le paiement, dans quelques conditions qu'il intervienne, qu'il se traduise par un déplacement de numéraire ou qu'il se réalise par une inscription à l'actif du compte du porteur ou d'un tiers ou par tout autre procédé analogue.

Il y aurait lieu seulement, à notre avis, de ne pas confondre le paiement du coupon avec le transport ultérieur du produit de ce coupon d'un endroit dans un autre ; et cette confusion nous paraît justement avoir été faite par une solution du 8 juin 1915 (1). Des clients étrangers et domiciliés à l'étranger de l'agence

1. Instr., 3449-14.

à Paris de la Banque E... de Buenos-Ayres, après avoir présenté au paiement dans les succursales de cette banque en Espagne, des coupons de titres espagnols non abonnés en France, avaient fait créditer du montant de ces coupons les comptes dont ils étaient titulaires à l'agence de Paris. Le Directeur du département, saisi par la banque de la question de savoir si la retenue de l'impôt était justifiée, avait émis l'opinion que la taxe n'était pas exigible, pour la raison que la loi du 29 mars 1914, art. 31 et 34, vise uniquement le paiement en France. Or, dans la circonstance, disait-il, le paiement étant effectué en Espagne, l'inscription du montant de ces coupons au compte du client à la succursale de Paris constituait une simple opération de banque échappant à l'application de la loi du 29 mars 1914. Cette opinion, qui nous paraît justifiée, fut repoussée par le Directeur général sans qu'il nous paraisse invoquer d'argument décisif (1).

Sont également visées les opérations consistant à recueillir et encaisser les coupons. A ce titre, donne ouverture aux obligations du banquier le fait pour un dépositaire de titres reçus en garde de détacher les coupons à l'échéance et d'en porter le montant au compte de ses clients. De même des titres reçus en nantissement.

Encore faut-il, toutefois, qu'il y ait un paiement : aussi les personnes, dont la profession se borne à transmettre les coupons à des tiers, qui les paient, n'ont-ils pas à retenir l'impôt. L'Administration fait une application de cette règle lorsqu'elle dispense les banquiers « qui ont des titres en dépôt dans leurs

1. En ce sens Wahl. *Ibid.*, p. 1110.

caisses et qui inscrivent le montant des coupons de ces titres au crédit du compte des déposants, après les avoir présentés au paiement dans un autre établissement installé sur notre territoire. Ces banquiers sont de simples mandataires de leurs clients et ils ne sont tenus, comme tels, que de produire, à l'appui de leur demande en règlement du coupon, chèque ou instrument de crédit, le bordereau visé par le premier paragraphe de l'article 36. « Seulement elle présente cette solution comme une exception à la règle générale et comme une faveur qui devrait être révoquée si elle avait pour conséquence d'entraîner des abus et de faciliter la fraude (1).

Il en serait de même du mandataire qui, au lieu de remettre le coupon à un établissement siégeant en France, le transmet à l'envoyé d'un établissement étranger qui traverse la France sans y avoir d'établissement ou à un banquier établi à l'étranger. Il y a alors encaissement à l'étranger et c'est le porteur qui devient le redevable du fisc.

Ces opérations ne donnent, d'ailleurs, pas lieu à la retenue ou à l'avance de l'impôt lorsqu'il est « justifié que cette retenue ou cette avance a déjà été effectuée par un précédent intermédiaire » soumis aux prescriptions de la loi (art. 35). Cette justification est faite au moyen du registre sur lequel a été portée la recette de l'impôt par l'intermédiaire précédent, et, comme il ne peut être question de faire apporter le registre, par un extrait.

Signalons, enfin, une hypothèse où le banquier n'a aucune formalité à remplir, c'est celle où il remet au déposant, à l'échéance, les coupons de leurs

(1). Instr. 4312, p. 5.

valeurs mobilières. Il n'y a, en effet, dans ce cas, ni encaissement, ni paiement, etc.

Nous estimons qu'il devrait en être de même du dépôt des coupons pris à l'encaissement, quoique la tendance de l'Administration paraisse être en sens contraire. Il semble, que dans ce cas, l'impôt doive être payé seulement au paiement du coupon (1).

129. Objet sur lequel elles portent. — Les opérations précédentes doivent avoir pour objet des coupons, chèques ou autres instruments de crédit.

Le mot « coupon », ainsi que le remarque l'Administration (2), est employé avec son acception la plus générale. Il désigne à la fois les dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques des valeurs mobilières étrangères et les instruments juridiques qui les représentent. Il s'applique, par conséquent, aussi bien au revenu des titres nominatifs, dont le paiement est effectué sur la présentation du certificat d'inscription et constaté au moyen de l'apposition d'une estampille, qu'aux revenus des titres au porteur, ou des titres mixtes.

Aux coupons doivent être assimilés les titres *fundings* qui sont remis en représentation de coupons impayés. En ce qui les concerne, le paiement a lieu, d'ailleurs, de différentes façons suivant les ententes intervenues entre porteurs et gouvernements.

Dans certains cas, comme pour les fonds d'Etat brésiliens, l'impôt est acquitté par l'Etat débiteur. Dans ces conditions, le porteur reçoit 5 o/o (3) en

1. La pratique paraît être divisée.

2. En ce sens Wahl., *ibid.*, p. 1110.

3. L'Enregistrement ne perçoit généralement que 5 o/o, parce que les *funding* représentent des coupons dont les uns auraient

moins en titres fundings : si, par exemple, en vertu de l'entente intervenue, le porteur des coupons anciens devait recevoir 115 0/0 en fundings, il ne reçoit que 110 0/0 (1).

Pour d'autres, comme pour les emprunts Bahia et Buenos-Ayres, les Etats, Provinces ou Villes n'ayant pas voulu prendre à leur charge le montant de l'impôt, l'Enregistrement a accepté qu'il soit délivré en France par les collectivités émettrices de fundings une série spéciale de titres portant la mention « Emission française ». Il y est inscrit : « Le présent titre ne pourra être négocié et remboursé sans que l'impôt de 5 0/0 (L. 29 mars 1914) ait été préalablement payé ». Et une case est réservée pour y apposer la mention du paiement de l'impôt. Pour ceux-là, l'impôt est donc payé au moment de la négociation ou du remboursement.

Pour les chèques, il se peut que leur texte fasse connaître qu'ils ont été créés en vue d'un paiement de coupons : dans ce cas, aucune difficulté ne peut surgir au sujet de l'exigibilité et du prélèvement obligatoire. Il n'en n'est pas de même dans l'hypothèse inverse qui reste permise. En ce cas, il appartient à l'Administration de prouver, par tous moyens que les chèques ont été créés dans ce but (2).

Cette preuve peut être difficile ou même impossible. Il en est ainsi, notamment, lorsque le chèque a été créé par une banque étrangère, parce que

pu supporter 6 0/0 et les autres seulement 5 0/0 suivant que l'impôt aurait été payé en France ou à l'étranger.

1. En Angleterre, l'Administration de l'Inland-Revenue a admis le paiement de l'income-tax au moyen d'une quantité de titres funding d'un montant égal à celui de l'impôt.

2. Déclaration de M. Gaudin de Villaine au Sénat. V. J. O., débats parlém. Sénat, 3 juin 1914, p. 391.

celle-ci échappe aux investigations de notre fisc, ou encore dans une banque française qui n'a pas à subir ces investigations.

En outre, cette preuve fût-elle faite, le fisc est désarmé dans le cas où le banquier sur qui le chèque est émis a ignoré l'origine des fonds, car celui-ci ne peut avoir commis une contravention pour avoir payé un chèque dont rien n'indiquait la cause.

Le texte vise, enfin, tous autres instruments de crédit, tels que : lettres de change et billets à ordre, et il y a lieu d'y joindre les écrits qui, comme les ordres de virement, sont de simples instruments de paiement. Il faudrait également que ces documents portent l'indication de leur origine.

III. — CONDITION RELATIVE AU LIEU

130. Opérations faites en France. — Ne donnent ouverture aux obligations des banquiers que les opérations faites en France (art. 34). Par suite, un établissement français n'a aucune obligation pour les paiements faits par ses succursales, ses agences ou ses représentants à l'étranger.

Seulement il n'est pas nécessaire que la personne qui les effectue soit établie en France. Ainsi, un intermédiaire établi à l'étranger qui viendrait accidentellement en France pour y faire ces opérations et qui même n'y aurait aucune installation, serait soumis à la loi.

IV. — CONDITION RELATIVE A LA RÉPÉTITION DE CES
OPÉRATIONS. PROFESSION DE L'INTERMÉDIAIRE

131. Cette condition est-elle nécessaire ? —

« Quiconque fait profession ou commerce... » dit l'article 35. L'Administration interprète ce texte d'une manière fort large. Elle soutient que les diverses obligations et formalités édictées par la loi incombent « non seulement aux personnes qui se livrent d'une manière normale et continue aux opérations prévues par l'article 35, mais encore à celles qui y procèdent d'une façon purement accidentelle. » Et elle s'appuie sur ce que le texte présenté par la Commission des finances visait ceux qui ont pour « profession ou commerce habituel » d'accomplir ces opérations, et que le mot « habituel » a été supprimé au cours de la discussion.

Cette interprétation nous paraît abusive. Nous ne voyons pas comment l'on peut assimiler celui qui fait des opérations accidentellement à celui qui en fait sa profession ou son commerce, s'abstint-on d'ajouter que ce commerce est habituel, ce qui serait une superfétation. De même que le commerçant est celui qui fait habituellement des actes de commerce, de même un commerce est la répétition habituelle d'actes de commerce.

C'est l'avis exprimé par M. Wahl, qui estime que « l'article 35 alinéa 2 de la loi est formel » et qu'une personne « qui paie des coupons accidentellement et qui par suite n'est pas tenue de faire une déclaration, n'est pas tenue non plus d'opérer le retenue » (1).

1. *Ibid.*, p. 1108.

V. — CIRCONSTANCE INDIFFÉRENTE

EXERCICE ILLÉGAL

132. Agents de change. — Ces conditions remplies, il importe peu que ce commerce soit exercé par des personnes à qui il est interdit. Les agents de change, notamment, qui ne peuvent sous aucun prétexte faire des opérations de banque, sont assujettis à la nouvelle loi s'ils viennent à payer des coupons des valeurs soumises à la taxe, à moins qu'il ne s'agisse de coupons dont ils ont reçu préalablement le montant d'un banquier installé en France ou de tout autre assujetti qui aurait effectué la retenue de la taxe.

§ 3. — Obligations

I. — DÉCLARATION

133. Mode. — « Quiconque fait profession ou commerce de recueillir... doit en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement de sa résidence » (art. 35, alinéa 1^{er}).

Cette déclaration est faite au bureau de l'Enregistrement de la résidence, dit la loi ; ce qui, d'ailleurs, ne doit pas être entendu de la résidence personnelle de l'assujetti, mais du lieu où il fait ses opérations, c'est-à-dire où il a établi ses bureaux.

Dans les villes où le service est divisé, le bureau compétent est celui qui a dans ses attributions la perception des impôts sur les valeurs mobilières étrangères, à Paris, le deuxième bureau des Sociétés étrangères.

Si l'assujetti a des agences ou des succursales, la déclaration doit être faite également au siège de ces établissements secondaires. Il faudrait, cependant, à notre avis, que ces établissements fissent les opérations prévues par la loi comme tout autre assujetti ayant une existence autonome. Si, par exemple, ils ne jouaient que le rôle de mandataires, en se chargeant de présenter les coupons à l'établissement principal pour en porter ensuite le montant au compte de leurs clients, ils ne seraient pas soumis à la déclaration.

La déclaration est faite par l'assujetti lui-même ou son mandataire, et, s'il s'agit d'une Société, par ses représentants légaux ou leurs fondés de pouvoirs. En cas de procuration, celle-ci doit être établie sur timbre ; elle n'est pas soumise à l'enregistrement lorsqu'elle reste déposée au bureau.

La déclaration est faite sur un registre spécial et doit être signée par le déclarant (assujetti ou son mandataire). S'il s'agit d'une Société, elle doit être accompagnée de l'acte de société.

S'il s'agit d'une Société, elle porte, s'il y a lieu, le nom des associés solidairement responsables, et rappelle le titre constitutif de la Société. Elle « rappelle », dit le texte. Il n'est donc pas nécessaire de remettre un exemplaire des statuts ; il suffit d'indiquer la date de cet acte, le nom du notaire qui l'a reçu ou, s'il est sous seing privé, la date de l'enregistrement. En outre, la déclaration faite au siège principal désigne chaque agence ou succursale ; celle qui est faite à une agence ou succursale, désigne le siège principal.

Tout changement de résidence de l'établissement principal ou d'une agence, toute création d'agence, toute cessation d'opérations de paiement, d'achat

de coupons par l'assujetti, doit faire l'objet d'une déclaration préalable au bureau de l'Enregistrement;

Dans chaque département, le directeur de l'Enregistrement dresse la liste des assujettis ayant fait la déclaration. Communication de cette liste est donnée dans les bureaux de la Direction à toutes les personnes qui en font la demande.

134. Sanction. — A) *Intermédiaires établis en France.* — Amende de 100 à 1.000 francs, indépendamment du quintuple droit sur les coupons payés sans retenue (1).

Cette amende est encourue par l'intermédiaire dans les cas suivants :

- 1° S'il n'a pas fait la déclaration ;
- 2° S'il l'a faite tardivement ;
- 3° S'il ne l'a pas faite au bureau compétent ;
- 4° Si la déclaration est incomplète ;
- 5° Si elle n'a pas été faite dans les cas prévus par la loi, au cours ou après la cessation de l'exploitation.

B. *Etrangers opérant en France sans y avoir d'établissement.* — Emprisonnement de six mois à un an et amende de 1.000 et 10.000 francs ; en cas de récidive, emprisonnement de un à deux ans et amende de 10.000 à 25.000 francs.

Ces pénalités beaucoup plus sévères répondent, au dire de M. Perchot, à une double préoccupation : d'une part, éviter que les banques étrangères n'envoient « des agents au domicile de nos porteurs de titres, acheter chez ceux-ci des coupons de leurs

1. V. *infra*, n° 161.

valeurs étrangères, en les payant comptant en monnaie française » ; d'autre part, prévenir la fraude connue sous le nom de groupage et qui « consiste à réunir les coupons de plusieurs porteurs entre les mains d'un seul qui se charge d'en faire l'encaissement directement ou indirectement pour le compte de tous (1) ».

Il est vrai qu'elles sont un peu illusoires (2).

II. — ÉTABLISSEMENT DE BORDEREAUX

1° Bordereau de paiement

135. Énoncé de l'obligation. — Aux termes de l'article 36 paragraphe 1^{er}, toute demande de coupons doit être accompagnée d'un bordereau, dit bordereau de paiement.

136. Contenu du bordereau. — Ce bordereau ne porte ni le nom, ni la signature, ni l'adresse du déposant. On a voulu par cette disposition prémunir les porteurs contre la crainte de voir ces indications servir à démontrer aux yeux du fisc la propriété de leurs titres pour l'assiette des impôts sur le revenu.

La loi ne donne comme énonciations obligatoires que le montant de l'impôt et la date à laquelle est déposé le bordereau.

Le décret la complète et énumère les énonciations obligatoires qui sont relatives, les unes au payeur

1. Sénat, séance du 16 mars 1914, *Journ. off.*, déb. parl., p. 400.

2. Wahl, *loc. cit.*, p. 1143.

du coupon, les autres à l'opération de paiement. Ce sont :

a) Les nom et prénoms ou la raison sociale et le domicile de l'assujetti ;

b) Et, répartis entre huit colonnes :

1° Le numéro d'inscription au registre n° 1 du payeur ;

2° La nature des coupons, chèques ou instruments de crédit dont le paiement est demandé ;

3° Le nombre des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

4° La valeur brute par unité, en monnaie française, au cours du jour du paiement, des coupons présentés ;

5° La valeur totale de chaque catégorie de coupons ;

6° Le montant total des sommes soumises à l'impôt ;

7° Le montant de l'impôt retenu sur l'ensemble des coupons ;

8° Dans le cas de déposant étranger, date et numéro d'ordre de l'affidavit.

137. Remarques relatives à ces énonciations. — Le payeur doit établir sur le bordereau de paiement des catégories distinctes de coupons non seulement par valeurs, mais par unités de valeurs, si celles ci sont différentes. La valeur doit être stipulée en monnaie française ; le cours du change est celui qui est appliqué au client par le payeur au jour du paiement.

La taxe est assise sur la valeur brute du coupon : il ne peut être déduit ni escompte ni commission avant la retenue de l'impôt. Toutefois, le payeur

a le droit de déduire du coupon, avant cette retenue, le montant des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés, et dont le paiement incombe au porteur du coupon (1). De même, lorsqu'une collectivité étrangère ou un Etat étranger a réduit le taux de l'intérêt de ses titres, l'impôt est liquidé sur le montant exact du revenu, alors même que la diminution du revenu originaire n'aurait pas été mentionnée sur le certificat d'inscription délivré à l'obligataire.

L'impôt est retenu sur les sommes totalisées en fin d'opération et non sur le montant de chaque coupon ou sur les sommes totalisées par catégorie de coupons.

Notons, enfin, qu'au cas de porteur étranger n'ayant ni son domicile ni sa résidence en France, le bordereau ne mentionne, que :

- 1^o Le numéro du répertoire ;
- 2^o La nature du coupon présenté ;
- 3^o Le nombre de ces coupons ;
- 4^o La date et le numéro d'ordre de l'affidavit.

138. Par qui ces mentions sont inscrites.

— C'est le payeur de coupons, qui, obligatoirement, indique sur le bordereau de paiement, le numéro d'inscription de l'opération, le montant de l'impôt qui doit être retenu sur l'ensemble des coupons, la mention propre à la déclaration de nationalité étrangère du déposant. Les autres indications peuvent être inscrites indifféremment par le payeur ou par le déposant.

1. V. *infra*, n^o 154.

139. Conservation. — Communication. —

Les bordereaux de paiement doivent être conservés pendant deux ans (1) et représentés à toutes les réquisitions des agents de l'Enregistrement.

140. Récépissés. — La personne qui se fait payer les coupons en France et dépose, par suite, un bordereau peut exiger du banquier un récépissé du bordereau. Ce récépissé doit contenir les indications suivantes :

1° Nom et prénoms ou raison sociale et domicile du banquier ;

2° Nombre des coupons ;

3° Leur nature ;

4° Leur valeur totale ;

5° Leur date de paiement ;

6° Montant de l'impôt retenu ;

7° Numéro de l'inscription de l'opération au répertoire du payeur ;

8° Signature du banquier.

Toutefois, l'assajetti n'est tenu d'énoncer le montant de la taxe afférente aux coupons payés par ses soins qu'au cas où il en a effectué le prélèvement sur le montant de ces coupons. Aucune mention de cette nature ne lui est imposée lorsque le versement de la taxe incombe, en vertu de contrats existants, à l'établissement ou à l'Etat émetteur du titre et qu'il est astreint, dès lors, à faire l'avance de la somme au Trésor.

En outre, la signature du banquier peut être rem-

1. La communication est donc moins étendue dans le temps que la communication dans les Sociétés par actions. V. *supra*.

placée par une griffe. Celle-ci doit, alors, être apposée à l'encre grasse et faire connaître :

1° Les nom et prénoms et la raison sociale de l'assujetti ;

2° Son domicile ;

3° La date et le jour de l'apposition ;

L'empreinte de la griffe doit être déposée, avant tout usage, au bureau de l'enregistrement où la déclaration a été souscrite. Le modèle en est agréé par le Directeur de l'Enregistrement, ou en vertu de sa délégation, par le Directeur du département.

Ce récépissé peut être également demandé par le porteur étranger qui produit un affidavit. Il contient les mêmes énonciations, avec cette différence que la détermination du montant de l'impôt et l'indication du numéro du répertoire sont remplacées par l'indication de la date et du numéro d'ordre de l'affidavit.

2° Bordereau de transmission.

141. Enoncé de l'obligation. — Les assujettis qui négocient en France des coupons sur lesquels l'impôt a déjà été retenu, soit par eux-mêmes, soit par un précédent intermédiaire, doivent joindre à l'appui de chaque transmission, un bordereau, dit de négociation ou de transmission.

142. Forme et contenu du bordereau. — Les bordereaux de transmission, établis suivant une série unique de numéros, contiennent des énonciations relatives aux assujettis et à l'opération de transmission. Ce sont :

1° Nom et prénoms ou raison sociale et domicile du transmetteur ;

2° Date et lieu de sa déclaration de payeur de coupons ;

3° Signature du transmetteur ;

4° Date du jour de la transmission du bordereau ;

5° Numéro d'inscription au registre n° 2 de l'assujetti à qui la transmission est faite ;

6° Nom et prénoms ou raison sociale et domicile de celui-ci ;

7° Nature des coupons transmis ;

8° Nombre de ces coupons.

La signature du banquier, comme celle qui doit être apposée sur les récépissés, peut être également et dans les mêmes conditions remplacée par une griffe.

143. Conservation. — Communication. — Comme les précédents, les bordereaux de négociation doivent être conservés pendant deux ans et représentés à toutes les réquisitions des agents de l'Enregistrement.

III. — TENUE DE DEUX REGISTRES (1).

144. Enoncé de l'obligation. — En vertu de l'article 36, paragraphe 4, tous ceux qui font profession de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons ou produits quelconques des valeurs mobilières étrangères non abonnés doivent tenir deux registres

1. Au cas de porteurs étrangers, il y a, en outre, le registre des affidavit étudiés ci-après.

ou répertoires spéciaux dits : registres de paiement ou registre n° 1, registre de négociation (ou de transmission) ou registre n° 2. Cette dualité a été établie, dit l'exposé des motifs (1), pour éviter qu'un banquier ne présente comme remis par un autre banquier et, par suite, comme ayant déjà payé l'impôt, les coupons qu'il paierait et sur lesquels il devrait prélever la taxe (2).

A. — Règles communes.

145. Forme. — Ces registres sont en papier non timbré. Ils doivent être cotés, paraphés et visés dans les conditions établies pour les registres de commerce à l'article 11 du Code de commerce, c'est-à-dire par un des juges du Tribunal de commerce ou un adjoint, dans la forme ordinaire et sans frais. Enfin, ils peuvent être divisés en plusieurs volumes.

146. Contenu. — Ils doivent porter, suivant une liste ininterrompue de numéros, jour par jour et sans blanc ni interligne, toute opération de paiement ou de négociation de coupons ou de produits quelconques sujets à la retenue de l'impôt.

147. Conservation. — Communication. — Ils doivent être conservés pendant deux ans et représentés à toutes les réquisitions des agents de l'Enregistrement. Les assujettis sont tenus à toute réquisition de justifier de la régulière inscription sur l'un ou l'autre de leurs registres, des coupons inscrits

1. P. 32.

2. Motif « peu déterminant » ajoute M. Wahl, *loc. cit.*, p. 1137.

sur les bordereaux et représenter, le cas échéant, les affidavits qui leur ont été produits au moment de la demande de paiement.

B. — Dispositions particulières à chacun d'eux.

Registre n° 1.

148. Affectation. — Le registre n° 1 ou registre de paiement reçoit l'inscription des opérations de paiement de coupons lorsque ces opérations ont donné lieu de la part de l'assujetti à une retenue ou à une avance de l'impôt, ou que la personne qui a demandé le paiement a produit un affidavit.

149. Contenu. — Il contient des colonnes et des énonciations correspondantes à celles des bordereaux de paiement (1). La colonne 11 correspond à la colonne 8 (date et numéro d'ordre de l'affidavit). Les colonnes 8, 9 et 10 prévoient le cas de non paiement de coupons par l'émetteur, alors que le coupon avait été payé par l'assujetti et l'impôt retenu.

Registre n° 2.

150. Affectation. — Le registre n° 2 appelé encore registre de négociation ou registre de transmission, reçoit l'inscription des transmissions ultérieures de coupons sur lesquels l'impôt a été payé ou avancé par un précédent intermédiaire. Y est également portée l'inscription relative à des coupons payés par un précédent intermédiaire sur la produc-

1. V. ci-dessus, n° 136.

tion d'un affidavit, lorsqu'ils sont transmis à l'établissement chargé du service financier. S'ils sont cédés à tout autre assujetti, ils doivent être mentionnés au registre n° 1 et faire l'objet d'une retenue effective ou d'une avance de l'impôt.

151. Contenu. — Le registre n° 2 contient dans 6 colonnes pour chaque opération des énonciations correspondantes à celles des bordereaux, savoir :

- 1° Date ;
- 2° Numéro d'ordre, lequel doit figurer sur le bordereau remis par l'autre intermédiaire ;
- 3° Numéro de ce bordereau ;
- 4° Nom et prénoms ou raison sociale et domicile de celui qui l'a délivré ;
- 5° Nature des coupons ;
- 6° Nombre de ces coupons.

IV. — DÉPOT D'EXTRAITS DE CES REGISTRES.

152. La remise est effectuée en même temps que le versement de l'impôt. — Des extraits des deux registres sont, en même temps qu'est effectué le paiement, déposés au bureau de l'enregistrement où la déclaration a été souscrite.

Ils sont établis à la date du dernier jour de chaque mois, certifiés par les assujettis ou revêtus de leur griffe, et ceux qui se rapportent au registre n° 1 régulièrement totalisés.

V. — PAIEMENT DES DROITS

153. Taux de l'impôt. — Le tarif de l'impôt était de 4 o/o, plus une surtaxe de 1 o/o, destinée à remplacer le droit de transmission qui ne frappe pas les valeurs étrangères non soumises au régime de l'abonnement, soit au total 5 o/o. Il a été porté à 6 o/o par la loi du 30 décembre 1916.

Pour les lots, le tarif qui était antérieurement de 8 o/o (art. 20, loi du 23 février 1901 conservé par la loi de 1914), a été élevé par la même loi du 30 décembre 1916 à 10 o/o.

154. Assiette. — Le revenu qui sert de base est celui qui a été effectivement touché, et c'est le revenu brut et non le revenu net. C'est pour cette raison qu'il n'y a pas lieu de déduire les impôts perçus en France et mis à la charge du porteur, à savoir la taxe sur le revenu elle-même. La même raison pourrait conduire à comprendre aussi bien dans le revenu les impôts perçus à l'étranger. Ce n'est pas, toutefois, la solution du règlement d'administration publique qui admet la déduction des impôts établis à l'étranger, mais en la limitant à ceux « établis dans le pays étranger où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon. » Cette solution est critiquée, parce qu'il n'y a pas de raison apparente de distinguer les impôts perçus en France et ceux perçus à l'étranger, et, pour ceux-ci, de faire de distinction suivant les Etats qui les perçoivent. M. Wahl fait observer, en outre, que la restriction devrait être limitée aux fonds d'Etats. Enfin,

elle est exprimée en termes obscurs. Comment interpréter, en effet, le mot « paiement » ? Le décret entend-il déduire seulement les impôts qui peuvent être poursuivis contre le porteur seul ou bien ceux qu'il doit supporter définitivement ? La deuxième solution paraît plus probable, l'hypothèse visée par la première n'étant susceptible de se réaliser que très exceptionnellement, sauf en ce qui concerne les fonds d'Etats (1).

155. Retenue ou avance par l'intermédiaire.

— (Art. 35, alinéa 2) : « Il est interdit à toutes les personnes que désigne le premier alinéa du présent article, de recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier des coupons, chèques ou autres instruments de crédit visés par ledit alinéa, sans opérer immédiatement la retenue de l'impôt ou sans en faire l'avance si, par suite de contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur du titre, à moins qu'il ne leur soit justifié que cette retenue ou cette avance a déjà été effectuée par un précédent intermédiaire soumis aux prescriptions du présent article et des articles suivants. »

156. Paiement au fisc. — Dans les dix premiers jours de chaque mois, l'intermédiaire acquitte l'impôt afférent à toutes les opérations sujettes à l'impôt effectuées pendant le mois précédent (art. 10 du décret).

Le paiement a lieu au bureau de l'enregistrement où la déclaration a été souscrite, donc pour les suc-

1. *Ibid.*, p. 1.117.

cursales, au bureau dans le ressort duquel elles sont situées (art. 12 du décret).

157. Remboursement à l'intermédiaire de l'impôt afférent au paiement des coupons qu'il n'a pas récupérés sur l'émetteur. — Lorsque le banquier, après avoir réglé entre les mains d'un particulier le montant des coupons que celui-ci lui a présentés, se trouve dans l'impossibilité de récupérer son avance auprès de l'émetteur ou de son représentant, il se trouve dispensé de tenir compte à l'Administration du montant de l'impôt relatif à ces coupons et il le retient par voie d'imputation sur son versement mensuel aux conditions suivantes :

- 1° Qu'il n'ait pu récupérer le montant du coupon ;
- 2° Qu'il ait été remboursé par la partie prenante ;
- 3° Que ce remboursement ait eu lieu dans le mois où avait été effectué le paiement. Si le paiement et le remboursement étaient intervenus pendant des mois différents, il y aurait lieu de faire une demande spéciale.

Lorsqu'il y a lieu à remboursement dans ces conditions, le banquier désigne dans la colonne 8 du registre n° 1 la nature et la valeur en monnaie française des coupons dont il s'agit, dans la colonne 9 la date du remboursement effectué par la personne à qui il avait payé le coupon et dans la colonne 10 le montant de l'impôt retenu sur les coupons remboursés. Il remet, en outre, un relevé collectif, auquel il joint des extraits certifiés du registre ainsi que toutes les pièces susceptibles d'établir, d'une part, qu'il n'a pu récupérer ses avances auprès de l'émetteur, et, d'autre part, que la partie prenante lui a remboursé le montant des coupons ou que, si elle est devenue

insolvable, si elle a disparu sans laisser d'adresse ou s'il ignore son domicile ou sa résidence véritable il a fait les diligences nécessaires pour obtenir ce remboursement.

§ 4. — Contraventions. — Sanctions.

A. — CONTRAVENTIONS RELATIVES AUX BORDEREAUX, AU REGISTRES ET AUX EXTRAITS DE CES REGISTRES.

158. Constatation. — Les contraventions aux dispositions relatives à ces documents sont constatées et poursuivies comme en matière d'impôt sur les opérations de Bourse, c'est-à-dire par tous les agents ayant qualité pour verbaliser en matière de timbre.

159. Sanction. — Elles sont punies d'une amende de 100 à 10.000 francs. Il en est ainsi notamment :

Si l'intermédiaire paie un coupon sans exiger un bordereau ;

S'il exige un bordereau portant la signature, le nom ou l'adresse du porteur ;

S'il n'inscrit pas sur le bordereau le montant de l'impôt retenu ou avancé ;

S'il ne tient pas les registres ou n'y fait pas des inscriptions régulières ;

S'il refuse de représenter au fisc les registres ou bordereaux.

Il y a lieu de remarquer spécialement ce dernier cas, où c'est bien l'amende édictée par la loi de 1914 qui est encourue et non pas celle prévue par les lois régissant le droit de communication. (Amende de

1.000 à 10.000 francs prononcée par les art. 22 de la loi du 23 août 1871 et 5 de la loi du 17 avril 1906)(1).

Enfin, il n'est pas fait ici de distinction suivant qu'il s'agit d'intermédiaires établis en France ou d'étrangers opérant en France sans y avoir d'établissement.

B. — CONTRAVENTIONS EN MATIÈRE DE RETENUE DE L'IMPOT

160. Constatation. — Les contraventions aux prescriptions relatives à l'obligation de retenir l'impôt soit constatées au moyen de procès-verbaux dressés par les agents de l'Enregistrement, les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des contributions directes, des contributions indirectes et des douanes.

161. Sanctions. — A) *Intermédiaire établi en France.* — Les opérations de paiement, d'achat ou de négociation de coupons sans retenue ou avance de l'impôt donnent lieu :

1° A une amende de 100 à 1.000 francs ;

2° A la perception du quintuple du droit sur les coupons, chèques ou instruments de crédit payés sans retenue de l'impôt (art. 38, § 1 et 2). Ce quintuple droit ne doit pas se cumuler avec le droit simple.

Ces pénalités sont encourues pour chaque coupon payé sans que la retenue ait été effectuée.

Par contre, elles ne sont pas prononcées au cas où la retenue a été faite seulement en partie. En ce

1. V. Instr., 3.412-5.

cas, l'intermédiaire serait considéré comme débiteur direct et devrait acquitter la taxe liquidée exactement sauf son recours contre les porteurs de titres (1).

Elles sont toutes deux applicables à l'intermédiaire qui a payé ou encaissé un coupon présenté par un intermédiaire antérieur, sans s'assurer que ce dernier a retenu l'impôt et quand, en fait, l'impôt n'avait pas été retenu. Si l'impôt avait été retenu par le précédent intermédiaire, le quintuple droit ne serait pas encouru, parce qu'il ne l'est que quand l'impôt aurait dû être retenu et ne l'a pas été, mais il semble qu'il doive en être différemment de l'amende parce que l'intermédiaire a omis de se faire donner les justifications.

B. — *Etrangers opérant en France sans y avoir d'établissement.* — Encourues dans les conditions qui viennent d'être énumérées, les pénalités sont aggravées dans la même mesure et pour les motifs indiqués ci-dessus (2).

§ V. — Dispositions spéciales au cas de dispense d'impôt.

I. — PORTEURS ÉTRANGERS

162. Conditions de l'exemption d'impôt. — Les étrangers ne sont pas redevables de la taxe et, par suite, le banquier peut payer les coupons sans retenir l'impôt, aux conditions suivantes :

1. Wahl, *loc. cit.*, p. 1145.

2. N° 134, B.

1^o Qu'ils aient à l'étranger tout à la fois leur domicile et leur résidence ;

2^o Qu'ils ne fassent ni profession, ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier les coupons de titres ou valeurs mobilières. S'ils exercent cette profession ils ne bénéficient de l'immunité d'impôt que pour les titres qu'ils ont remis en France en nantissement d'opérations commerciales ou civiles ;

3^o Qu'ils soient propriétaires ou usufruitiers des coupons présentés ;

4^o Qu'ils produisent un *affidavit*.

Remarquons que ces dispositions ont été édictées par le décret, dans le silence de la loi qui n'avait fait aucune distinction entre les coupons touchés en France.

M. Wahl fait observer (1), à ce propos, que l'esprit de la loi est probablement contraire à son texte, car, dit-il « ceux qui ne paient pas d'impôt quand ils s'adressent à un étranger ne doivent pas le payer davantage quand ils s'adressent à un Français » ; et la solution contraire qui est « inique », « va, en outre, à l'encontre des intérêts des banques françaises ». Le décret n'en innove pas moins considérablement, car, en son absence, la solution donnée par lui n'aurait, sans doute, pas pu être proposée.

Les conditions mises par lui à cette exemption sont elles-même, parfois, assez arbitraires. Il exige, notamment, non seulement le domicile, mais encore la résidence à l'étranger, alors que le droit commun voudrait que l'étranger non domicilié, c'est-à-dire non autorisé à y établir son domicile, fût affranchi de l'impôt (2).

1. *Ibid.*, p. 1100.

2. Voir le développement de cette idée dans : Wahl, *loc. cit.*, p. 1098.

De même encore de la nécessité de n'être pas un professionnel, sauf lorsqu'il s'agit de titres remis en France en nantissement d'opérations commerciales ou civiles. Sans doute cette disposition s'explique-t-elle par la crainte que l'étranger ne fasse bénéficier de l'immunité les titres de ses clients, encore que ce danger soit un peu écarté par la menace des pénalités ; mais elle n'en repose pas moins « sur aucun principe ».

163. Affidavit. — L'affidavit est une déclaration spéciale qui a pour objet d'attester l'accomplissement des conditions qui viennent d'être énumérées. Il est reçu par l'agent diplomatique ou consulaire dans la circonscription duquel réside le déclarant, et déposé à l'appui des bordereaux de paiement de coupons.

Il doit contenir les énonciations suivantes :

1^o Date ;

2^o Signature du déclarant ;

3^o Déclaration de la nationalité ;

4^o Déclaration de domiciliation et résidence à l'étranger ;

5^o Constatation que le déclarant ne fait pas profession de recueillir, encaisser ou payer des coupons de valeurs mobilières ou, s'il exerce cette profession, qu'il a fait la déclaration pour des titres remis par lui en France en nantissement d'opérations civiles ou commerciales ;

6^o Indication que le déclarant est propriétaire ou usufruitier des titres dont les coupons ont été détachés ;

7^o Mention de la nature, du nombre et de la valeur des coupons.

Toutes les mentions inscrites sont certifiées par

l'agent consulaire, qui peut exiger, en vue de leur vérification, la présentation, soit du titre mentionné, soit du certificat de dépôt en garde si ces titres sont déposés dans une banque, soit de l'acte de nantissement.

L'affidavit n'est valable que pour des coupons échus depuis un an au plus au jour de la date.

Il doit être individuel et, en outre, spécial à chaque demande de paiement de coupons. Cependant, s'il s'agit de titres déposés en garde ou donnés en nantissement en France, l'affidavit est valable pour un an à dater du jour de la date, pourvu que le déclarant continue d'avoir son domicile et sa résidence hors de France et que le dépôt n'ait pas été retiré ou que le nantissement n'ait pas pris fin. Dans ce cas, il n'est pas possible d'évaluer sur l'affidavit les dividendes à échoir, dont le montant est variable et ne peut être prévu six mois ou un an à l'avance, ni d'indiquer ou de totaliser en France le montant des coupons échus et à échoir, les variations du change pouvant faire que les indications portées au moment de la signature et de la certification de l'affidavit ne soient plus exactes au moment du paiement. Aussi, l'Administration décide-t-elle, par analogie avec les règles tracées pour le paiement à l'étranger, qu'il y a lieu de porter le montant des dividendes, intérêts, arrérages ou produits encaissés au cours de l'année précédente (1).

L'affidavit, ainsi établi, est remis à l'assujetti, et, pour entraîner l'exemption de la taxe, il doit l'être au moment même de la demande de paiement (2).

1. Instr. 3434-20.

2. Sol. 22 juin 1915. Instr. 3449-15.

L'assujetti le revêt alors d'un numéro d'ordre. Ce numéro est celui sous lequel l'affidavit a été inscrit au registre spécial ; il est reporté, en même temps que la date, sur les bordereau et registre de paiement. L'affidavit doit être conservé pendant deux ans et communiqué à toute réquisition des agents de l'enregistrement.

164. Registre des affidavit. — Le banquier à qui est remis l'affidavit est tenu d'en constater le dépôt sur un registre spécial qui porte, pour chaque inscription, mention :

- 1^o De la date ;
- 2^o Du nom de la personne dont il émane ;
- 3^o De l'autorité qui l'a reçu.

165. Sanctions. — Les sanctions sont les mêmes que celles prévues pour le cas où il s'agit de porteurs français.

II. — AGENTS DIPLOMATIQUES

166. Réduction des formalités. — Une autre immunité est reconnue par le décret aux agents diplomatiques.

Les formes et conditions de la déclaration à faire dans ce cas ont été arrêtées par une décision concertée entre les départements des Affaires étrangères et des Finances des 29 janvier et 13 février 1915 (1).

Les agents diplomatiques sont tenus également de

1. Instr. 3440.

déposer un bordereau et une déclaration. Mais cette déclaration n'est soumise qu'à deux formalités :

1° Il faut que la signature de l'agent diplomatique soit régulièrement revêtue des légalisations nécessaires pour que le document ait une valeur obligatoire en France ;

2° Elle doit être revêtue du visa de l'ambassadeur, ministre plénipotentiaire ou chef de mission, sous l'autorité duquel se trouve l'agent diplomatique désirant bénéficier de l'immunité.

Elle doit donc simplement :

1° Être datée et signée ;

2° Constater que l'agent diplomatique est propriétaire ou usufruitier des titres dont les coupons présentés au paiement ont été détachés ;

3° Mentionner la nature, le nombre et la valeur des coupons.

167. Les agents consulaires ne sont pas assimilés aux agents diplomatiques. — Le ministre des Finances a décidé le 27 février 1915 que les agents consulaires, qui ne sont pas visés par la loi de 1914 et qui, ne représentant pas le gouvernement de leur pays, ne profitent pas du privilège d'exterritorialité, ne doivent pas être admis au bénéfice de la dispense d'impôt.

Par suite, les banquiers devront, en ce qui les concerne, se conformer aux règles générales.

III. — SOUVERAINS ET GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. ATTACHÉS MILITAIRES

168. Mêmes dispositions que pour les agents diplomatiques. — Les dispositions précé-

dentes ont été reconnues applicables aux Souverains et gouvernements étrangers, ainsi qu'aux attachés militaires, par décision des 25 février-22 mars 1915.

§ VI. — Remises des intermédiaires

169. Montant. — Il est alloué aux assujettis, en rémunération de leurs services, une remise de 1 0/0 sur les premiers cent mille francs retenus ou avancés par eux et de 0,75 0/0 sur la partie de l'impôt excédent 100.000 francs.

170. Liquidation. — Paiement. — Ces remises sont liquidées pour chacun des établissements, agences ou succursales, à l'expiration de chaque année, d'après le montant des prélèvements d'impôts qui y ont été effectués au cours de l'année précédente, déduction faite du montant des taxes restituées au cours de ladite année. Les assujettis n'ont aucune demande à formuler pour l'attribution de leurs remises. C'est à l'Administration qu'il appartient de prendre d'office toutes les mesures nécessaires en vue de leur liquidation et de leur paiement.

CHAPITRE III

OPÉRATIONS DE CHANGE

(Loi du 1^{er} août 1917)

§ 1. — Assujettis. — Opérations à l'occasion desquelles ils sont assujettis

171. Désignation. — De nouvelles obligations viennent d'être mises à la charge de « quiconque fait profession ou commerce de recueillir, acheter ou vendre, négocier, escompter, encaisser ou payer des monnaies ou devises étrangères : coupons, titres d'actions ou d'obligations négociables ou non négociables, quels que soient leur dénomination et le lieu de leur création, dont le montant ou le prix est payable à l'étranger en monnaies étrangères ou payable en France en monnaie française, ou après négociation à l'étranger, sur une disposition de l'étranger » (Art. 1^{er}, L. 1^{er} août 1907).

172. Opérations à l'occasion desquelles ils sont assujettis. — Ce sont toutes opérations de change sur toutes monnaies ou devises qui donnent ouverture aux obligations des banquiers.

D'autre part, ce sont seulement les opérations de change, c'est-à-dire celles qui sont susceptibles de modifier la situation de change du banquier. Ainsi

devront être « exceptées de l'inscription au registre des négociations des titres d'actions et d'obligations libellés en monnaie étrangère, lorsque ces négociations n'auront d'autre but que d'en transférer la propriété en France, sans aucune opération de change sur l'étranger. » Ce serait le cas d'un achat de titres dont la contre-valeur ne serait pas réglée en francs : en ce cas, en effet, la situation de change du banquier ne serait pas modifiée et il n'y aurait de changement que dans la spécification des moyens de change.

Il en serait de même, en général, des opérations sur coupons et titres étrangers amortis libellés en francs français et en monnaies étrangères mais payables en francs à un change fixe, et dont le paiement serait domicilié en France auprès de banques officiellement désignées pour ce service. Ces opérations sont exemptées de l'inscription au répertoire pour les intermédiaires qui remettent directement lesdits coupons et titres à ces banques.

Ne sont pas non plus sujets à inscriptions les soldes des comptes établis à l'étranger en francs français. Il en serait différemment des opérations de change effectuées au moyen de ces comptes ou résultant de leur fonctionnement.

Enfin, il n'est pas d'inscription à porter par le tireur ou le bénéficiaire d'endos d'une traite tirée sur l'étranger en francs français.

173. Profession. — Il faut, en outre, pour être assujetti, faire « profession ou commerce » d'effectuer ces opérations. Il ne suffirait donc pas, à notre avis, qu'on les fit accidentellement (1).

1. Même question que *supra*.

174. Agents de change. — Que décider en ce qui concerne les agents de change ? La question a été posée relativement aux achats de titres faits par eux pour le compte de clients résidant à l'étranger, et le ministre des Finances a reconnu, par décision du 28 août 1917, que les obligations de la loi du 1^{er} août ne leur incombent pas en cette hypothèse.

§ 2. — Obligations

I. — DÉCLARATION

175. Forme. — Les assujettis doivent, avant toute opération, faire une déclaration au bureau de l'Enregistrement de leur résidence et, s'il y a lieu, au bureau de l'Enregistrement de chacune de ses succursales ou agences.

Cette déclaration, signée par la personne qui a qualité pour représenter l'établissement ou la Société, est reçue sur le registre en usage pour la réception des déclarations en matière d'opérations de Bourse par les receveurs qui ont dans leurs attributions la perception de la taxe sur ces mêmes opérations.

Il en est délivré au déclarant un récépissé sur papier non timbré, revêtu de la griffe du bureau.

II. — TENUE D'UN RÉPERTOIRE

176. Forme. — Les mêmes personnes doivent, en outre, tenir un registre en papier non timbré, visé et paraphé par le président ou l'un des juges du tribunal de commerce.

Elles doivent y porter jour par jour, sans blanc ni interligne :

1° Toutes leurs opérations sur monnaies ou devises étrangères, à l'exception des négociations de titres, d'actions ou d'obligations libellés en monnaie étrangère, lorsqu'elles n'ont d'autre but que d'en transférer la propriété en France, sans aucune opération de change sur l'étranger ;

2° Les ordres donnés en France pour la vente à l'étranger de francs ou devises en francs contre des monnaies ou devises étrangères.

Pour toutes les inscriptions, les fractions des unités monétaires doivent être négligées.

Le 5 et le 20 de chaque mois, les sommes inscrites aux première et deuxième partie du répertoire, y compris les soldes, déclarés inscrits à la première ligne, sont totalisées.

Pour chacune des deux parties (1), les totaux de la seconde catégorie sont reportés sous ceux de la première, avec lesquels ils sont additionnés de manière à donner le total général des achats et des ventes par nature de monnaies.

Enfin, les totaux généraux de la deuxième partie sont reportés sous ceux de la première et leur comparaison dégage les soldes positifs ou négatifs par nature de monnaies. Les soldes sont reportés sur la première ligne de la quinzaine suivante, à la première partie du répertoire s'ils sont positifs, et à la seconde partie s'ils sont négatifs (art. 8 de l'arrêté ministériel du 4 septembre 1917) (2).

1. V. *infra*.

2. J. O., 5 et 7 (erratum) septembre 1917. Inst. 3520.

177. Division en trois parties. — Le répertoire, dont la tenue est prescrite aux personnes désignées dans l'article premier de la loi du 1^{er} août 1917 par les articles 2 et 3 de la même loi, est divisé en trois parties (art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 4 sept. 1917).

Il peut être remplacé par trois registres ayant la même fonction que chacune des trois parties du registre unique.

178. Répartition des opérations dans les trois parties. — *Première partie.* — La première partie du répertoire reçoit l'inscription des opérations ayant pour résultat de procurer à celui qui tient le répertoire des monnaies ou devises étrangères visées par l'article premier de la loi, dont le montant est payable à l'étranger en monnaies étrangères.

Il importe peu que l'acquisition se fasse directement ou indirectement, par exemple : achat de titres étrangers, lorsque la contre-valeur y est réglée en francs, intérêts bonifiés sur les comptes créditeurs à l'étranger, achat de devises étrangères obtenues par une vente de francs ou de titres à l'étranger, etc. (1).

En outre, sont inscrits sur la première ligne du répertoire les soldes positifs, qui comprennent : tous les soldes créditeurs à l'étranger, tous effets, chèques et coupons étrangers en portefeuille ou en cours de route, tous titres (actions ou obligations) affectés à usage de change, les billets de banque étrangers et le numéraire étranger. Il est recommandé de ven-

1. V. Instruction de la Commission des changes du ministère des Finances en date du 27 sept. 1917, reproduite dans Inst. 3522.

tiler, s'il y a lieu, sur le répertoire les soldes positifs en soldes disponibles immédiatement et soldes disponibles à terme.

Les opérations sont groupées en deux catégories :

1^o Opérations conclues avec des personnes non astreintes à la tenue du répertoire ;

2^o Opérations conclues avec des personnes astreintes à la tenue du répertoire.

Deuxième partie. — Cette partie, qui comporte la même division selon que les opérations ont été conclues avec des personnes astreintes ou non à la tenue du répertoire, contient, en tête, les soldes négatifs, et, ensuite, toutes les opérations qui viennent diminuer les moyens de change : par exemple, l'achat de francs à l'étranger, la vente à l'étranger de titres compris dans les soldes positifs, lorsque le vendeur dispose en francs de la contre-valeur des titres, etc.

Observons, à propos de ces deux premières parties, que l'inscription d'une opération d'achat ou de vente de devises étrangères décomptées dans une autre monnaie étrangère entraîne l'inscription de sa contre-partie. Ainsi l'achat de piastres argentines sur le marché de Londres figure sur le répertoire par deux opérations : achat de piastres et vente de livres.

Troisième partie. — La troisième partie du répertoire reçoit les inscriptions relatives :

1^o Aux ordres donnés de France pour la vente à l'étranger de francs ou devises en francs, quel qu'en soit le montant ;

2^o Aux chèques créés en France et présentés en France à l'encaissement après avoir été négociés à l'étranger, quel qu'en soit le montant ;

3^o Aux chèques tirés de l'étranger en France pour une somme égale ou supérieure à 10.000 francs ;

4° Aux versements en francs sur ordres de l'étranger pour une somme égale ou supérieure à 10.000 fr.

179. Mentions à inscrire pour chaque opération.— Les indications à porter pour chaque opération dans les deux premières parties, c'est-à-dire pour les achats et ventes de monnaies ou devises étrangères, sont :

- 1° Un numéro ;
- 2° La date ;
- 3° Le nom, l'adresse et la nationalité du vendeur ;
- 4° La nature de la devise ;
- 5° Le pays d'où elle émane ;
- 6° Son montant ;
- 7° Le cours ;
- 8° L'équivalent en francs.

L'indication du cours et de l'équivalence en francs n'est pas exigée pour la totalisation en fin de quinzaine. Toutefois, les soldes reportés au début de chaque quinzaine doivent faire ressortir leur équivalence globale en francs.

Pour les opérations portées dans la troisième partie du répertoire, les mentions sont les suivantes :

- 1° Numéro ;
- 2° Date ;
- 3° Nature de l'opération ;
- 4° Nom, prénoms, nationalité, profession et domicile des personnes intéressées, savoir, suivant les cas :
 - a) De la personne à laquelle l'ordre est donné, du directeur, du titulaire du compte crédité ;
 - b) Du premier cédant à une personne résidant à l'étranger ;

c) Du donneur d'ordre, du tiré, du titulaire du compte débité ;

5° Montant des sommes en francs ;

6° Pays de la création des effets ;

180. Modes particuliers d'inscription. —

Groupage. — Le groupage est permis pour les opérations portant sur l'encaissement de la valeur des titres et de la valeur des dividendes, intérêts et arrérages de ces titres. Le groupage est fait par journée et par nature de monnaies étrangères et seul le montant total pour chacune des monnaies est porté au répertoire.

Il l'est également pour les chèques d'une valeur inférieure à 1.500 francs, à condition que leur négociation ne constitue pour le client acheteur ou vendeur qu'une opération isolée. Ceux qui ont été achetés sont compris dans les opérations d'encaissement visées au paragraphe précédent ; ceux qui ont été vendus sont totalisés en fin de journée par nature de monnaies et chacun des totaux est inscrit en une seule ligne à la deuxième partie du répertoire sous la rubrique « petits chèques ».

Enfin, le groupage est autorisé pour les achats et ventes de billets de banque et de numéraire, à condition que chaque opération, prise isolément, ne porte pas sur une valeur supérieure à 1500 francs (arrêté du 4 sept.).

Inscriptions pour ordre. — Les transactions sur coupons et titres amortis libellés en plusieurs monnaies étrangères, jusqu'à ce que lesdits coupons et titres soient parvenus entre les mains du banquier qui les négociera à l'étranger, ne font l'objet, pour les intermédiaires successifs, que d'une inscription.

pour ordre sur leur répertoire (1^{re} et 2^e parties). Cette inscription mentionne simplement, sans aucune indication de monnaie étrangère et de cours, le nom de la personne à laquelle les coupons et titres sont cédés, ainsi que la valeur globale en francs de ces coupons et titres.

Quand les intermédiaires sont des agences ou succursales d'établissements de crédit ne cédant jamais de coupons et de titres amortis à d'autres qu'à leur siège central, ces agences ou succursales peuvent également, en le mentionnant sur leur répertoire, et sans indiquer de montant, considérer les coupons et titres amortis libellés en plusieurs monnaies étrangères comme achetés ou pris à l'encaissement pour compte de leur siège central. Celui-ci, seul, groupe, par succursale et par catégorie de monnaie, les coupons et titres amortis et les inscrit sur son répertoire en spécifiant la succursale qui les lui a transmis.

181. Pluralité de volumes. — Les assujettis sont autorisés à utiliser simultanément autant de registres que l'exige l'organisation de leurs services.

Dans le cas où ils font usage de cette faculté, ils sont dispensés d'établir et de déclarer les soldes selon les règles qui ont été indiquées. Seulement ils doivent tenir des registres de récapitulation, où sont portées ces inscriptions, et joindre aux relevés dont l'envoi est prescrit en toute hypothèse une copie intégrale de ces registres de récapitulation.

182. Communication. — Le ou les registres tenus pour l'application de la loi du 1^{er} août 1917 doivent être représentés à toutes les réquisitions des agents de l'Enregistrement.

Mais la communication ne peut être requise que pour l'exécution de cette loi et « les renseignements contenus dans les registres et recueillis par les agents vérificateurs ne pourront pas être utilisés pour l'application d'une loi fiscale quelconque » (Art. 2 du 1^{er} arrêté ministériel du 4 sept. 1917). Il n'est apporté, d'ailleurs, aucune restriction au droit de vérification de l'Enregistrement dans les établissements de crédit.

III. — ENVOI DE RELEVÉS

183. Enoncé de l'obligation. — Le 10 et le 25 de chaque mois, les personnes astreintes à la tenue du répertoire doivent envoyer au ministre des Finances (Commission des changes) des relevés présentant, pour les première et deuxième parties du répertoire, la copie intégrale de la première catégorie, y compris l'établissement des soldes, et la copie intégrale de la troisième partie (Art. 9 du 2^e arrêté).

§ 3. — Sanctions

184. Constatation des contraventions. Recouvrement de l'amende. — Les contraventions aux prescriptions de la loi et des arrêtés sont constatées par des procès-verbaux dressés par les agents de l'Enregistrement. Selon l'Administration ces procès-verbaux ne sont pas sujets à affirmation. Ils sont dressés à la requête du ministère public et soumis au timbre et à l'enregistrement en débet dans les quatre jours de la date.

Quant au recouvrement de l'amende, il incombe aux percepteurs des contributions directes, conformément à l'article 25 de la loi du 29 décembre 1873.

L'amende est de 100 à 5.000 francs. Il y a, en outre, application de l'article 463 du Code pénal.

CONCLUSION

Que faut-il penser de cette collaboration forcée des banquiers avec le fisc ?

Il semble que l'on puisse affirmer tout d'abord qu'elle se justifie difficilement du point de vue des banquiers qui ne reçoivent pas, en échange, des avantages bien considérables. « On s'explique à la rigueur dit M. Guilmard, que le législateur ait songé à conférer ces pouvoirs fiscaux aux officiers ministériels qu'il nomme et qui tiennent de cette nomination des droits nettement définis et inhérents à la fonction. Cette transformation, surprend, au contraire, lorsqu'il s'agit de Sociétés anonymes et de simples intermédiaires. » Quant aux remises qui leur sont accordées en rémunération de leurs services, on peut convenir qu'elles ne compensent pas l'atteinte portée à la liberté de leur commerce avec toutes les entraves qui l'accompagnent.

Nous ne condamnerions pas, il est vrai, pour cette seule considération, la combinaison que nous avons exposée, si, en sacrifiant des intérêts privés, elle servait l'intérêt général. Mais sur ce terrain également de graves critiques peuvent être formulées.

Elle a été inspirée, en effet, par des préoccupations qui ne sont pas purement d'ordre économique.

« Quand une comptabilité exacte des revenus capitalistes et bourgeois sera enfin dressée, disait M. Jaurès, il sera possible de calculer plus sûrement quels sacrifices peuvent être demandés aux classes possédantes et privilégiées pour alimenter, dans l'intérêt des travailleurs, les œuvres de solidarité sociale. (1) »

Si le fisc établit avec l'aide de ses auxiliaires, la « fiche fiscale » (2) de chaque contribuable, ce n'est donc pas pour en tirer un accroissement de la richesse publique, c'est afin d'opérer comme un reversement d'une catégorie à une autre des individus composant la hiérarchie sociale.

Le résultat d'une telle politique ne peut être que la création d'un malaise, nuisible aux intérêts de la production nationale et par contre-coup à ceux du Trésor lui-même. « Qu'arrive-t-il, en effet ? dit un écrivain socialiste. Les capitalistes, traités en ennemis et ne travaillant plus en sécurité, n'osent plus engager leurs fonds dans les entreprises du pays, ils les emploient à l'étranger... (3) » Or les capitaux émigrés, déposés dans les banques étrangères et employés dans les entreprises étrangères, échappent souvent aux taxes françaises, et surtout leur émigration prive l'industrie nationale des aliments nécessaires, empêche les capitaux restés au pays de fructifier et de s'augmenter au profit du Trésor, et finalement entraîne la stagnation des affaires au détriment de la prospérité économique du pays.

Et même en dehors de ses conséquences, le principe de cette politique nous paraît condamnable. Sans

1. Rapporté par Manchez, *la Séparation de l'épargne de l'Etat*, p. 329.

2. *Ibid.*

3. Lysis, *Vers la démocratie nouvelle*, p. 11. Paris, Payot 1917.

compter, en effet, que l'amélioration du sort des individus les moins favorisés de la fortune peut paraître résulter difficilement du nivellement des revenus et des capitaux et constituer plutôt une affaire de production que de partage, il faut convenir que l'impôt n'a pas pour fin d'améliorer le sort d'une catégorie de citoyens : la machine fiscale, en effet, n'est que l'instrument de la politique financière, et celle-ci ne doit avoir pour objectif que le développement de la richesse du pays tout entier.

Certes, il faut admettre, en raison des charges écrasantes de notre budget de demain, l'introduction de procédés nouveaux de nature même à froisser de vieilles manières de penser, mais c'est à la condition que ces procédés soient inspirés d'un esprit exempt de préoccupations sociales dangereuses pour les ressources du Trésor et soucieux uniquement d'augmenter ces ressources aujourd'hui et surtout dans l'avenir par l'accroissement des forces productives de la nation.

Vu : le Président de la thèse

ALBERT WAHL

Vu le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
POINCARÉ

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
DIVISION.....	9

PREMIÈRE PARTIE

Les Banquiers agents du fisc à l'occasion de l'ensemble de leurs opérations Obligation de livrer la comptabilité

SECTION PREMIÈRE

État actuel

Droit de communication générale dans les établissements de crédit

1. Observations générales.....	11
2. Historique.....	12
3. Sommaire.....	13

§ 1^{er}. — BANQUES ASSUJETTIES

I. — Énumération

4. Siège social des Etablissements de crédit français.	14
5. Succursales en France des Etablissements de cré- dit français.....	16
6. Succursales en France des Etablissements de cré- dit étrangers.....	17
X. Delouvrier	14

7. Succursales à l'Etranger des Etablissements de crédit français.....	18
---	----

II. — *Temps pendant lequel elles sont assujetties*

8. Elles sont assujetties à partir de l'émission des titres.....	21
9. Elles cessent de l'être par le retrait des titres de la circulation ou par l'achèvement de la liqui- dation.....	22

§ 2. — MODE ET CONDITIONS D'EXERCICE

I. — *Forme*

10. Droit pour la Régie de se faire représenter les documents et d'en prendre copie.....	23
11. Interdiction de viser les répertoires et registres.	27

II. — *Lieu*

12. La communication s'exerce sans déplacement des pièces : Principe, application.....	27
13. Preuve.....	28

14-15-16. III. — <i>Jours et heures</i> <i>où la communication peut être demandée</i> <i>Durée et nombre des communications</i>	
---	--

17-18. IV. — <i>A qui et par qui la communication</i> <i>peut être demandée</i>	
--	--

§ 3. — DOCUMENTS SUJETS A COMMUNICATION

19. Seuls sont sujets à communication les documents ayant trait à la comptabilité.....	33
20. Tous les documents ayant trait à la comptabilité sont sujets à communication.....	35
21. Documents ne pouvant matériellement pas être représentés.....	44

§. 4. — DANS QUEL BUT PEUT ÊTRE UTILISÉE

LA COMMUNICATION

22. Assiette de nombreux impôts.....	47
23. Créances de l'Etat pour lesquelles la communication ne peut être utilisée: impôts non expressément visés, redevances domaniales.....	50
24. Pouvoir étendu de l'Administration: rétro activité, preuve contre des tiers, liberté de ne fournir aucune justification.....	51

§ 5. — REFUS DE COMMUNICATION

25-26-27. Constatation. Sanctions.....	53
--	----

SECTION II

Projet d'extension du droit de communication générale
aux banques privées

§ 1^{er}. — GÉNÉRALITÉS

28. Effet du droit du fisc à l'égard des particuliers..	59
29. Raisons pour lesquelles les banques privées ont échappé à cette investigation.....	60
30. Evolution de la législation.....	61

§ 2. — DISPOSITIONS DU PROJET

31. Nouveaux assujettis.....	63
32. Nouveau caractère de la communication.....	64
33. Fonctionnaires à qui le droit de communication serait étendu.....	64
34. Dans quel but la communication pourrait être utilisée.....	64

DEUXIÈME PARTIE

Les Banquiers agents du fisc à l'occasion des opérations de dépôt et de location de coffres-forts

CHAPITRE PREMIER

Dénonciations des dépôts

SECTION PREMIÈRE

Dépôts en France

§ 1^{er}. — COMPTES SIMPLES

I. — *Dénonciation des dépôts au décès*

35. L. 25 février 1901.....	67
36. Objet.....	68
37. Assujettis.....	70
38. Obligation de dénoncer tous dépôts dépendant d'une succession ouverte.....	72
39. Cas où l'obligation n'existe pas.....	76
40. Fait générateur.....	76
41. Obligation successives, lors des retraits.....	77
42. Obligation seulement pour les retraits effectués par les ayants droit ou à leur profit.....	78
43. Contenu de l'avis.....	78
44. Date d'application de la loi.....	79
45. Sanctions.....	

II. — *Interdiction de se dessaisir entre les mains des héritiers domiciliés à l'Etranger sans justification du paiement des droits*

46. L. 30 décembre 1903.....	79
47. Obligation des banquiers.....	80
48. Conséquence : cas de perception de doubles droits.....	81

§ 2. — COMPTES-JOINTS

49. Combinaisons imaginées pour tourner la loi de 1901.....	82
--	----

50. Notion du compte-joint.....	84
51. Validité de ce procédé.....	85
52. L. 31 mars 1903.....	86
53. Présomption de co-propriété.....	87
54. Obligations des banquiers.....	88
55. Le compte-joint reste-t-il possible ?.....	91

SECTION II

Dépôts français à l'Étranger

56. Exode des capitaux. Remèdes.....	92
--------------------------------------	----

§ 1^{er}. — RÉPERTOIRE DES DÉPÔTS ET DES ENVOIS

A L'ÉTRANGER

57. Répertoire des dépôts.....	94
58. Répertoire des envois.....	96

§ 2. — ARRANGEMENTS INTERNATIONAUX

59. Statut international des valeurs mobilières.....	97
--	----

I. — *Arrangement franco-belge du 12 août 1843*

60. Cet arrangement n'a pas cessé d'être en vigueur.....	98
61. Nature.....	99
62. Validité.....	100
63. Etendue d'application. But. Utilisation des renseignements échangés.....	101

II. — *Arrangement franco-anglais du 15 novembre 1907*

64. Validité.....	104
65. Echanges prescrits.....	105
66. Portée.....	106
67. Utilité.....	107

§ 3. — ENVOI EN POSSESSION SPÉCIAL (Projet)

I. — *Premier projet, 12 mars 1908*

68. Exposé.....	109
69. Efficacité.....	110

II. — <i>Projets ultérieurs</i>	
70. Elaborations successives.....	112
71. Caractéristiques.....	113
72. Abandon momentané.....	114

§ 4. — OBLIGATIONS DES DÉPOSITAIRES A L'ÉTRANGER
RELATIVEMENT AUX COMPTES-JOINTS FRANÇAIS

73. Les Banques étrangères ne sont pas soumises à la loi du 31 mars 1903.....	115
74. Toutefois, elles peuvent, par ailleurs, être tenues de dénoncer les comptes-joints.....	116

CHAPITRE II

Ouverture des coffres-forts pris en location

SECTION PREMIÈRE

Etat actuel de la législation. Absence d'obligation

75. Inapplicabilité de la loi du 25 février 1901 et du droit de communication.....	118
76. Motif. Le contrat de coffre-fort, louage et non dépôt.....	118
77. Application possible.....	122

SECTION II

Projets

§ 1. — PROPOSITION CH. DUMONT, ARTICLE 8 (1910)

78. Origine.....	123
79. Assujettis.....	124
80. Obligations des banquiers.....	124

§ 2. — PROJET KLOTZ (1917)

81. But.....	125
82. Obligations des banquiers.....	126
83. Application de ces dispositions aux plis cachetés remis en dépôt.....	128
84. Sanctions.....	128
85. Efficacité.....	129

TROISIÈME PARTIE
Obligations des banquiers à l'occasion des
opérations de guichet

CHAPITRE PREMIER
Opérations de Bourse

86. Nouvelle emprise du fisc.....	131
-----------------------------------	-----

§ 1. — ASSUJETTIS

87. Conditions de l'assujettissement.....	132
88. Banques installées en France.....	133
89. Succursales françaises et correspondants des éta- blissements étrangers.....	134
90. Etablissements à l'étranger.....	134

§ 2. — OBLIGATIONS DES ASSUJETTIS

I. — Déclaration d'existence

91. Prescriptions relatives à la déclaration.....	135
92. Sanction.....	137

II. — Tenue d'un répertoire

93. Énoncé de l'obligation.....	137
94. Opérations inscrites.....	137
95. Mentions à inscrire pour chaque opération.....	138
96. Nombre de volumes.....	141
97. Forme.....	142
98. Modes particuliers d'inscription : groupage, ordre collectif, inscription collective.....	143
99. Sanction.....	143

III. — Remise d'extraits, Acquiescement des droits

100. Taux de l'impôt.....	145
101. Paiement par les intermédiaires.....	145

102. Mode de paiement.....	146
103. Remise d'extraits.....	147
104. Assujettis à cette obligation.....	147
105. Forme des extraits.....	147
106. Mode particulier d'inscription. Groupage.....	148
107. Mentions obligatoires.....	149
108. Mentions facultatives.....	149
109. Sanctions.....	150

IV. — *Communication*

A. — *Observations générales.*

110. Documents soumis au droit de communication..	152
111. Utilisation des renseignements obtenus.....	153
112. Référence aux textes régissant le droit de communication générale.....	153

B. — *Règles spéciales à chaque catégorie de documents.*

1^o *Représentation des bordereaux*

113. Définition du bordereau d'agent de change.....	154
114. Représentation, principe, exceptions.....	154
115. Sanctions.....	157

2^o *Représentation des répertoires*

116. Obligation. Sanctions.....	158
---------------------------------	-----

3^o *Représentation de la comptabilité*

117. Dans quels cas elle est obligatoire.....	159
118. La communication porte sur la comptabilité de deux jours consécutifs.....	160
119. Autant de périodes que de procès-verbaux ou d'omissions.....	160
120. Sanctions.....	160

CHAPITRE II

Païement en France du coupon des valeurs étrangères non abonnées

§ 1. — NOTIONS PRÉLIMINAIRES.

121. L'Impôt sur le revenu des valeurs étrangères
avant la loi du 29 mars 1914..... 161
122. Régime de la loi du 29 mars 1914..... 162

§ 2. — ASSUJETTIS.

123. Énumération des conditions..... 164

I. — *Conditions relatives aux valeurs.*

124. Valeurs non abonnées..... 164
125. Les diverses catégories de ces valeurs donnent
lieu à la retenue de l'impôt..... 165
126. Publication de la liste des valeurs abonnées.... 166

II. — *Condition relative aux opérations.*

127. Énoncé de cette condition..... 167
128. Nature des opérations : achat, paiement, encais-
sement..... 167
129. Objet sur lequel elles portent : coupons, fundings
chèques et autres instruments de crédit..... 170

III. — *Condition relative au lieu.*

130. Opérations faites en France..... 172

IV. — *Condition relative à la répétition de ces opérations. Profession de l'intermédiaire*

131. Cette condition est-elle nécessaire ? Thèse de la
Régie ; discussion..... 173

V. — *Circonstance indifférente. — Exercice illégal.*

132. Agents de change..... 174

§ 3. — OBLIGATIONS.

I. — *Déclaration.*

133. Mode.....	174
134. Sanction.....	176

II. — *Etablissement de bordereaux.*

1^o *Bordereau de paiement.*

135. Énoncé de l'obligation.....	177
136. Contenu du bordereau.....	177
137. Remarques relatives à ces énonciations.....	178
138. Par qui ces mentions sont inscrites.....	179
139. Conservation. Communication.....	180
140. Récépissés.....	180

2^o *Bordereau de transmission.*

141. Énoncé de l'obligation.....	181
142. Forme et Contenu du bordereau.....	181
143. Conservation. — Communication.....	182

III. — *Tenue de deux registres.*

144. Énoncé de l'obligation.....	182
----------------------------------	-----

A. — *Règles communes.*

145. Forme.....	183
146. Contenu.....	183
147. Conservation. — Communication.....	183

148-151. B. — <i>Dispositions particulières à chacun d'eux</i>	184
--	-----

IV. — *Dépôt d'extraits de ces registres.*

152. La remise est effectuée en même temps que le versement de l'impôt.....	185
---	-----

V. — *Païement des droits.*

153. Taux de l'impôt.....	186
154. Assiette	186
155. Retenue ou avancée par l'intermédiaire.....	187
156. Paiement au fisc.....	187
157. Remboursement à l'intermédiaire de l'impôt afférent au paiement des coupons qu'il n'a pas récupérés sur l'émetteur.....	188

§ 4. — CONTRAVENTIONS. — SANCTIONS.

158-159. Contraventions relatives aux bordereaux, aux registres et aux extraits de ces registres.	189
160-161. Contraventions en matière de retenue de l'impôt.....	190

§ 5. — DISPOSITIONS SPÉCIALES AU CAS DE DISPENSE D'IMPOT

I. — *Porteurs étrangers.*

162. Conditions de l'exemption d'impôt.....	191
163. Affidavit.....	193
164. Registre des affidavit.....	195
165. Sanctions.....	195

II. — *Agents diplomatiques.*

166. Réduction des formalités.....	195
167. Les agents consulaires ne sont pas assimilés aux agents diplomatiques.....	196

III. — *Souverains et gouvernements étrangers, attachés militaires.*

168. Mêmes dispositions que pour les agents diplomatiques.....	196
--	-----

§ 6. — REMISES DES INTERMÉDIAIRES.

169. Montant.....	197
170. Liquidation. Paiement.....	197

CHAPITRE III
Opérations de change.
(L. 1^{er} août 1917)

§ 1. — ASSUJETTIS. — OPÉRATIONS A L'OCCASION DESQUELLES
ILS SONT ASSUJETTIS.

171. Désignation	198
172. Opérations à l'occasion desquelles ils sont assu- jettis.....	198
173. Profession	199
174. Agents de change.....	200

§ 2. — OBLIGATIONS.

I. — *Déclaration.*

175. Forme.....	200
-----------------	-----

II. — *Tenue d'un répertoire.*

176. Forme.....	200
177. Division en trois parties.....	202
178. Répartition des opérations dans les trois parties.	202
179. Mentions à inscrire pour chaque opération.....	204
180. Modes particuliers d'inscription.....	205
181. Pluralité de volumes.....	206
182. Communication.....	206

III. — *Envoi de relevés.*

183. Enoncé de l'obligation.....	207
----------------------------------	-----

§ 3. — SANCTIONS.

184. Constatation des contraventions. Recouvrement de l'amende.....	207
CONCLUSION.....	209
TABLE DES MATIÈRES.....	213

